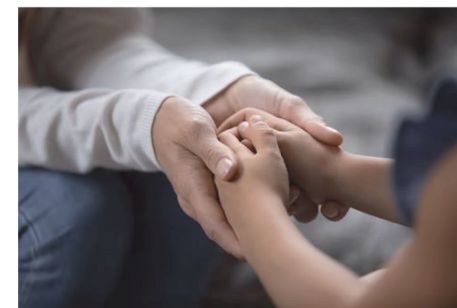


Atlas 2022 de la pauvreté dans l'Eure-et-Loir



Une étude financée par la Dreets Centre-Val de Loire dans le cadre des travaux de la plateforme sociale et réalisée par l'équipe de l'Observatoire régional de santé

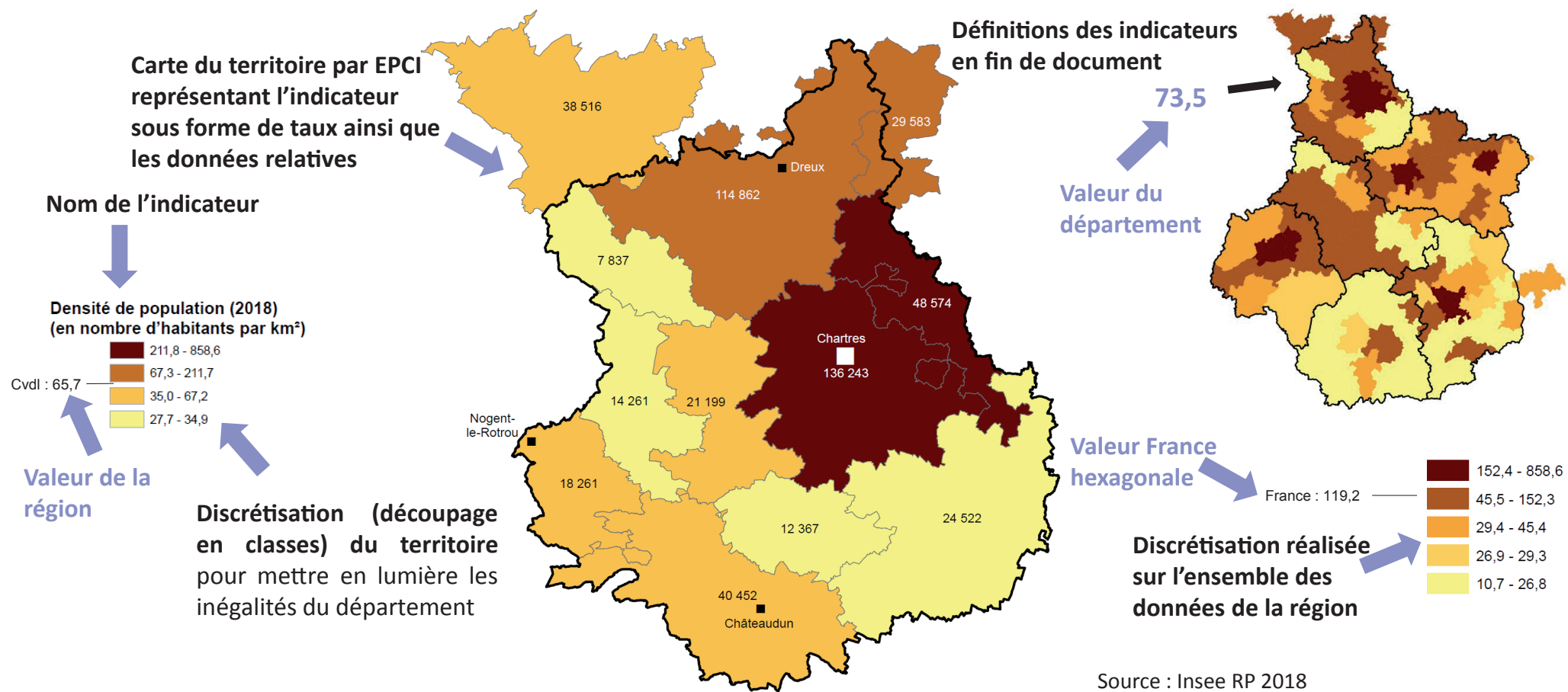




Sommaire

I.	Indicateurs démographiques	5-15
II.	Indicateurs d'emploi, chômage, revenu	16-25
III.	Indicateurs d'enseignement, scolarité	26-31
IV.	Indicateurs personnes âgées/en situation de handicap	32-37
V.	Indicateurs de pauvreté	38-47
VI.	Indicateurs sur le logement	48-53
VII.	Indicateurs sanitaires	54-58
VIII.	Les acteurs du social	59-70
XIX.	Synthèse	71
X.	Définitions	72
XI.	Glossaire	74

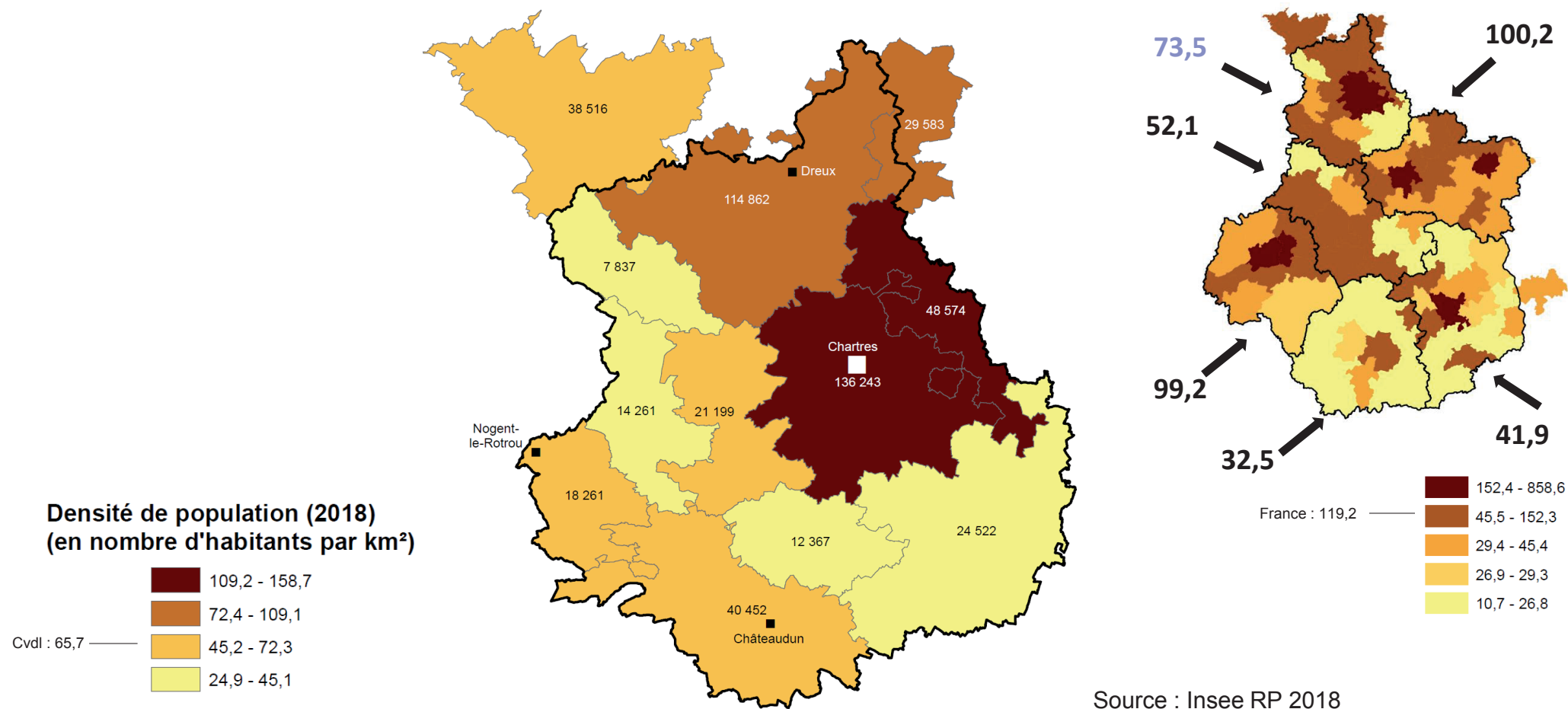
Note de lecture



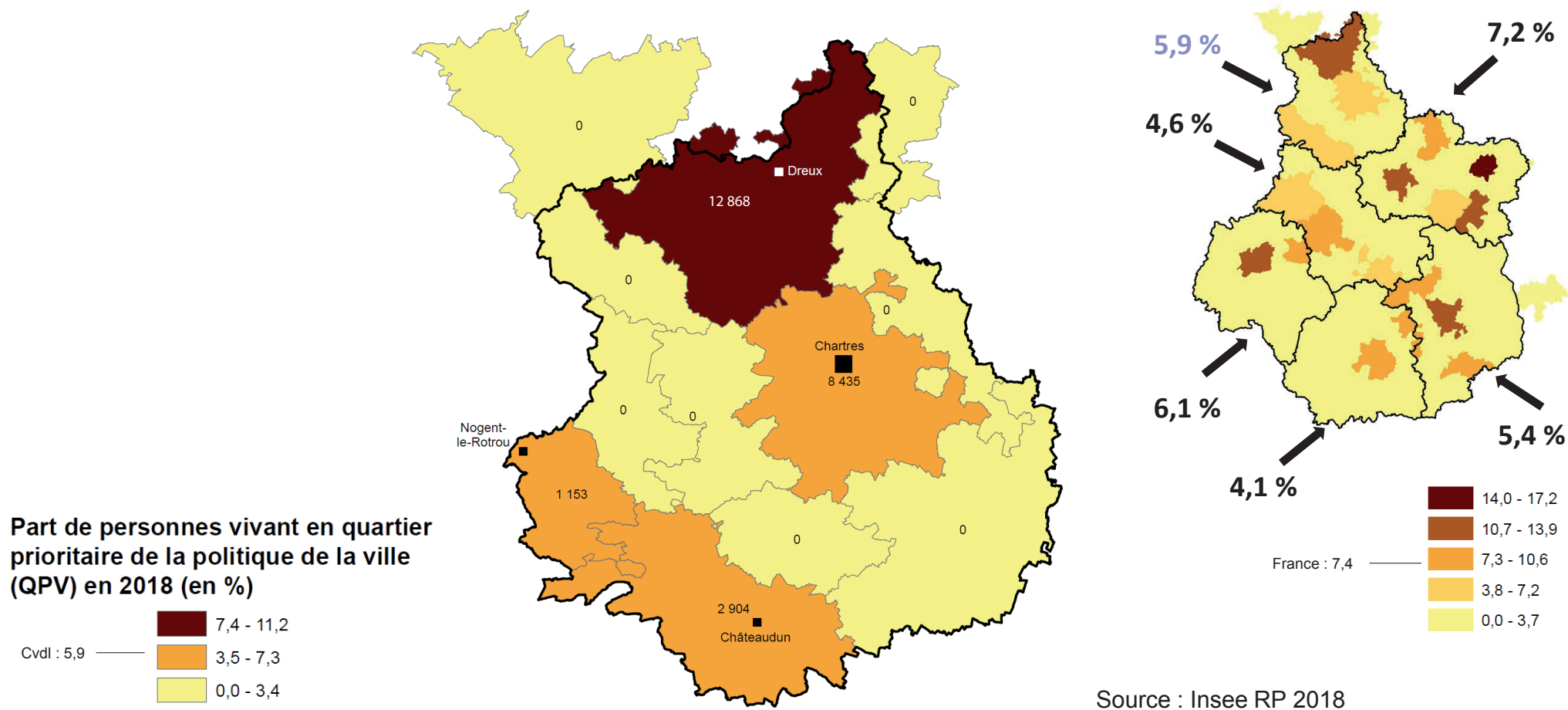


Indicateurs démographiques

Densité de population

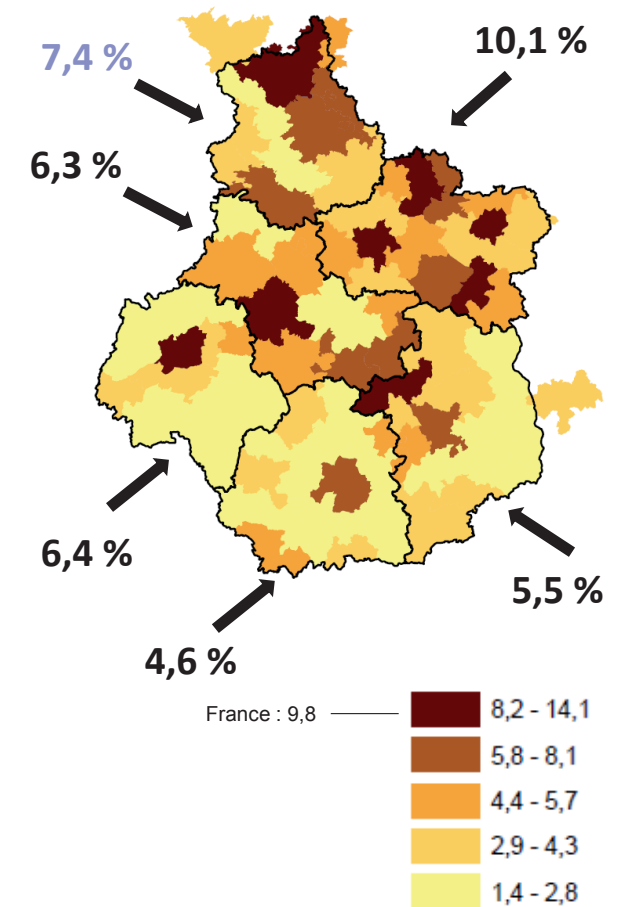
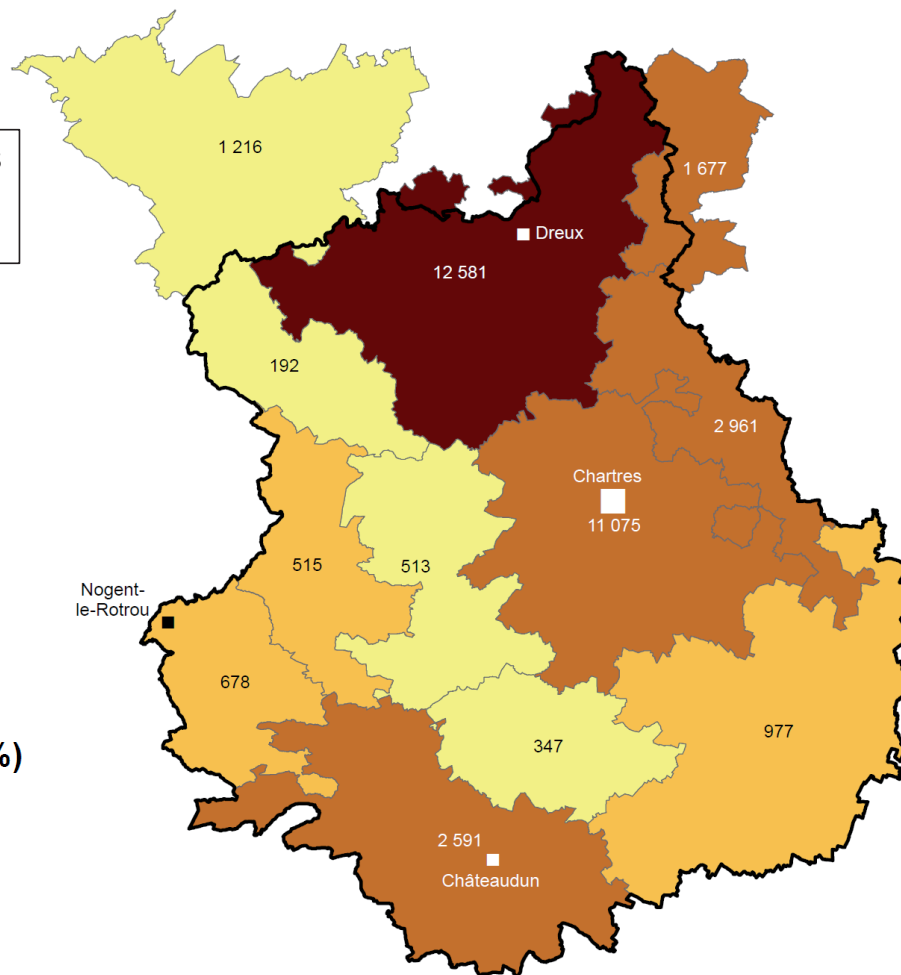


Population en quartier prioritaire politique de la ville (QPV)



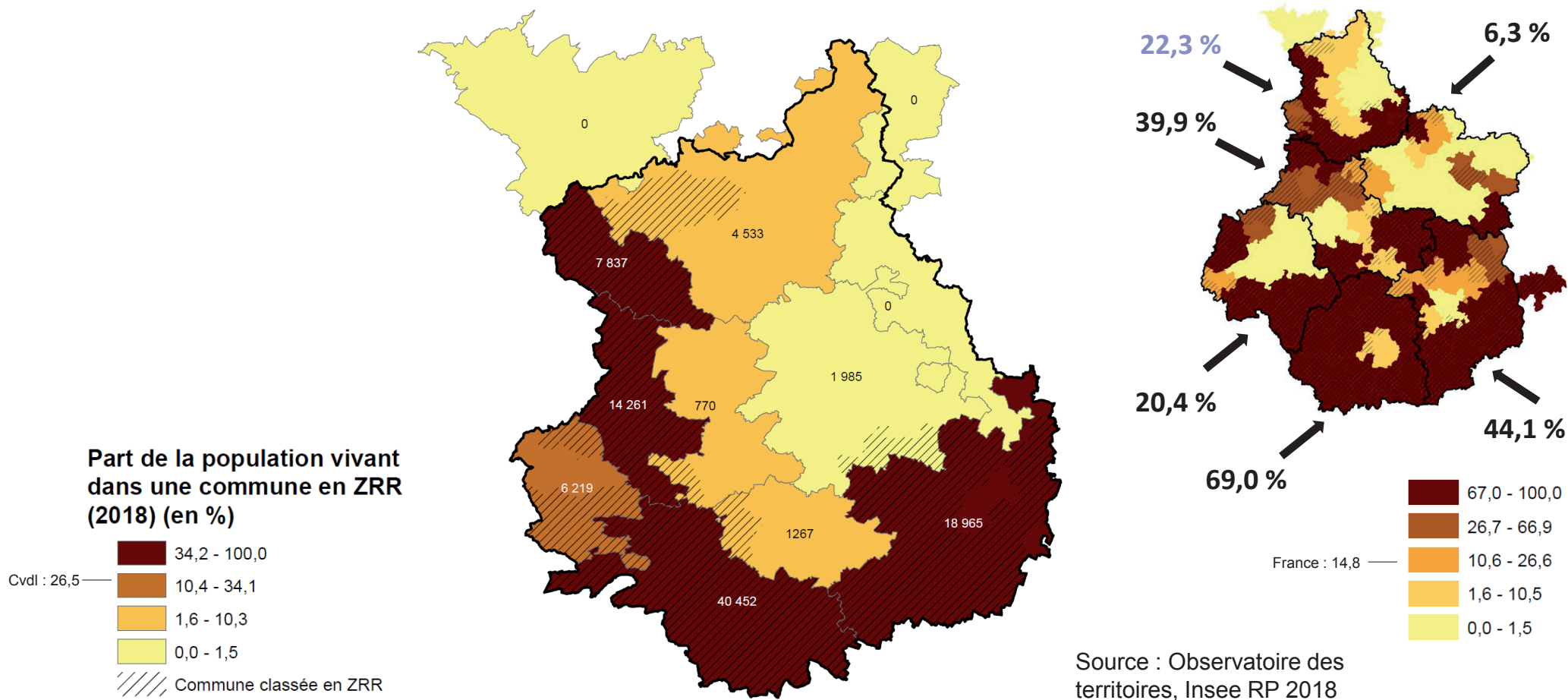
Population immigrée

Les immigrés sont les personnes nées de nationalité étrangère à l'étranger



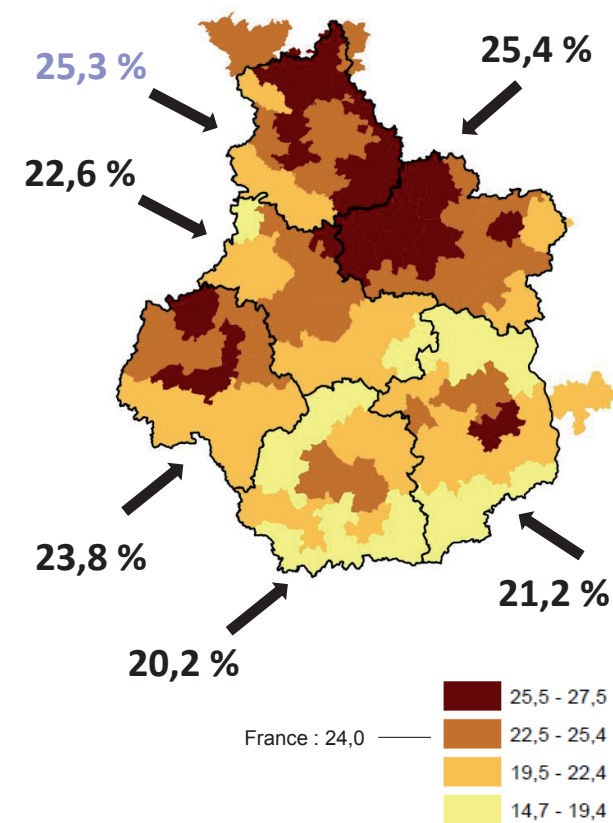
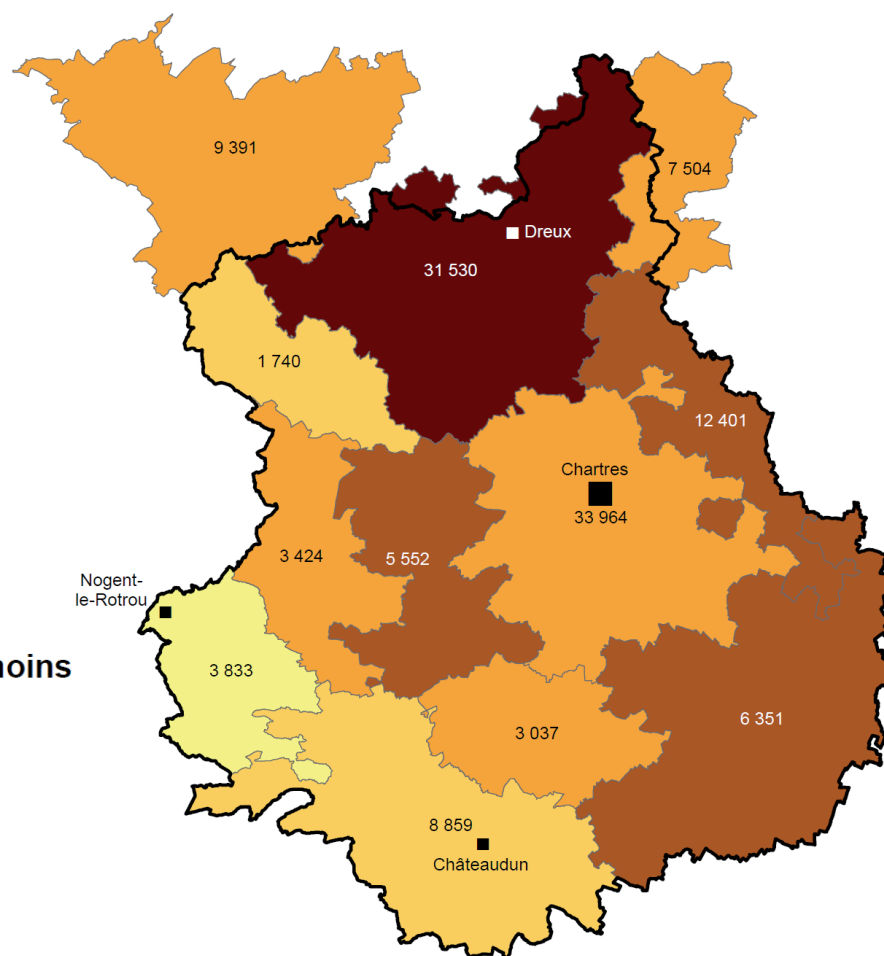
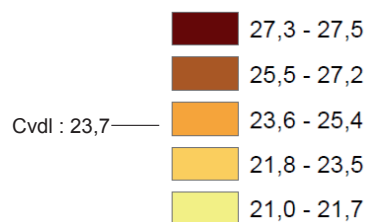
Source : Insee RP 2018

Population vivant dans une commune classée en zone de revitalisation rurale (ZRR)



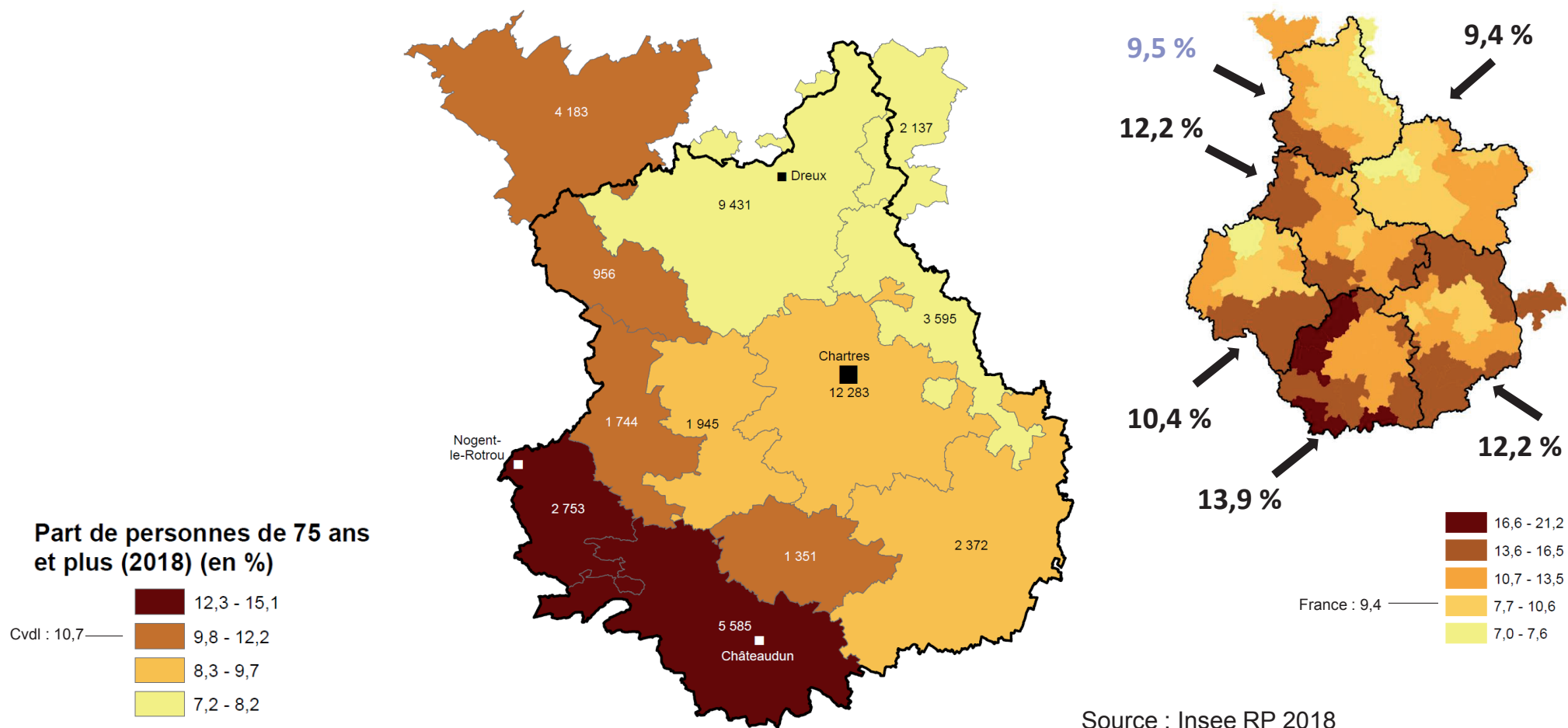
Population de moins de 20 ans

Part de personnes âgées de moins de 20 ans (2018) (en %)

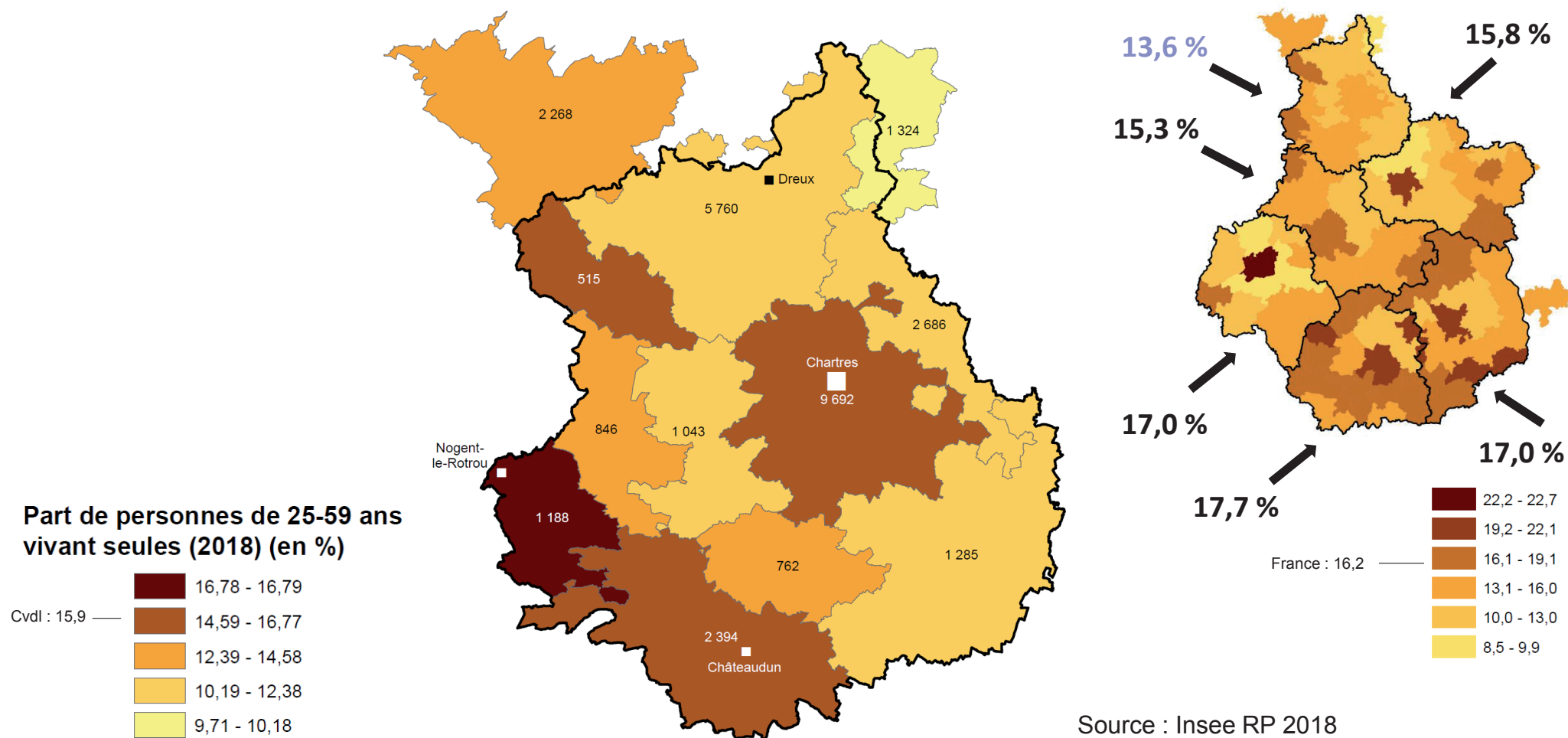


Source : Insee RP 2018

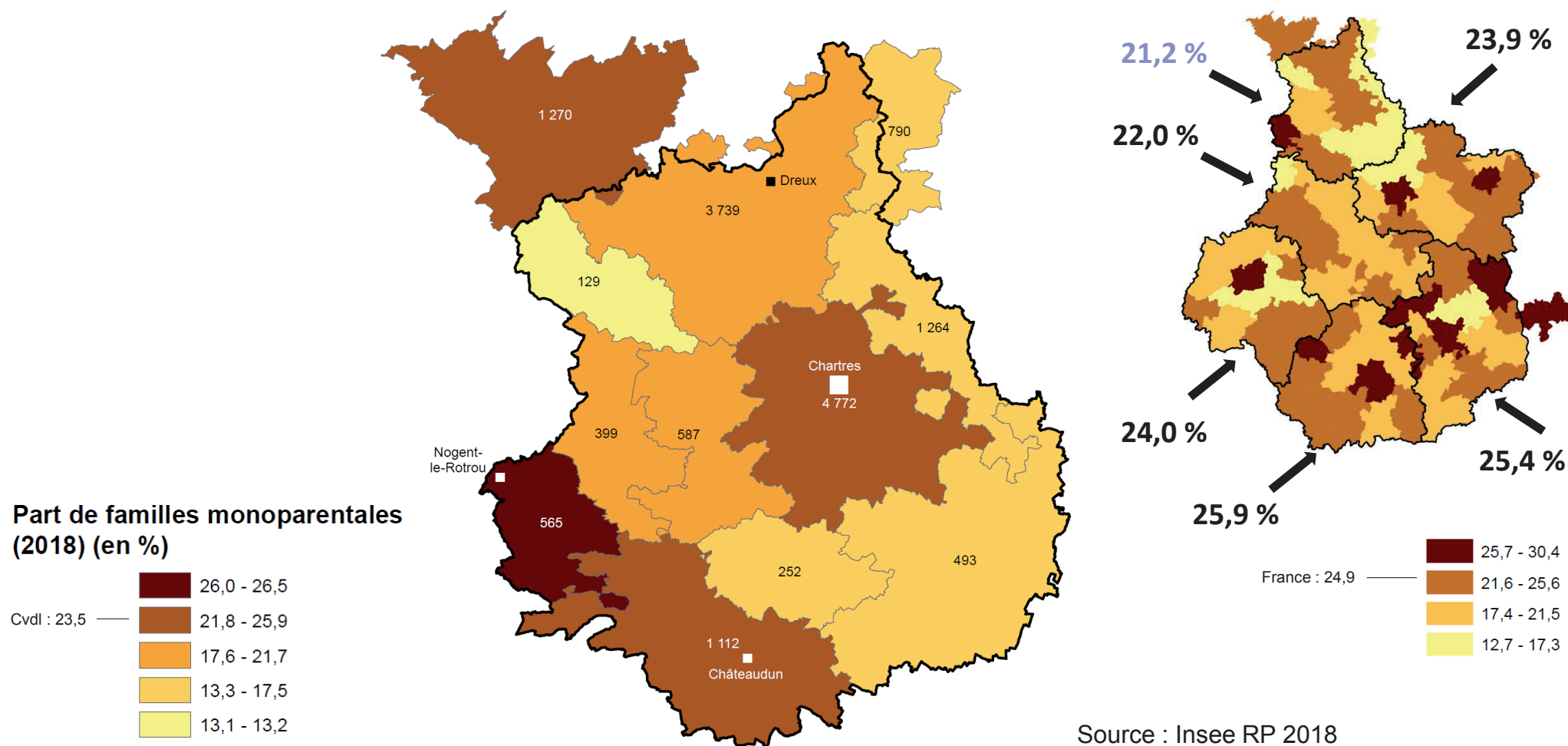
Population de 75 ans et plus



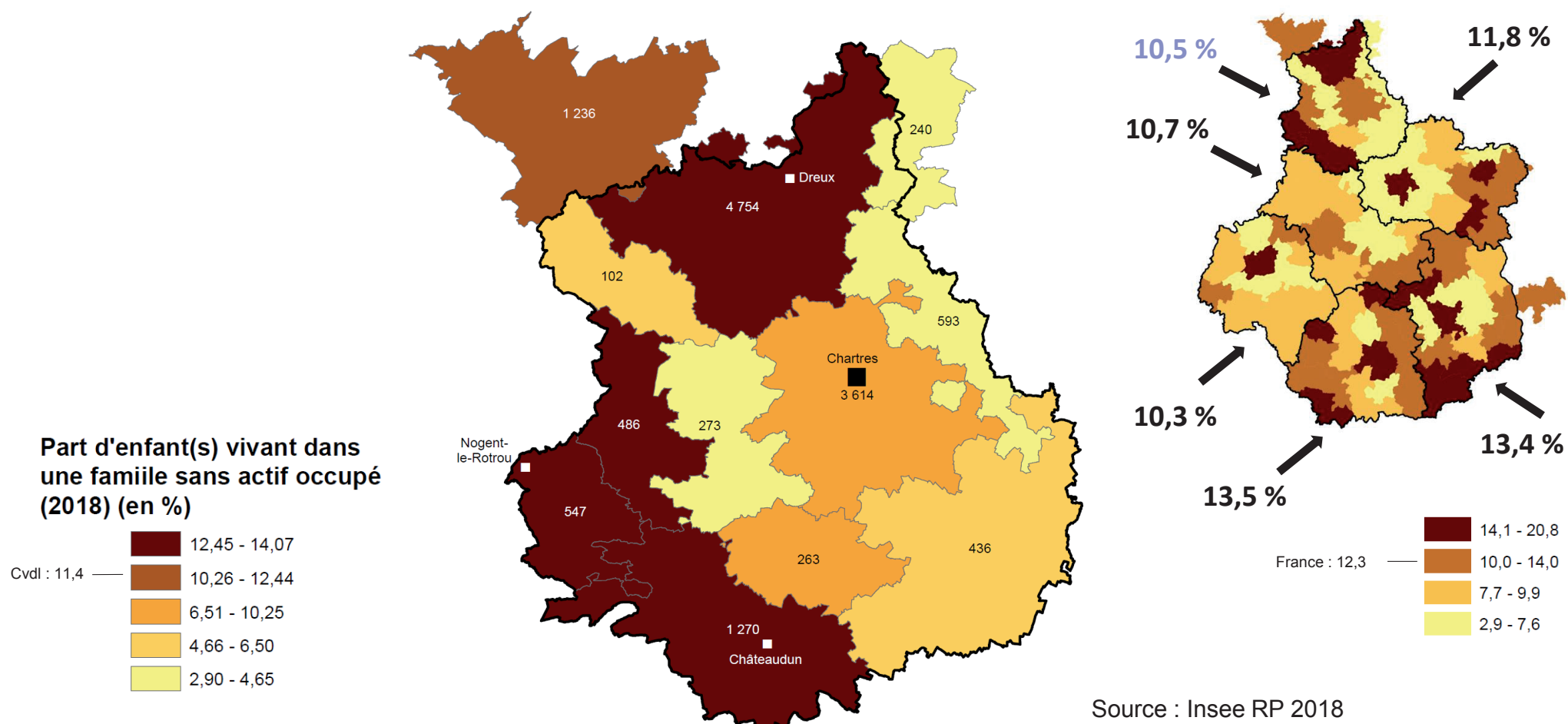
Personnes vivants seules



Familles monoparentales



Enfant(s) vivant dans une famille sans actif occupé



Synthèse indicateurs démographiques

- Densité de population plus faible qu'au niveau national mais plus élevée qu'au niveau régional. Une population plus dense sur l'est du département, à proximité de l'Île-de-France.
- Part moindre de la population vivant en QPV dans le département comparativement au niveau national et sans distinction avec le niveau régional. Les CC dont la part de population résidant dans un QPV est supérieure ou égale à celle du niveau national sont la CA du « Pays de Dreux » et la CC du « Grand Châteaudun ».
- Part plus faible de la population issue de l'immigration dans le département en comparaison au niveau national, à l'exception de la CA « Pays de Dreux ».
- Part de la population vivant en ZRR dans le département supérieure à la moyenne nationale mais inférieure à celle de la région. Une population vivant en ZRR plus fréquemment dans le sud et l'ouest du département.
- Part de jeunes dans le département supérieure aux moyennes nationale et régionale. Taux de jeunes de moins de 20 ans en proportion plus élevé sur les CA « Pays de Dreux », CC « entre Beauce et Perche » et plus faible dans la CC « du Perche ».
- Proportion de personnes âgées similaire au niveau national, notamment au sud et l'ouest du département. Cependant, en valeur absolue, elles sont plus nombreuses sur la CA de « Chartres Métropole ».
- Part de personnes vivant seules inférieure aux échelles de référence. Une condition de vie plus fréquente sur les CC situées à l'ouest et au sud du département. Constats similaires pour les familles monoparentales.
- Taux d'enfant(s) vivant dans une famille sans actif occupé un peu moins élevé que les taux national et régional sauf pour la CA « Pays de Dreux » et plus globalement à l'ouest du département.

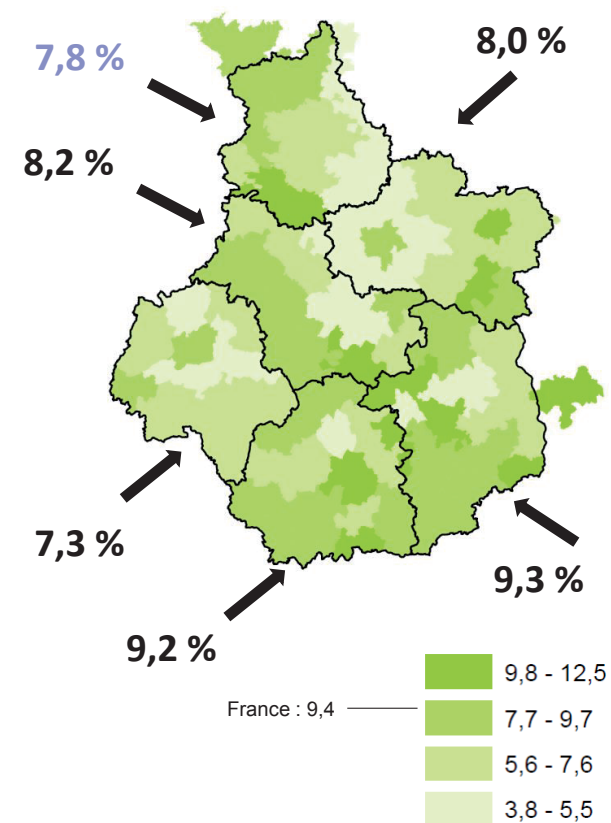
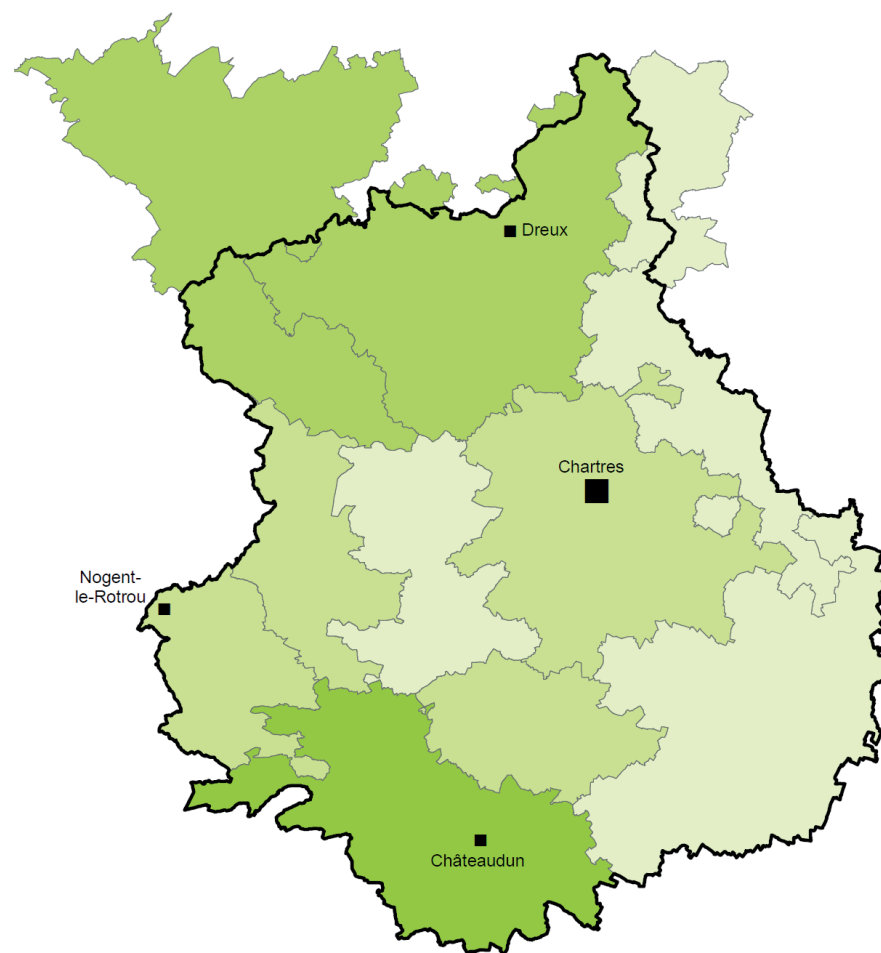
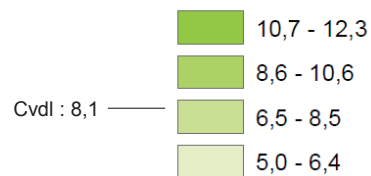


Indicateurs d'emploi, chômage et revenu

Inactifs

Taux standardisé sur l'âge et le sexe de personnes inactives* (25-54 ans)
* ni en emploi, ni au chômage

Taux standardisé d'inactifs (2018) (en %)

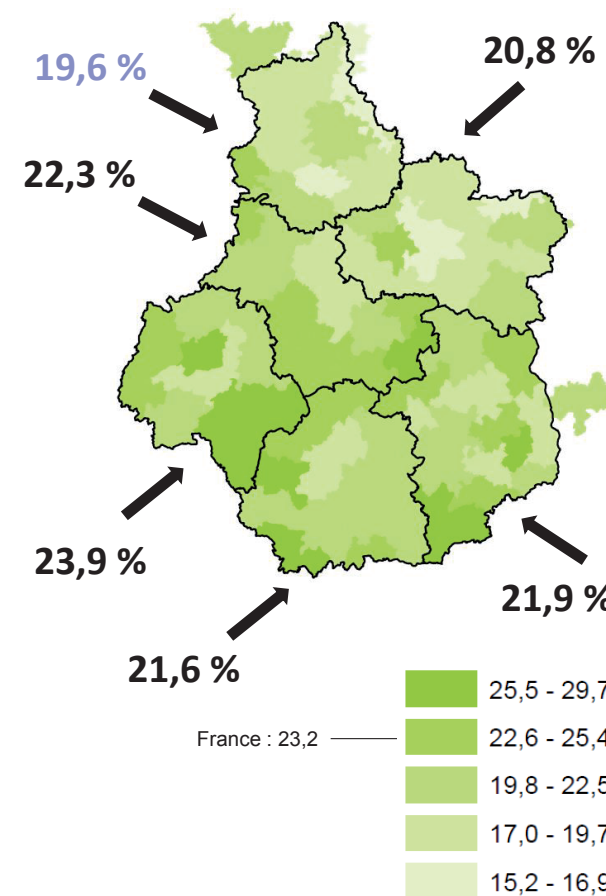
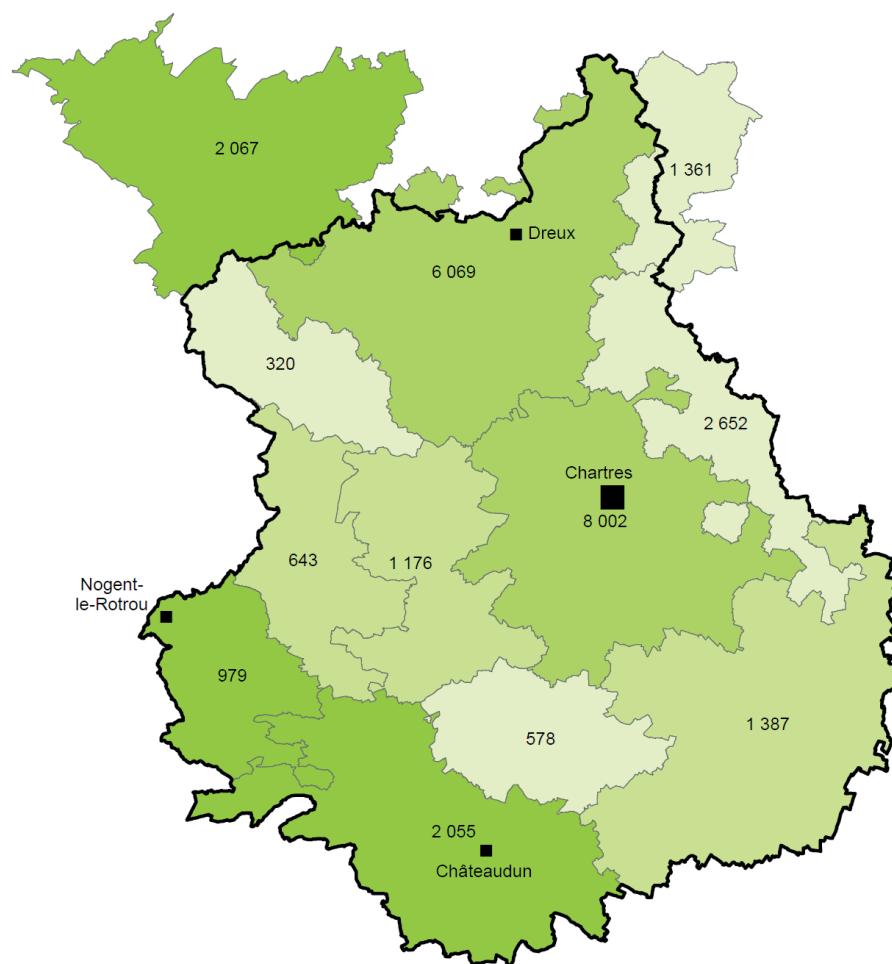
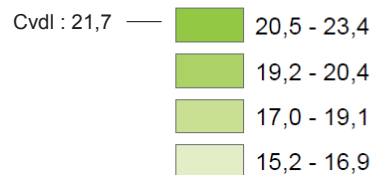


Source : Insee RP 2018

Emploi précaire

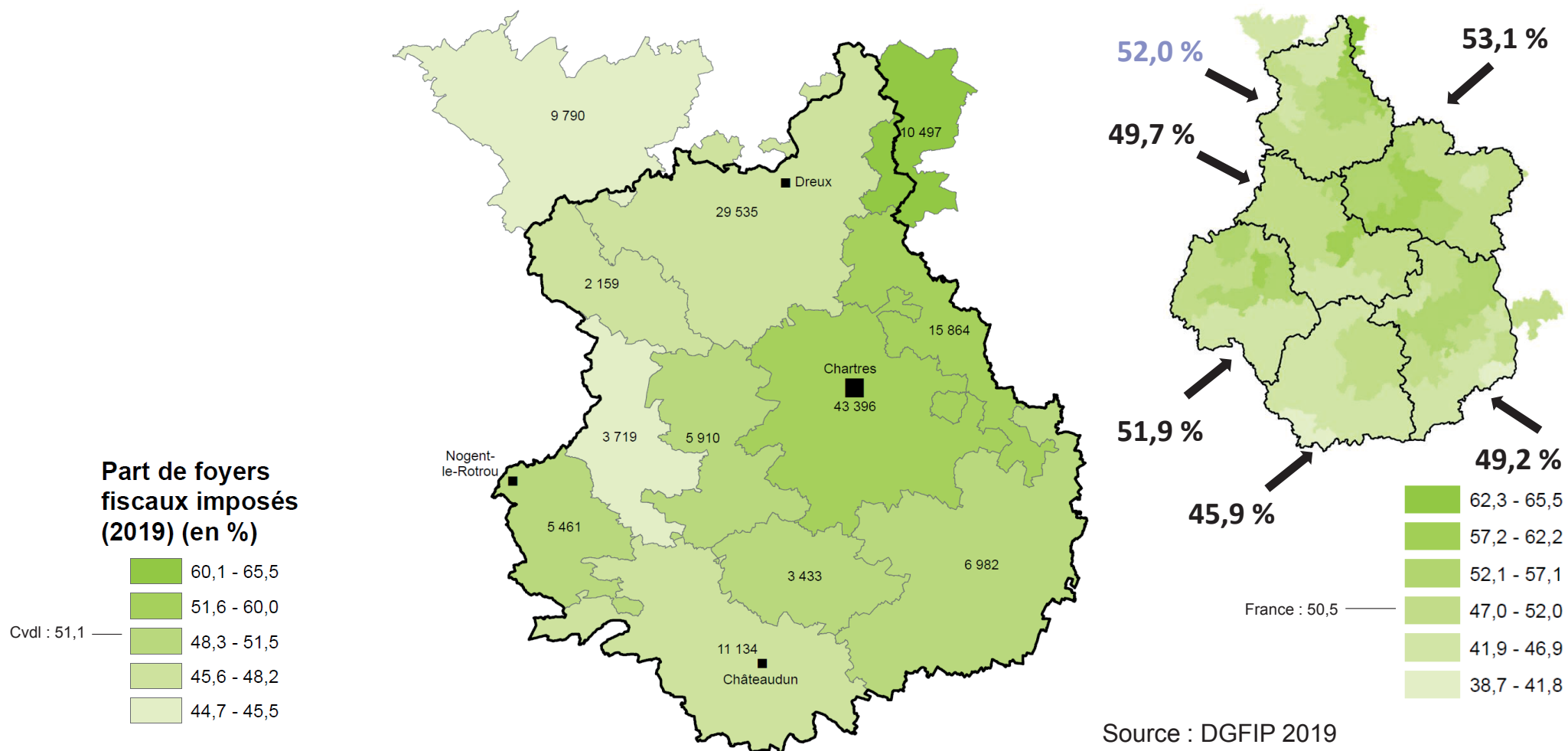
Emploi précaire : Population active de 25-54 ans ayant un emploi autre qu'un CDI à temps plein.

Part de la population active de 25-54 ans en emploi précaire (2018) (en %)

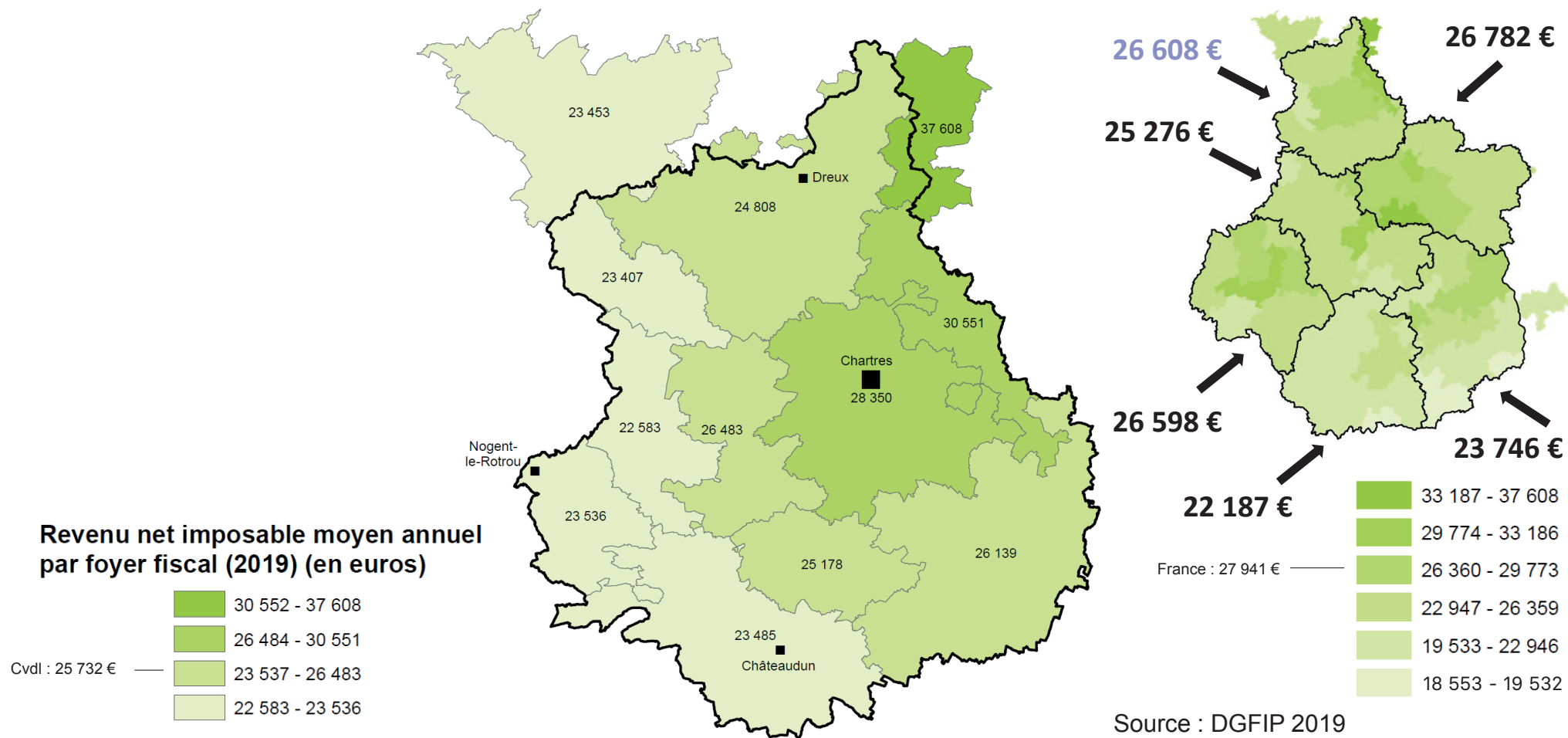


Source : Insee RP 2018

Foyers fiscaux imposés



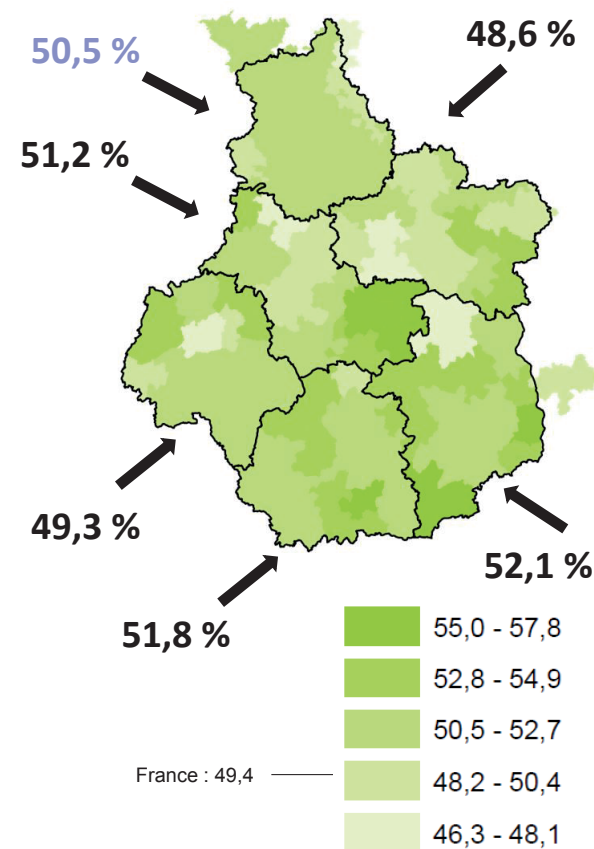
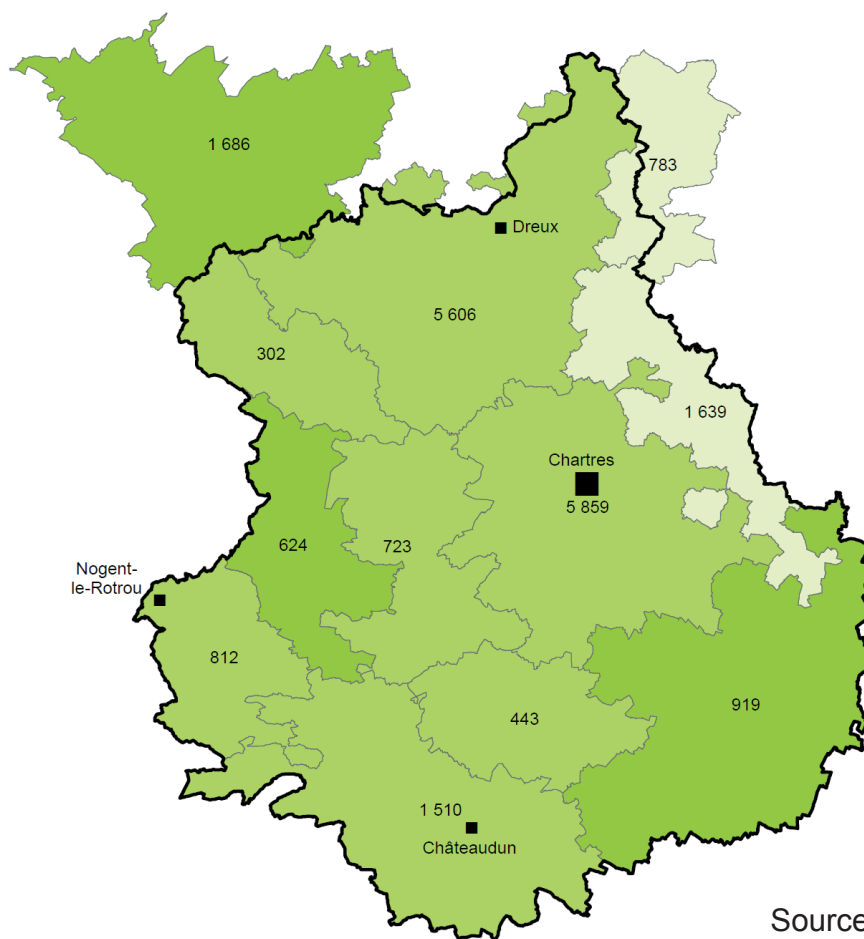
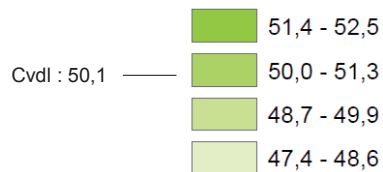
Revenu médian



Demandeurs d'emploi de longue durée

Demandeurs d'emploi de longue durée (ABC) : > 1 an

Part de demandeurs d'emploi en fin de mois de longue durée (fin 2020) (en %)

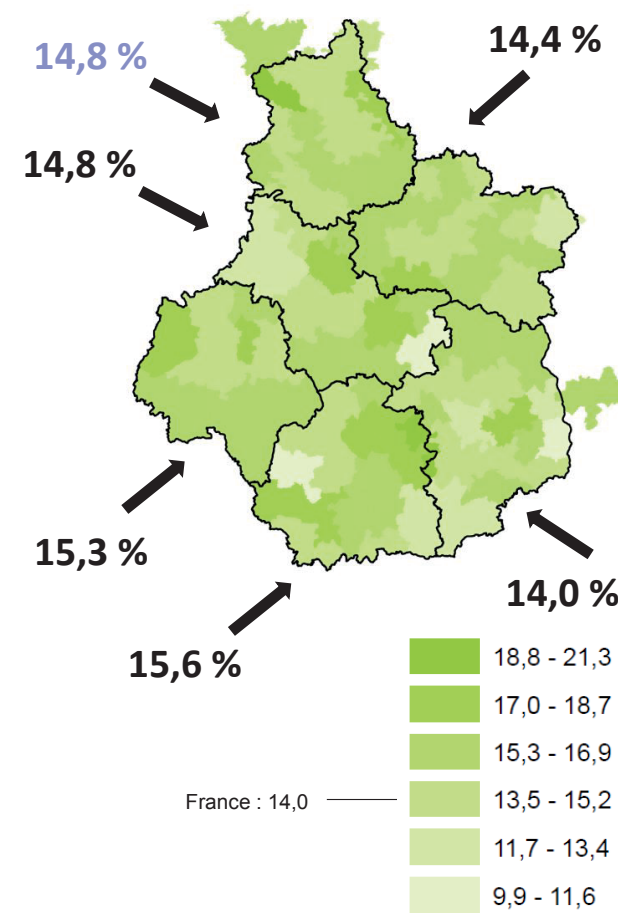
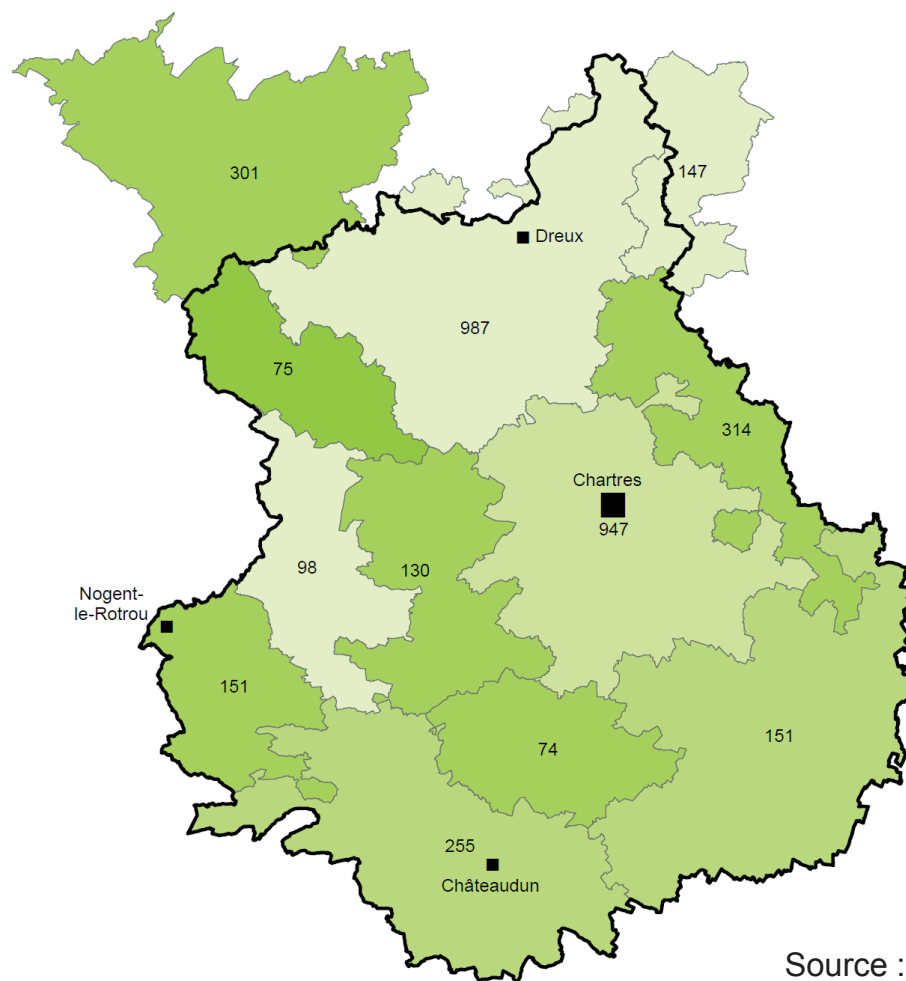
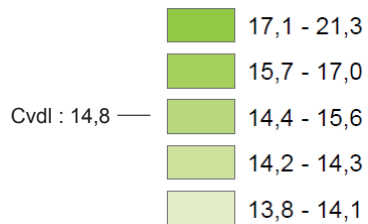


Source : Pôle emploi (fin 2020)

Demandeurs d'emploi jeunes

Demandeurs d'emploi en fin de mois (A) de moins de 26 ans

Part de demandeurs d'emploi en fin de mois jeunes (fin 2020) (en %)

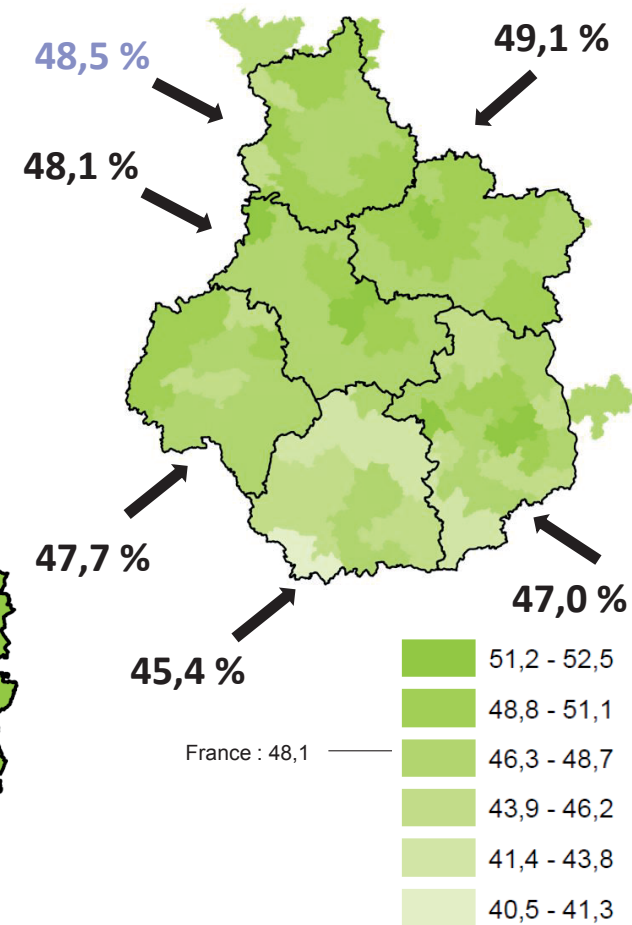
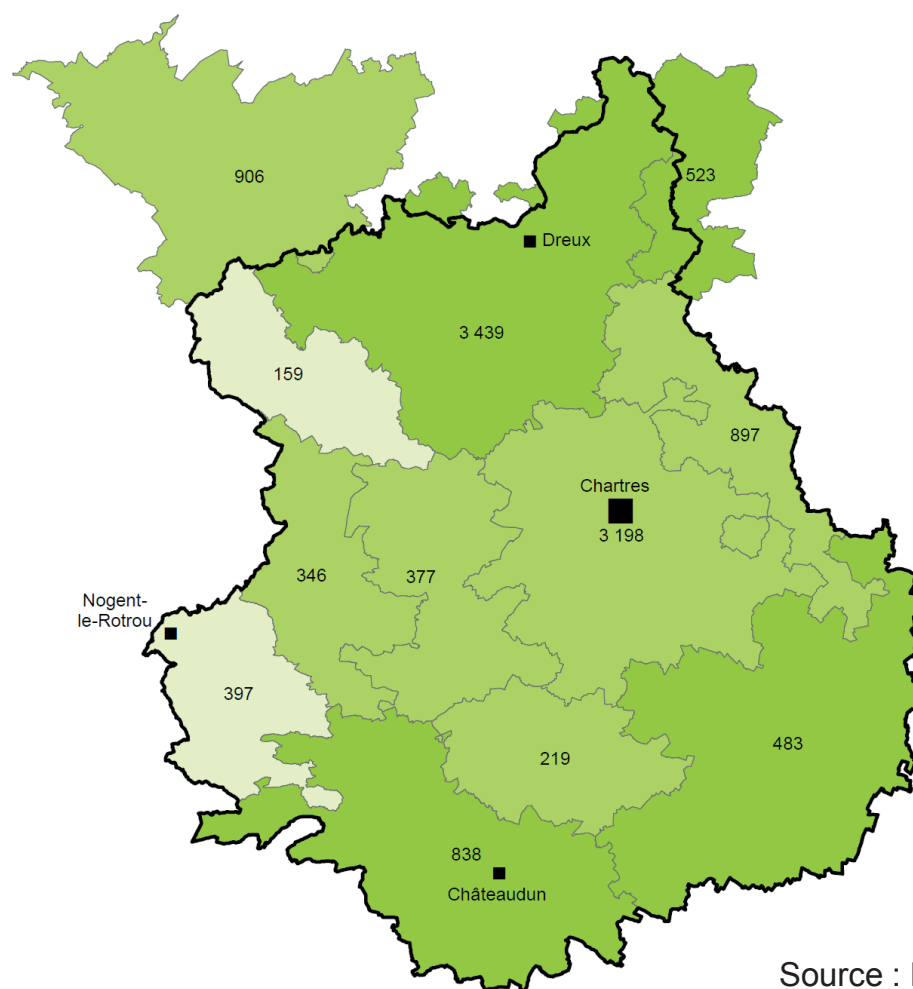
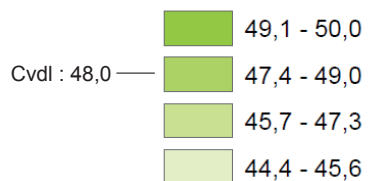


Source : Pôle emploi (fin 2020)

Demandeurs d'emploi femmes

Demandeurs d'emploi en fin de mois (A) femmes

Part de demandeurs d'emploi en fin de mois femmes (fin 2020) (en %)

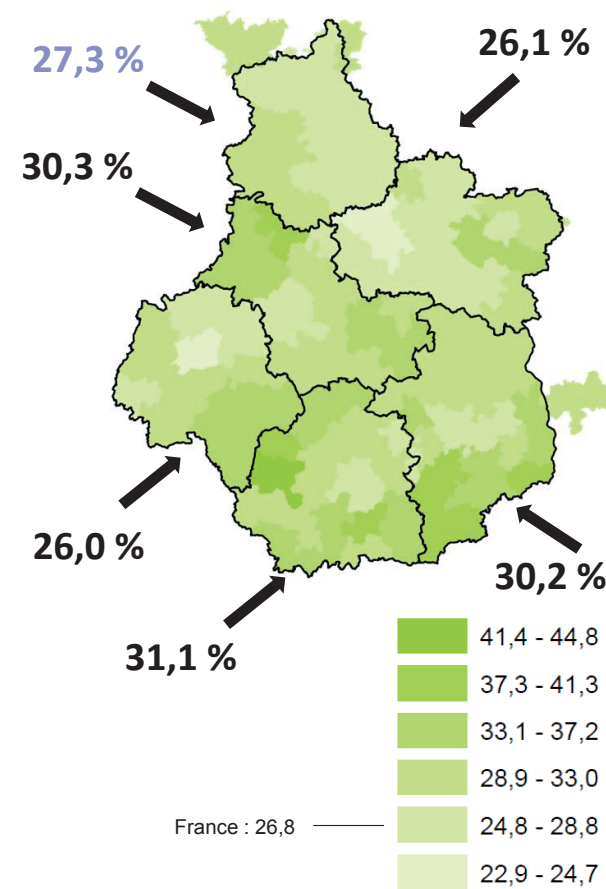
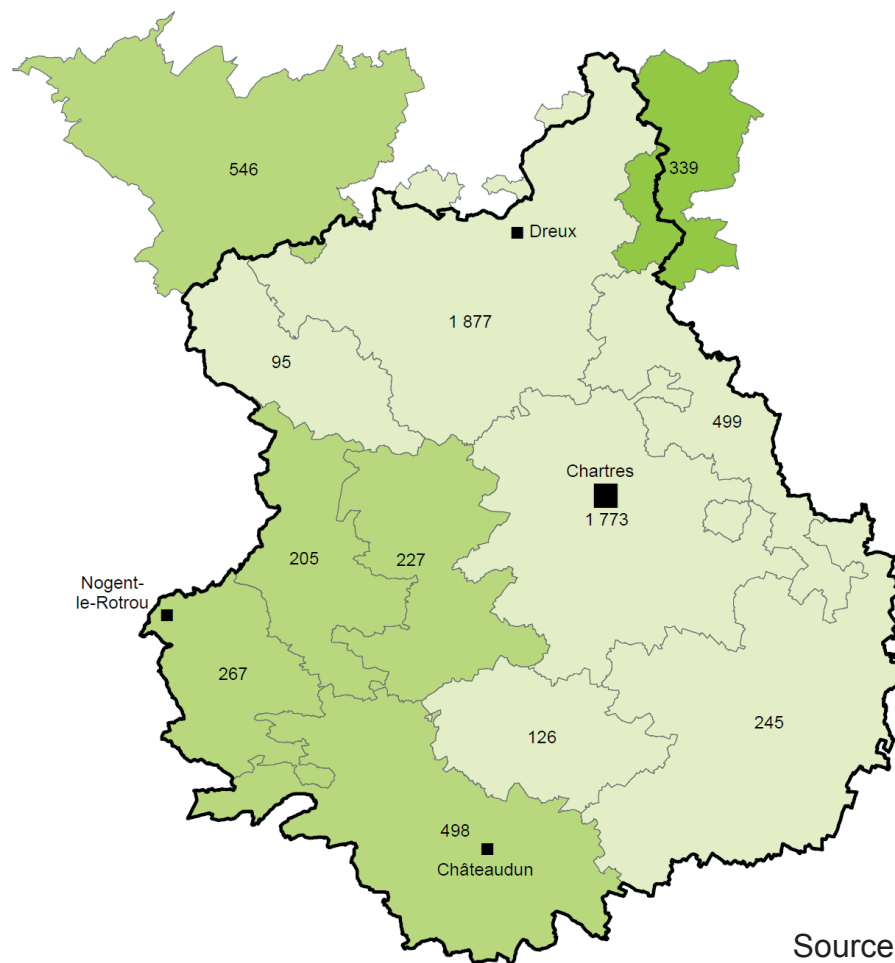


Source : Pôle emploi (fin 2020)

Demandeurs d'emploi seniors

Demandeurs d'emploi en fin de mois (A) de 55 ans et plus

Part de demandeurs d'emploi en fin de mois seniors (fin 2020) (en %)



Source : Pôle emploi (fin 2020)

Synthèse indicateurs d'emploi, de chômage et revenu

- Taux d'inactifs sur le département inférieur à la moyenne française. Taux les plus élevés sur les communes à proximité de Châteaudun et de Dreux, en revanche, un taux moindre sur l'est de l'Eure-et-Loir.
- Part d'emplois précaires dans le département inférieure aux taux régional et national. Taux les plus élevés sur les CC du sud et de l'ouest du département, en revanche moins élevés sur les CC localisées sur la frange francilienne.
- Part de foyers fiscaux imposés dans le département supérieure aux niveaux national et régional, notamment sur toutes les CC situées en bordure de l'Île-de-France.
- Revenu médian du département situé entre les moyennes nationale et régionale, les revenus médians décroissent à mesure que l'on s'écarte de l'Île-de-France.
- Part de demandeurs d'emploi de longue durée équivalente aux moyennes française et régionale. Parts plus faibles sur les CC en proximité de la région parisienne.
- Part de demandeurs d'emploi jeunes similaire aux moyennes française et régionale. Le taux le plus élevé est observé sur la CC « des Forêts du Perche » et le plus faible sur la CC « Terres de Perche ».
- Part de femmes demandeurs d'emploi sur le département comparable à la France et la région. Des situations plus fréquentes sur les CC du nord et du sud du département.
- Part de demandeurs d'emploi seniors également comparable aux taux national et régional. En proportion, les CC du sud et de l'ouest du département sont davantage concernées.

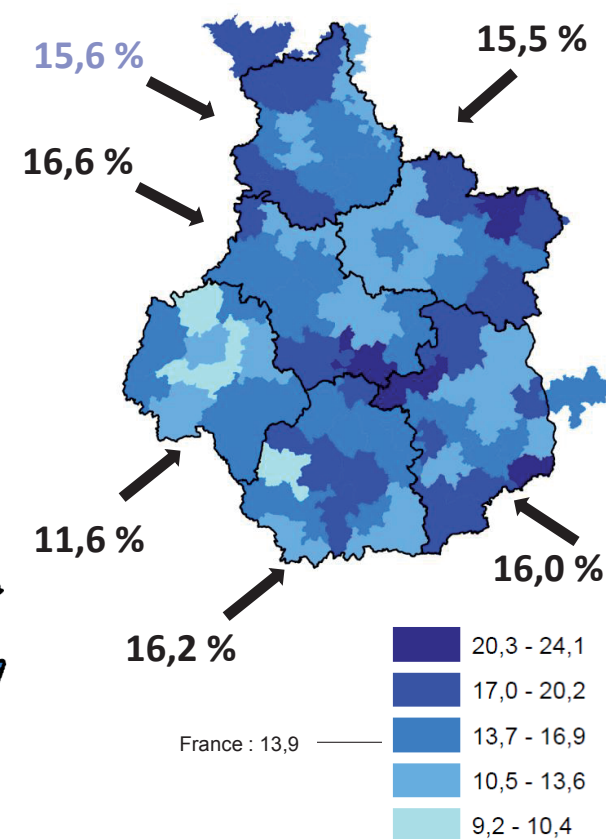
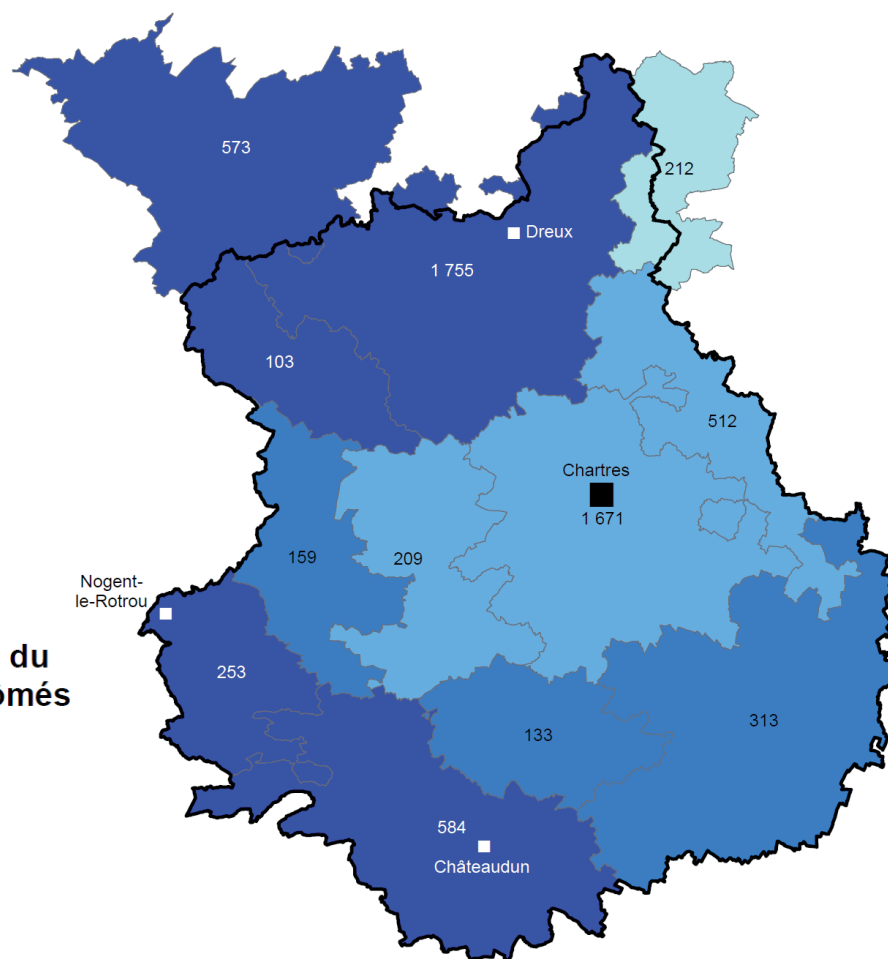
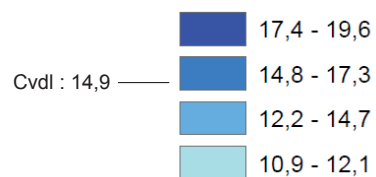


Indicateurs d'enseignement, scolarité

Jeunes sortis du système scolaire sans diplôme

Sortis du système scolaire sans diplôme ou avec au plus le CEP, BEPC, Brevet des collèges, DNB.

Part de jeunes de 20-29 ans sortis du système scolaire peu ou pas diplômés (2018) (en %)

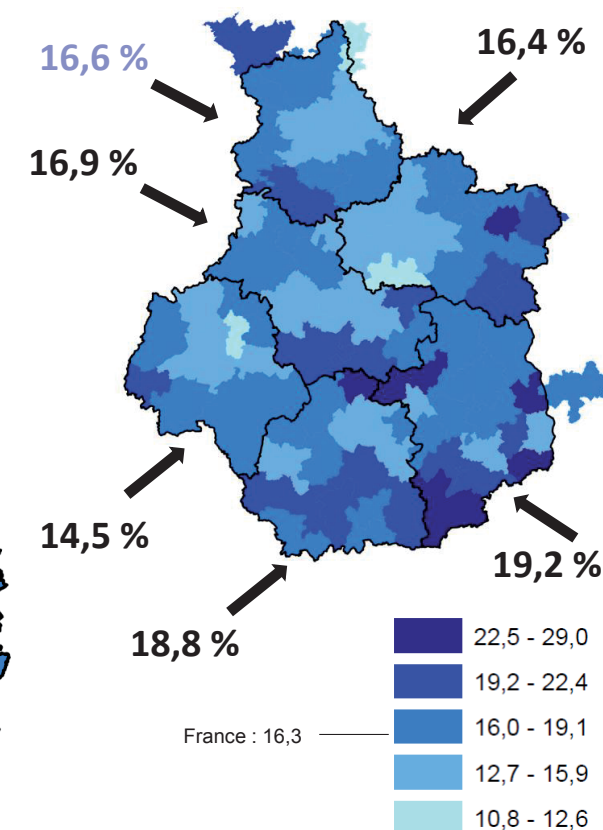
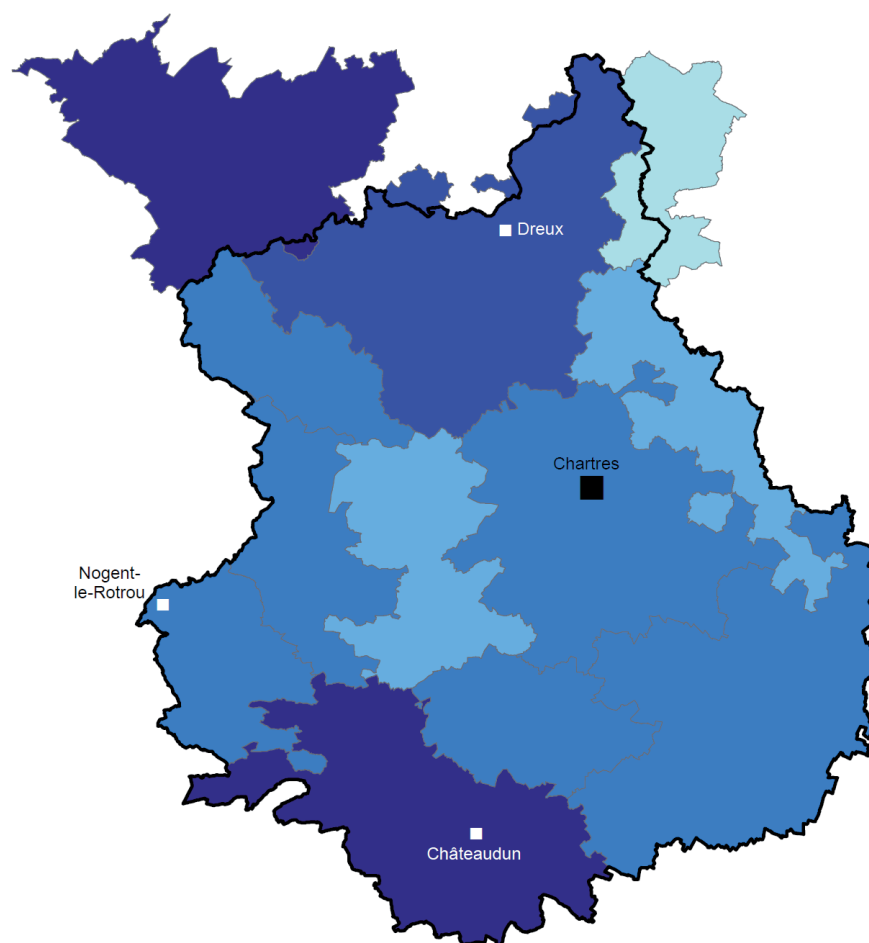
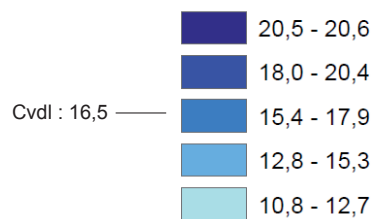


Source : Insee (2018)

Jeunes non insérés

NEET: Jeunes de 15-24 ans ni en emploi, ni en formation, ni scolarisés

Part de jeunes de 15-24 ans non insérés (2018) (en %)

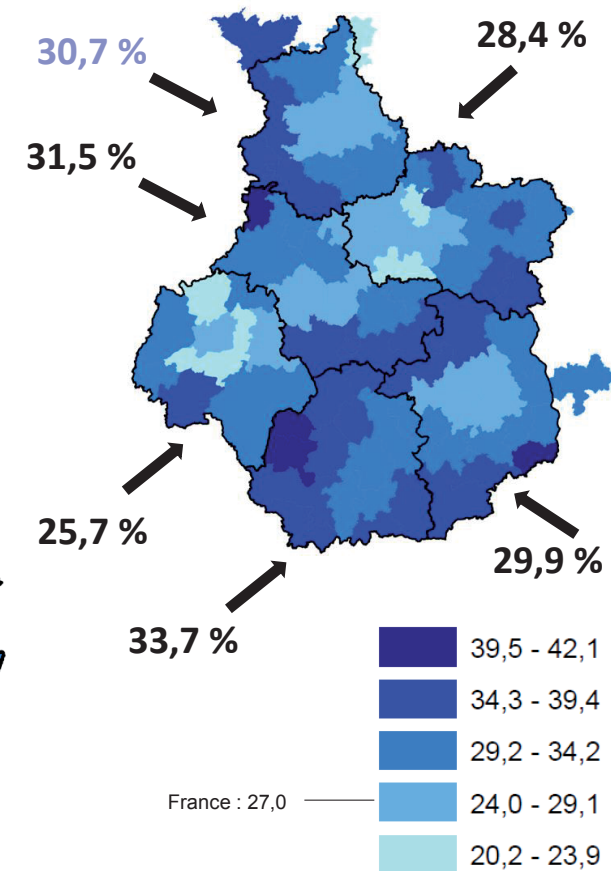
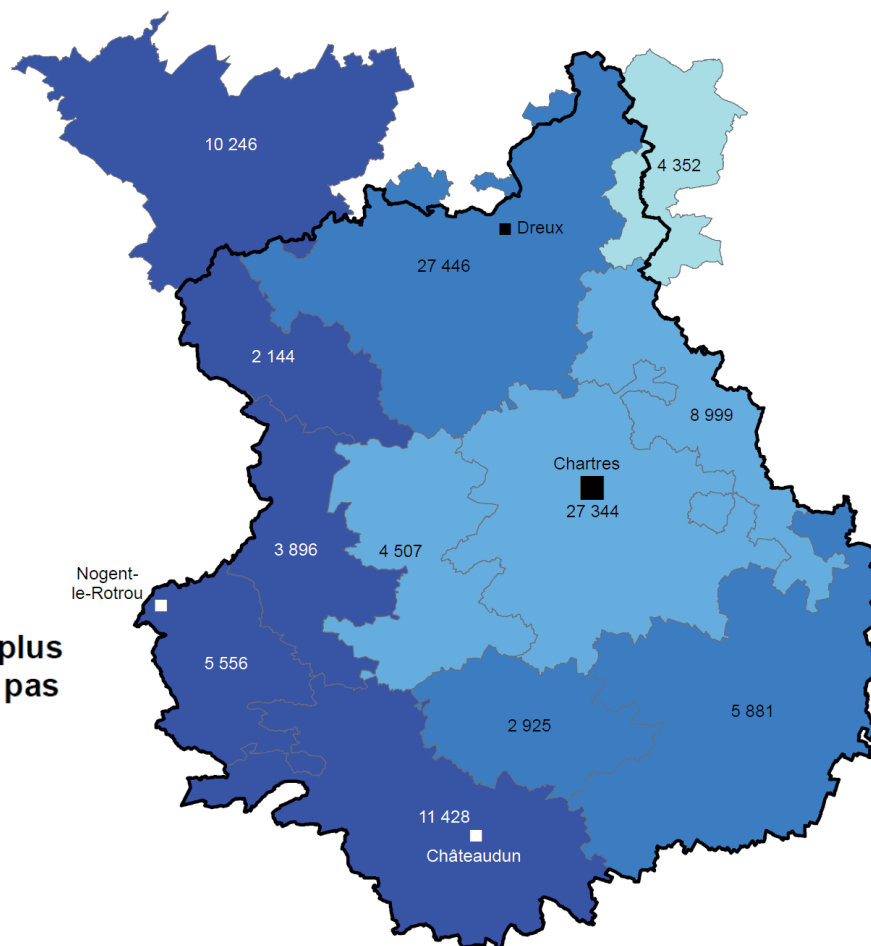
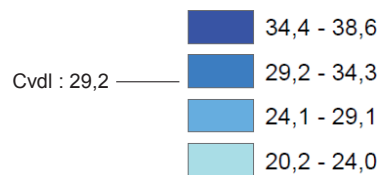


Source : Insee (2018)

Population peu qualifiée

Sortis du système scolaire sans diplôme ou avec au plus le CEP, BEPC, Brevet des collèges, DNB.

Part de la population de 15 ans et plus sortie du système scolaire peu ou pas diplômée (2018) (en %)

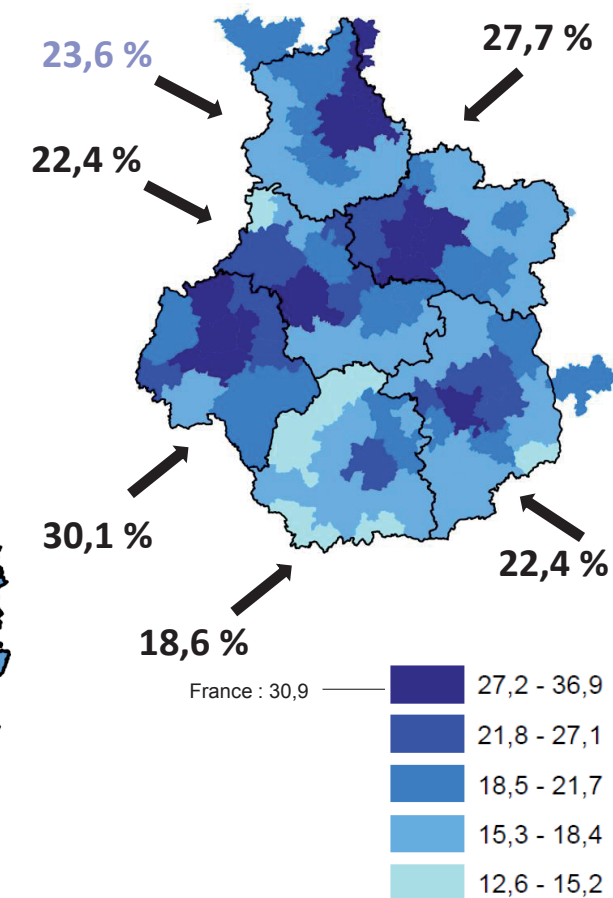
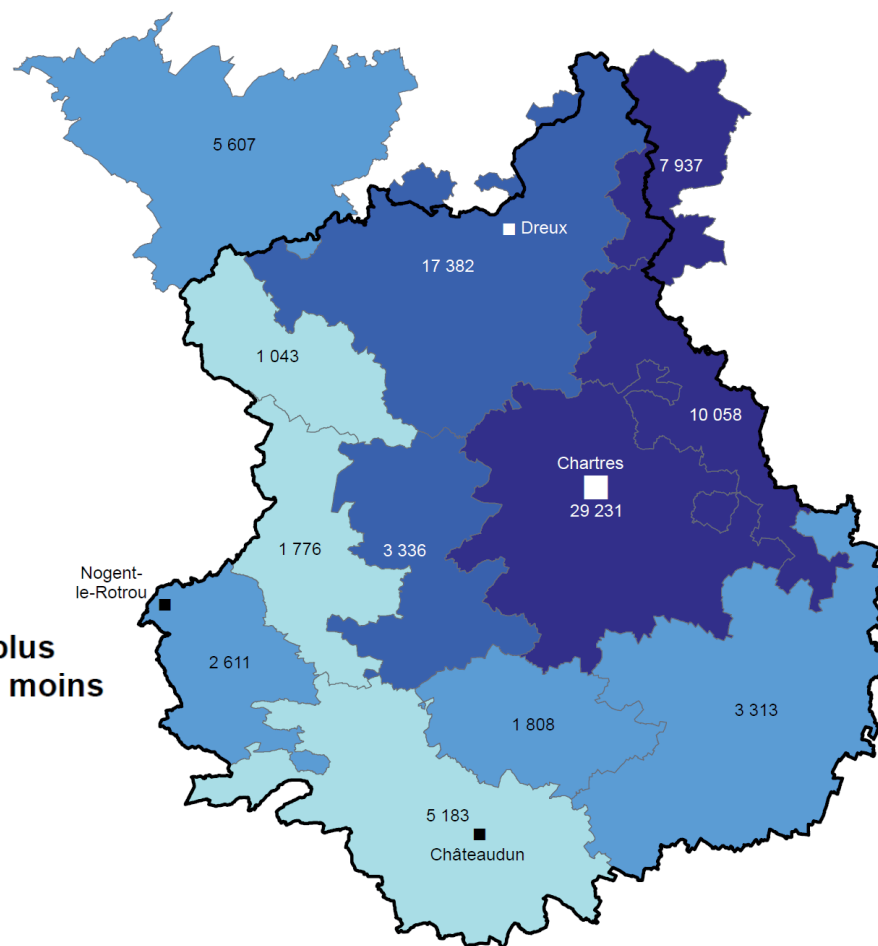
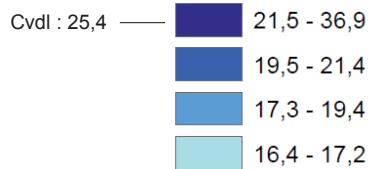


Source : Insee (2018)

Population qualifiée (au moins bac+2)

Population de 15 ans et plus titulaire d'au moins un bac+2

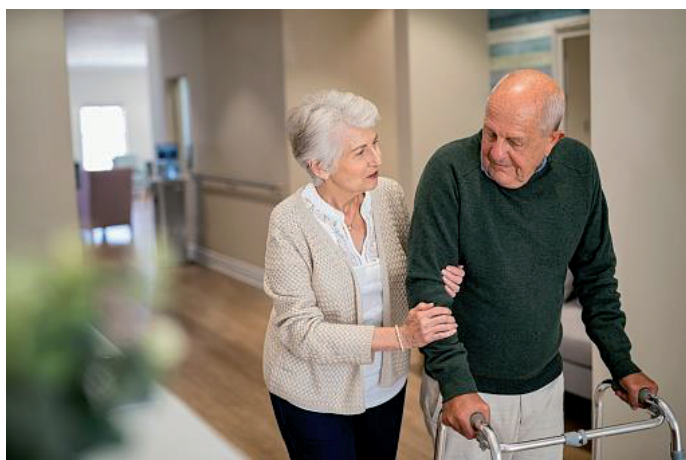
Part de la population de 15 ans et plus sortie du système scolaire avec au moins un bac+2 (2018) (en %)



Source : Insee (2018)

Synthèse indicateurs d'enseignement, scolarité

- Part de jeunes sortis du système scolaire sans diplôme dans le département supérieure aux niveaux national et régional. Une situation plus favorable pour les CC situées en proximité de l'Île-de-France. Une situation en revanche, moins favorable pour les CC au nord et au sud ouest du département.
- Part de jeunes non insérés dans le département similaire aux moyennes française et régionale. Part plus élevée dans la CC « Interco Normandie sud Eure » et la CA du « Pays de Dreux ».
- Part de la population de 15 ans et plus avec un faible niveau de diplôme dans le département légèrement supérieure aux moyennes française et régionale. Toutes les CC présentent des taux supérieurs à celui du niveau national, à l'exception des CC « Portes Eurélienne d'Île-de-France » et « Pays du Houdanais ».
- Part de la population de 15 ans et plus avec un niveau de diplôme d'au moins bac + 2 dans le département nettement inférieure à la moyenne nationale. Seule la CC « Pays du Houdanais » dépasse le niveau national.

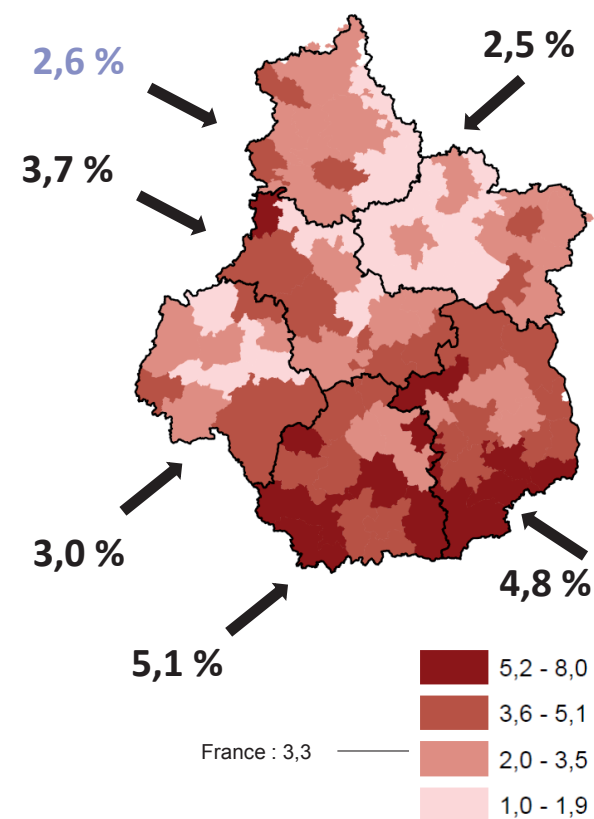
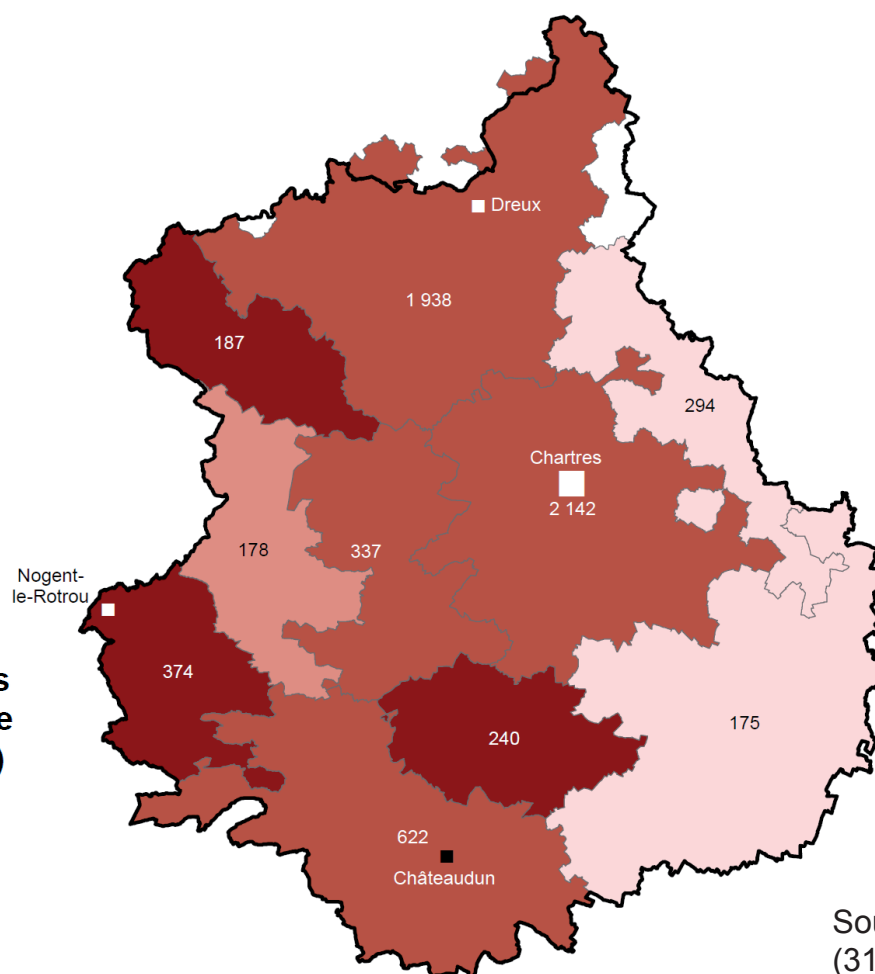
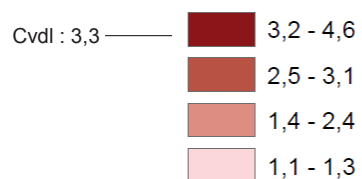


Indicateurs personnes âgées / en situation de handicap

Allocation adulte handicapé (AAH)

AAH : aide financière qui permet aux personnes en situation de handicap d'avoir un minimum de ressources.

Part de la population de 20-64 ans bénéficiaires de l'allocation adulte handicapé (AAH) (fin 2020) (en %)

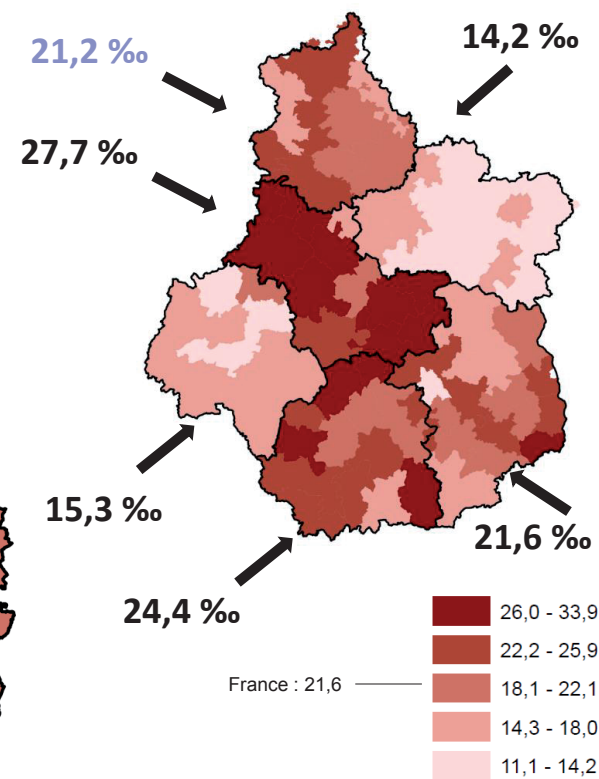
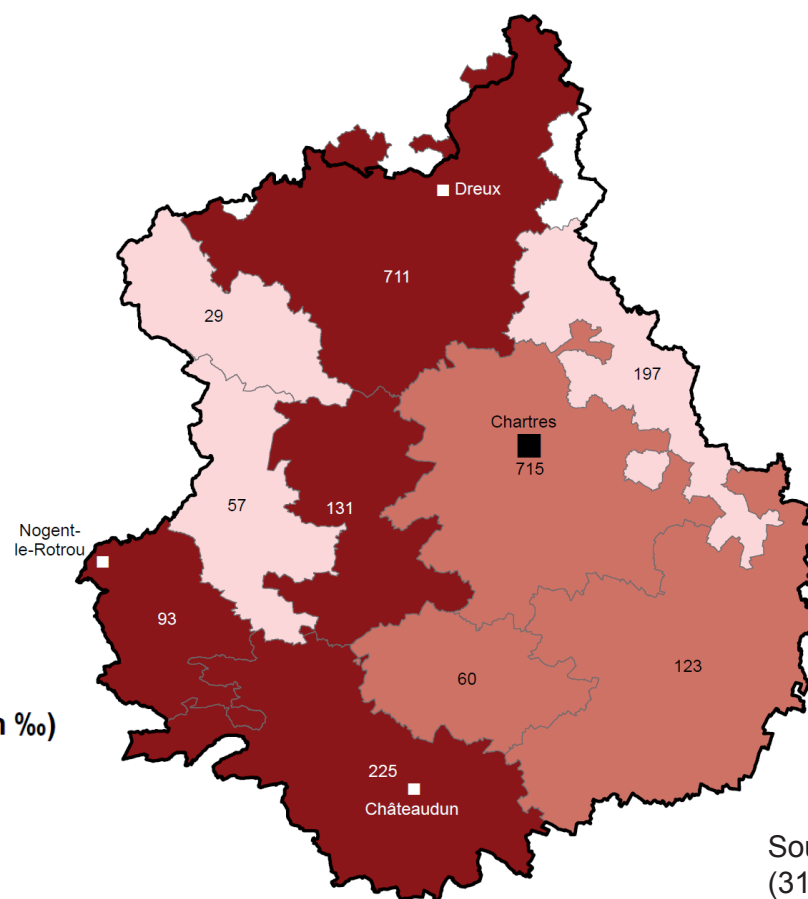
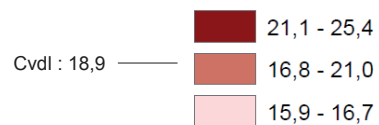


Sources : Caf, MSA (31/12/2020), Insee (2018)

Allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEEH)

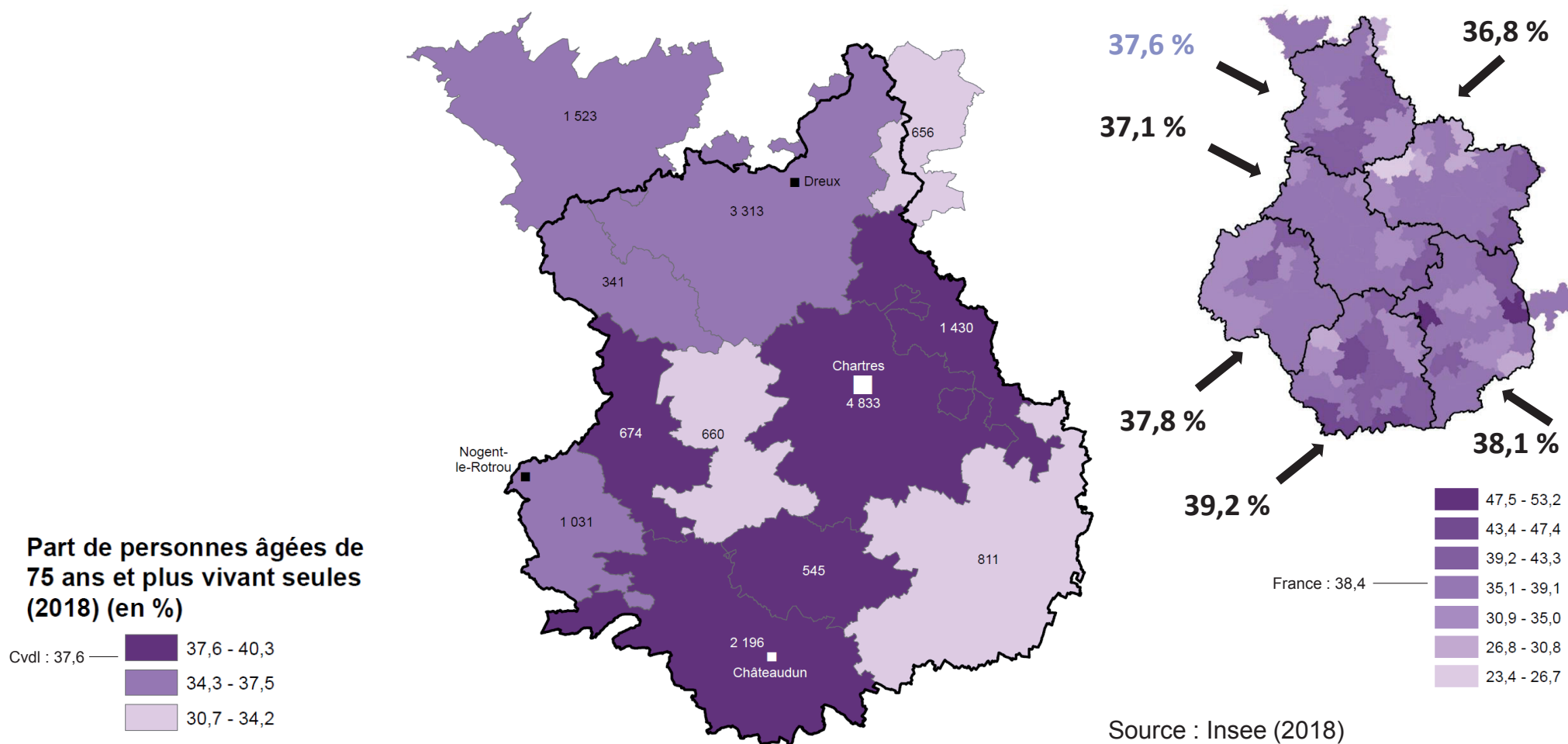
AEEH : aide financière destinée à compenser les dépenses liées à la situation de handicap d'un enfant de moins de 20 ans.

Part de jeunes de moins de 20 ans bénéficiaires de l'allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEEH) (fin 2020) (en ‰)



Sources : Caf, MSA (31/12/2020), Insee (2018)

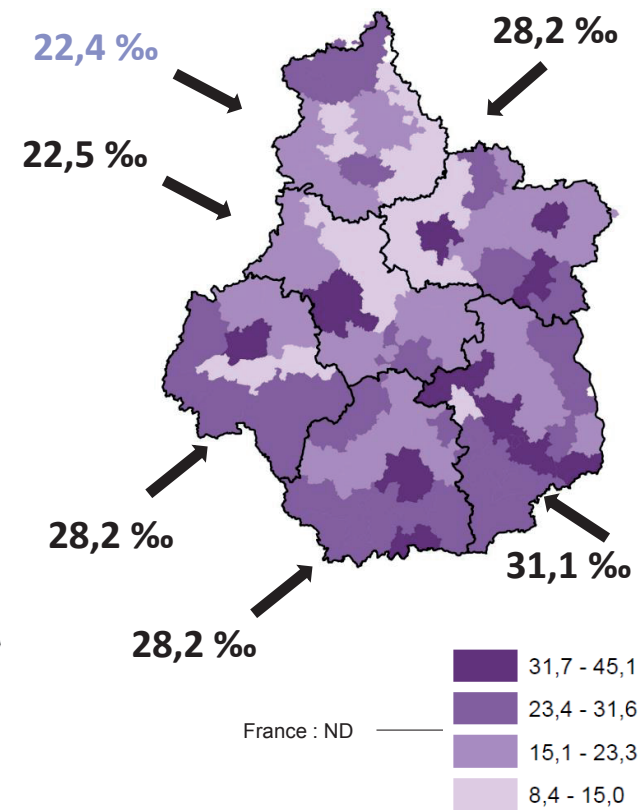
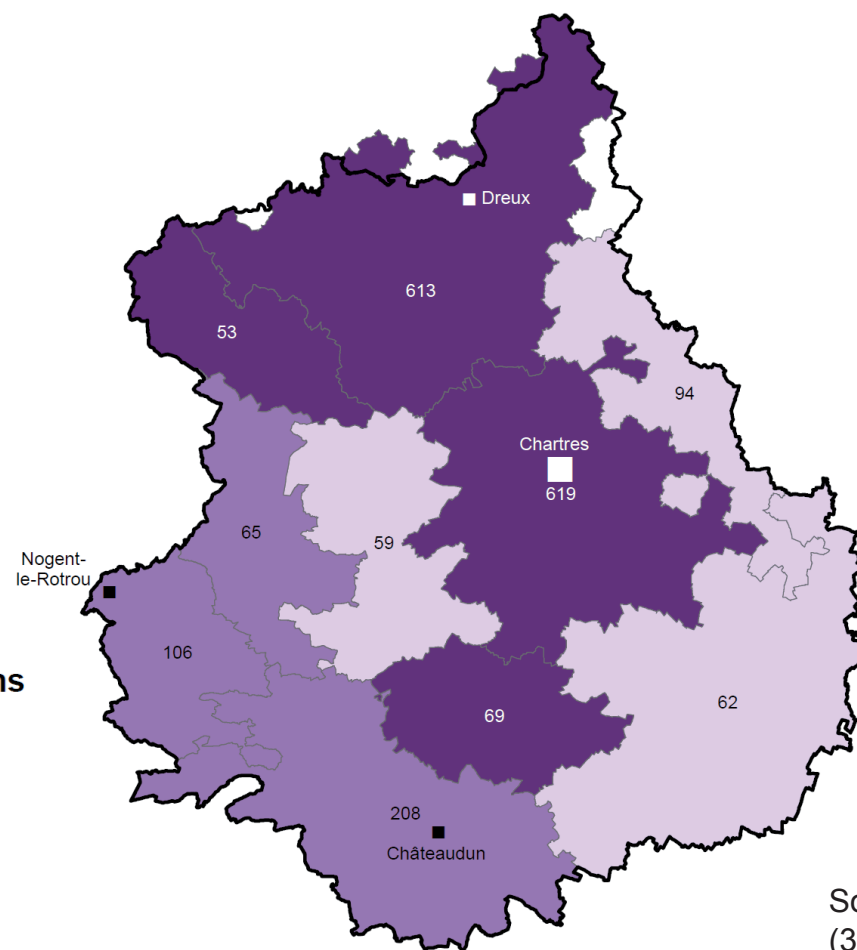
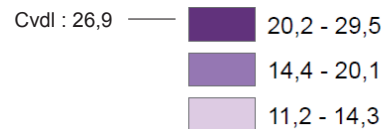
Personnes âgées vivant seules



Minimum vieillesse

ASPA (minimum vieillesse) :
prestation mensuelle
accordée aux retraités ayant
de faibles ressources.

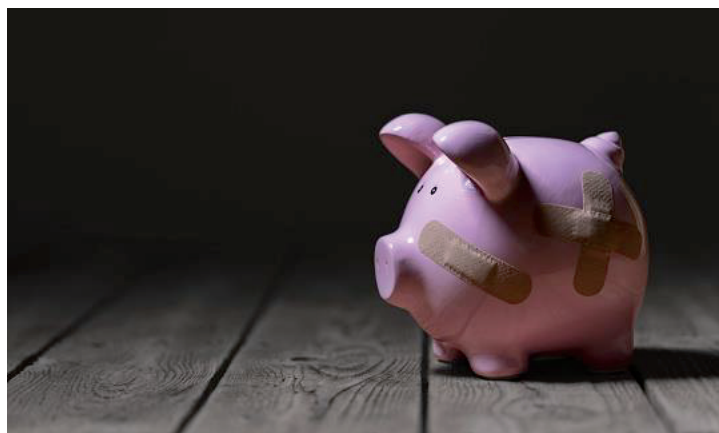
**Part de personnes âgées de 65 ans
et plus bénéficiaires du minimum
vieillesse (fin 2020) (en ‰)**



Sources : Carsat, MSA
(31/12/2020), Insee (2018)

Synthèse indicateurs personnes âgées/personnes en situation de handicap

- Part de bénéficiaires de l'AAH dans le département inférieure aux niveaux national et régional. Taux les plus élevés à mesure que l'on s'écarte de l'Île-de-France. Les CC dont les taux sont les plus élevés sont les CC « des Forêts du Perche » et CC « du Perche ».
- Part de jeunes bénéficiaires de l'AEEH dans le département similaire aux moyennes française et du Centre-Val-de Loire. Parts les plus élevées sur les CC du « Grand Châteaudun » et du « Perche ».
- Part de personnes âgées vivant seules sur le département identique aux moyennes nationale et régionale. Davantage de personnes âgées vivant seules en proportion sur la CC du « Bonnevalais » et moins en proportion sur la CC du « Pays Houdanais ».
- Bénéficiaires du minimum vieillesse en proportion moins nombreux dans le département qu'en région, notamment dans le pôle urbain du « Pays de Dreux » (en proportion et effectif) et « Chartres Métropole » (en effectif).

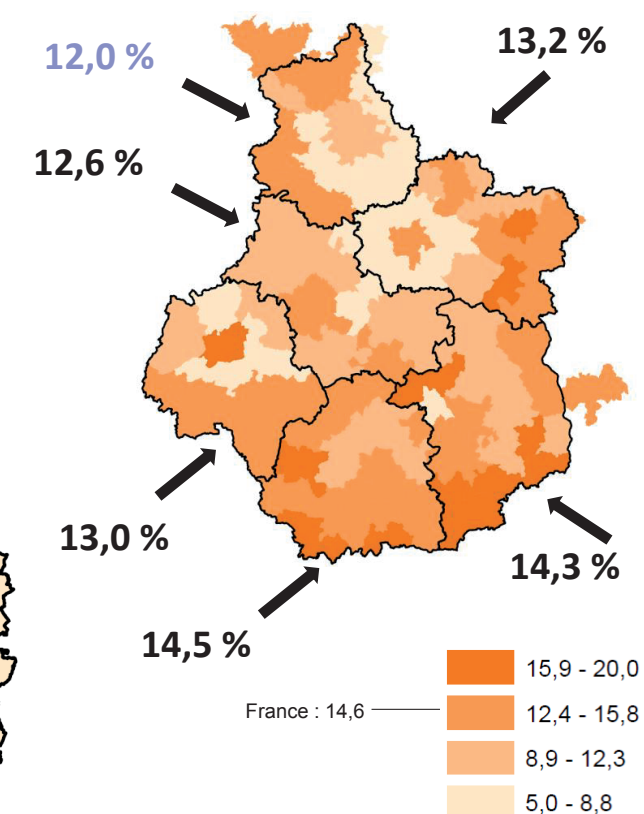
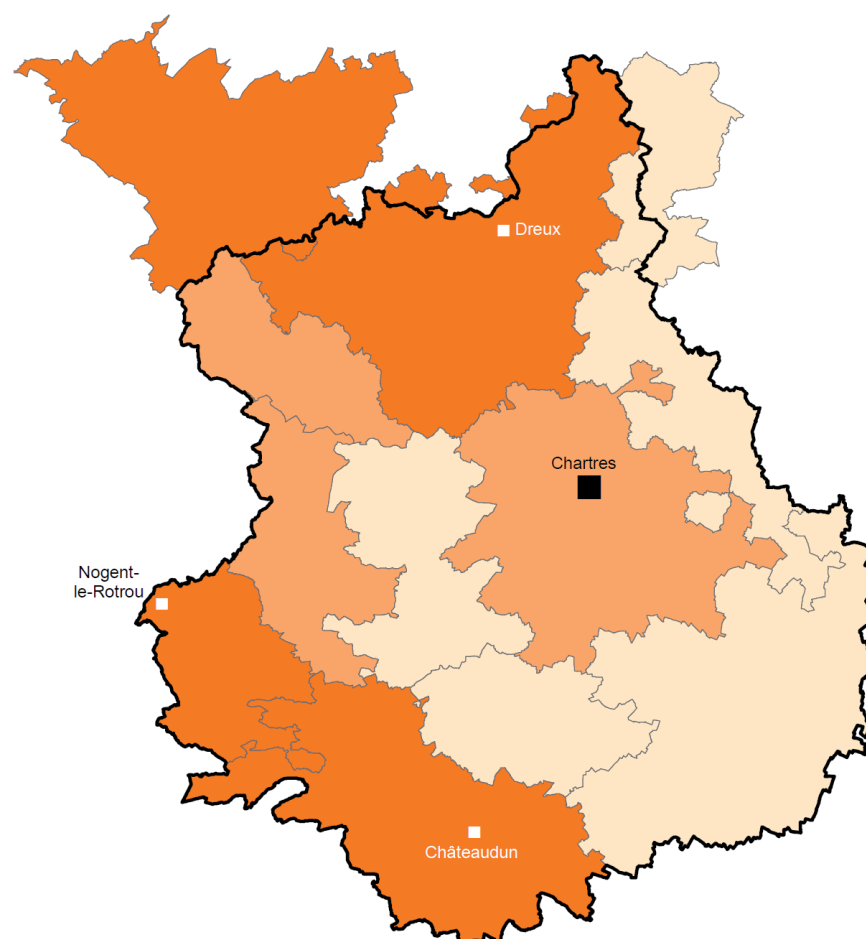


Indicateurs de pauvreté

Taux de pauvreté monétaire

Taux de pauvreté monétaire :
seuil de 60 % de la médiane
des niveaux de vie (définition
Eurostat).

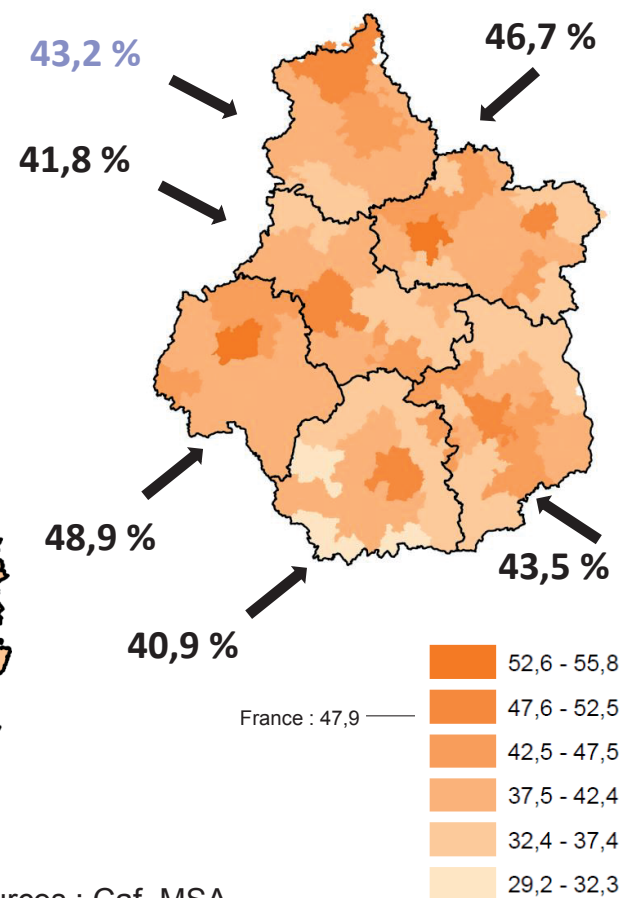
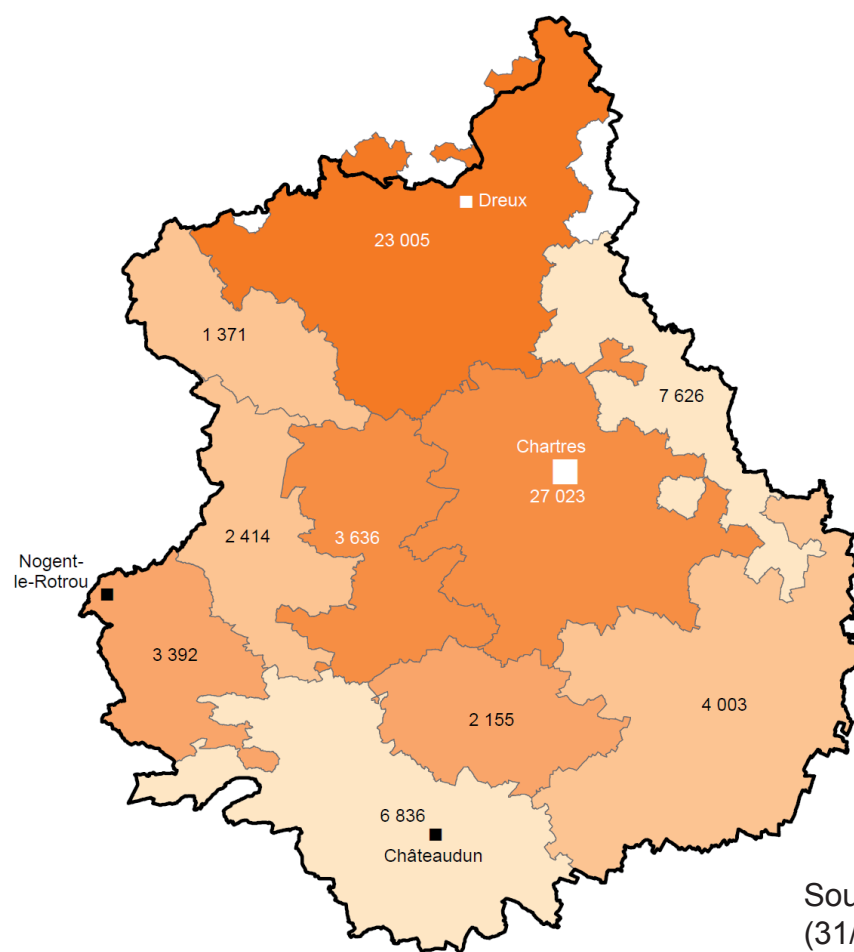
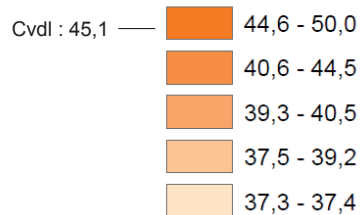
**Taux de pauvreté
(2018) (en %)**



Source : Filosofi (2018)

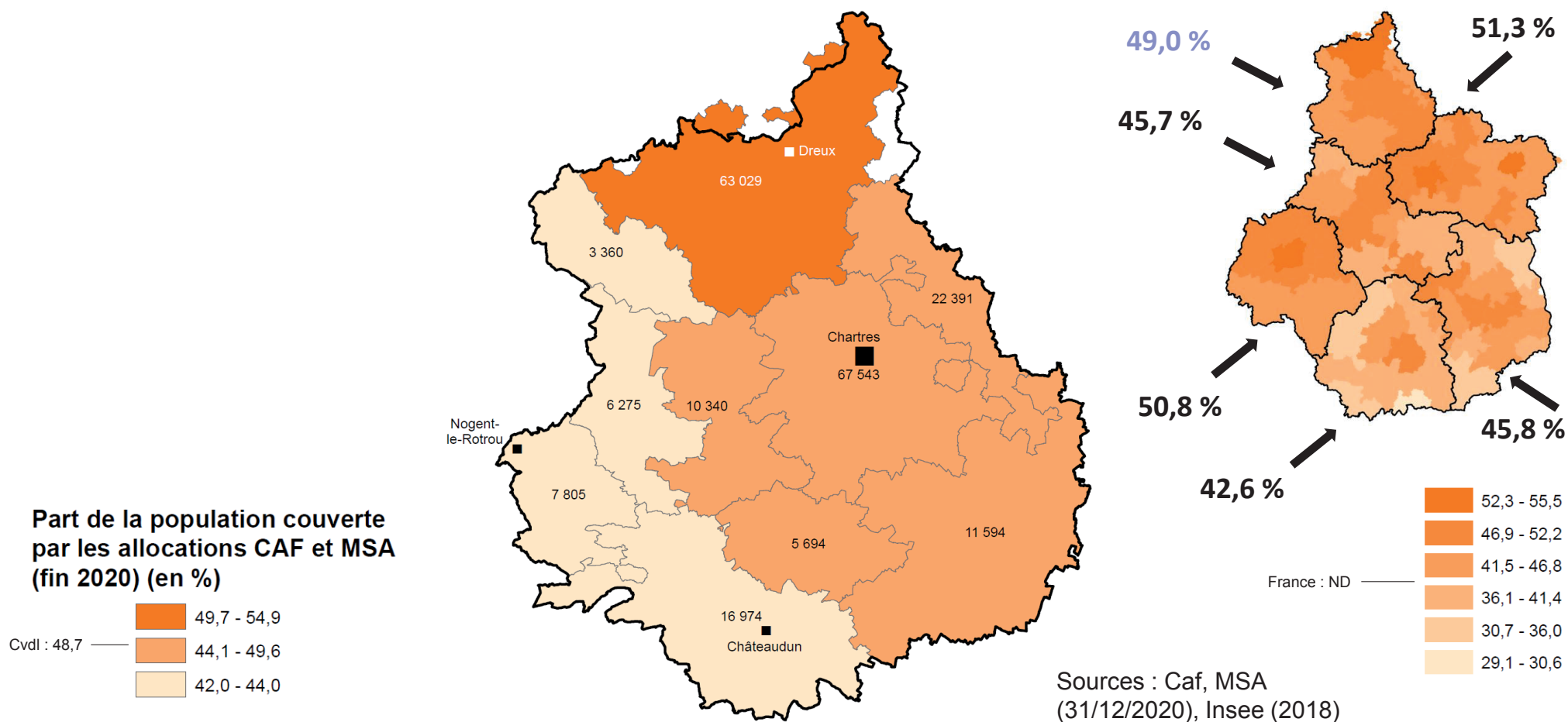
Ménages allocataires CAF et MSA

Part de ménages allocataires de prestations CAF et MSA (fin 2020) (en %)



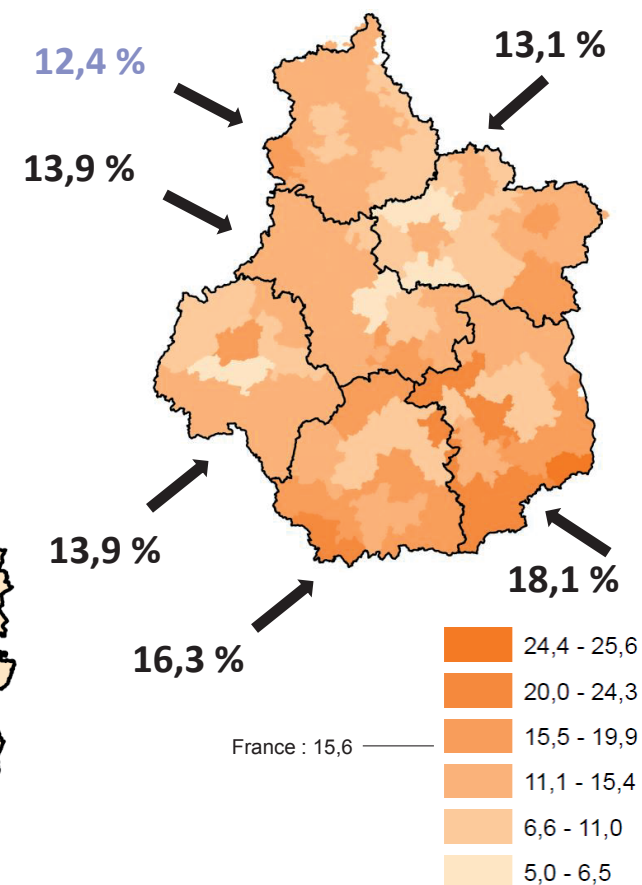
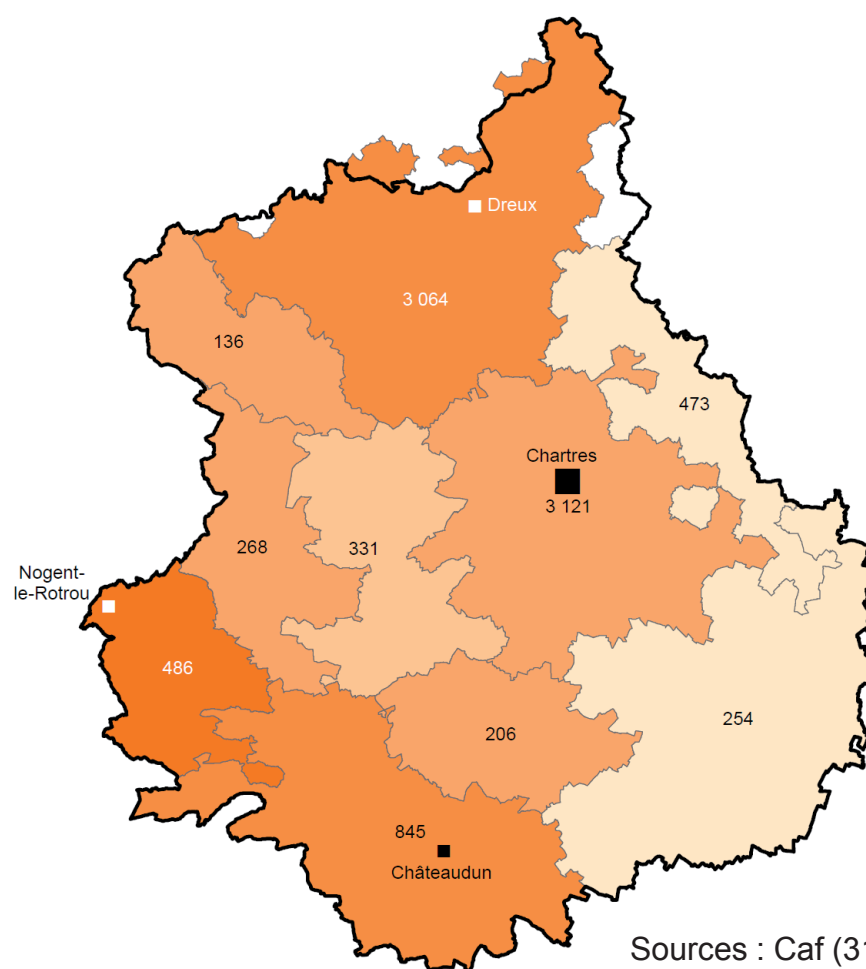
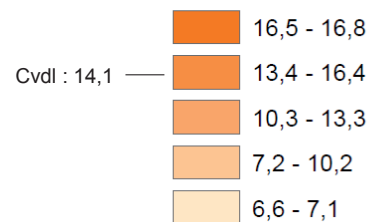
Sources : Caf, MSA (31/12/2020), Insee (2018)

Population couverte par les allocations CAF et MSA



Allocataires dépendant à 100% des allocations CAF

Part des allocataires dépendant à 100 % des allocations CAF (fin 2020) (en %)

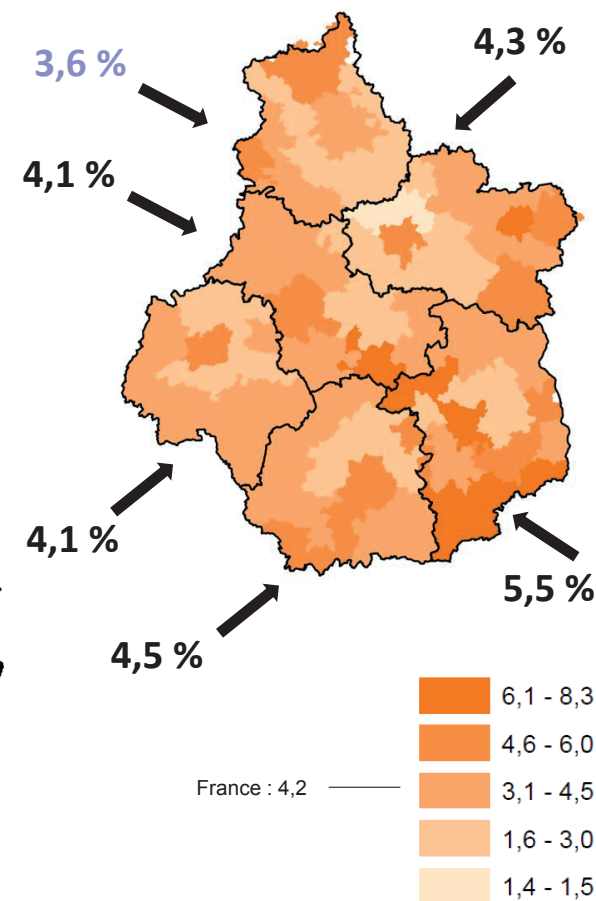
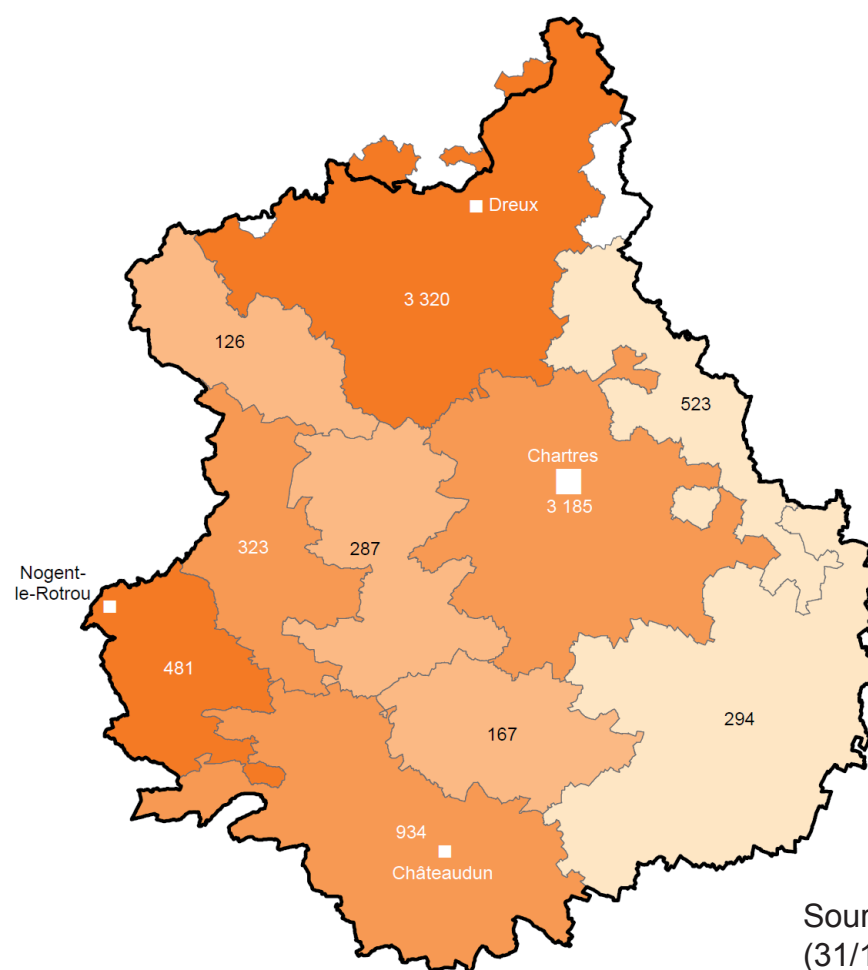
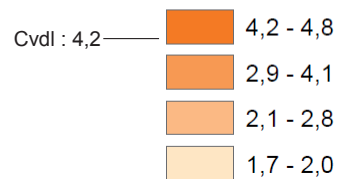


Sources : Caf (31/12/2020), Insee (2018)

Allocataires du RSA

RSA : assure aux personnes sans ressources un niveau minimum de revenu.

Part de la population de 15-64 ans allocataire du RSA (fin 2020) (en %)

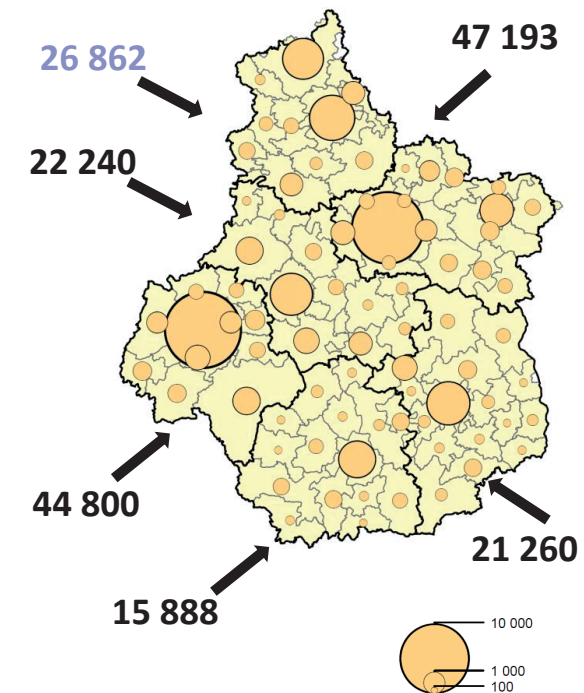
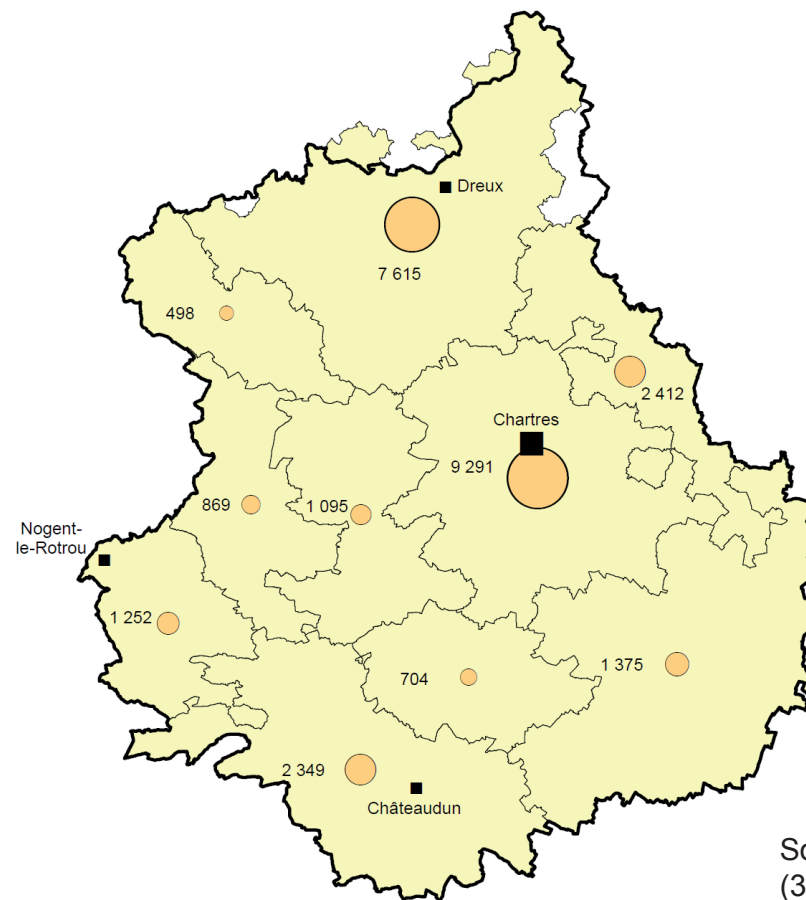
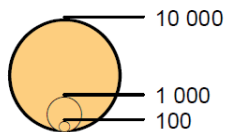


Sources : Caf, MSA (31/12/2020), Insee (2018)

Prime pour l'activité (PPA)

PPA : a pour objet d'inciter les travailleurs aux ressources modestes, à exercer ou reprendre une activité professionnelle et à soutenir leur pouvoir d'achat.

Nombre d'allocataires de la prime pour l'activité (fin 2020)

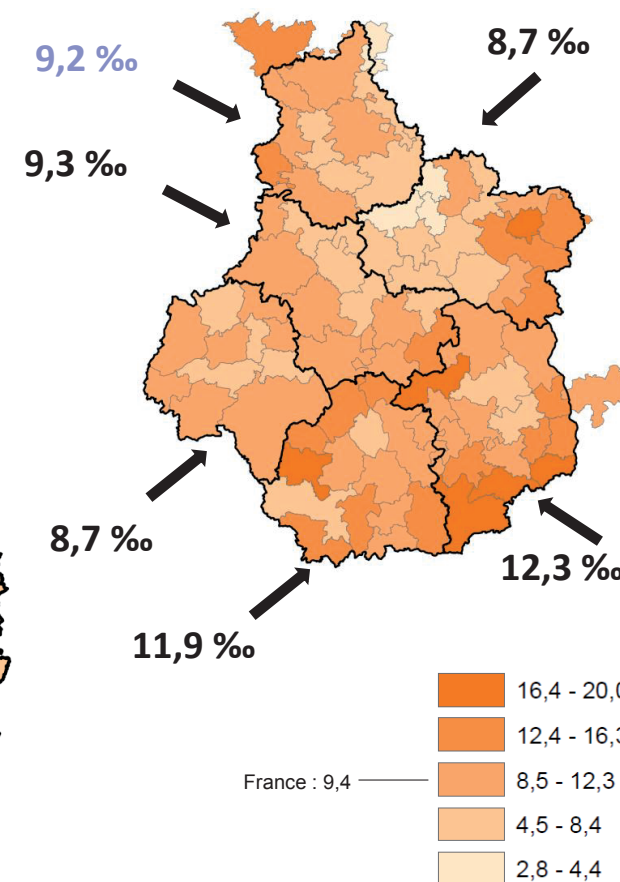
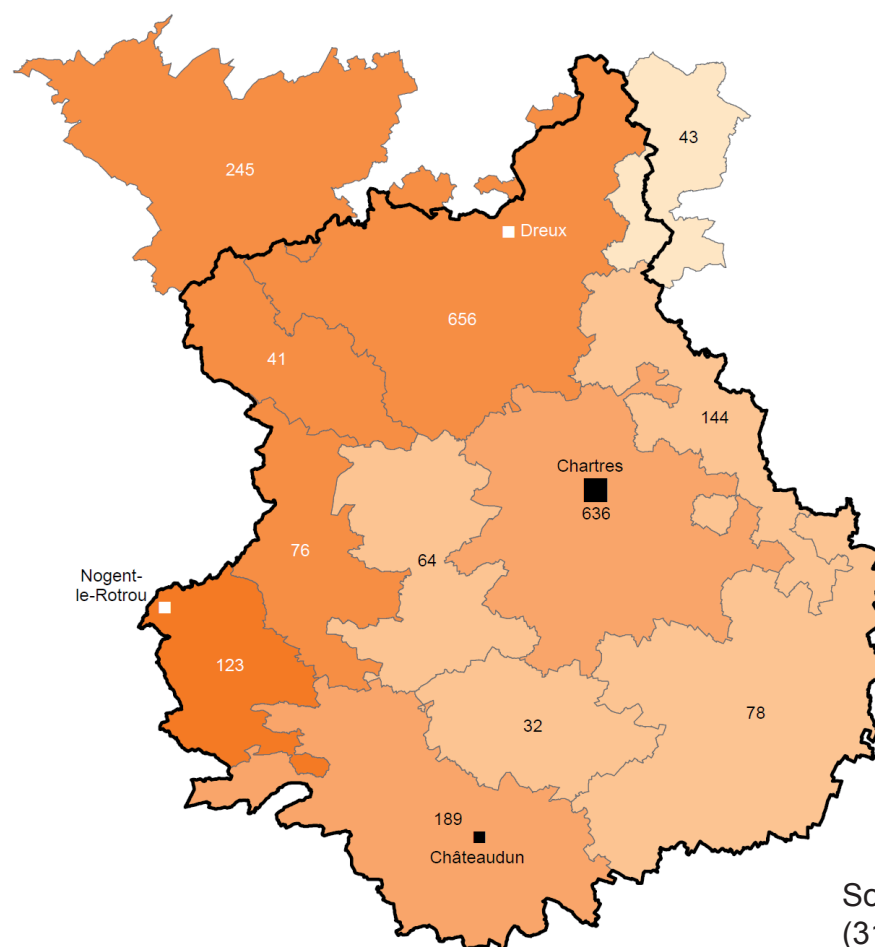
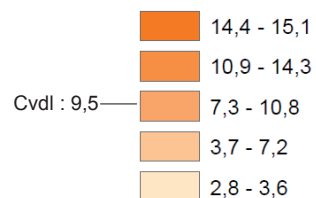


Sources : Caf, MSA (31/12/2020), Insee (2018)

Allocation de solidarité spécifique (ASS)

ASS : aide qui peut être accordée une fois les droits au chômage épuisés.

Part de la population de 18-59 ans bénéficiaires de l'allocation de solidarité spécifique (fin 2020) (en ‰)



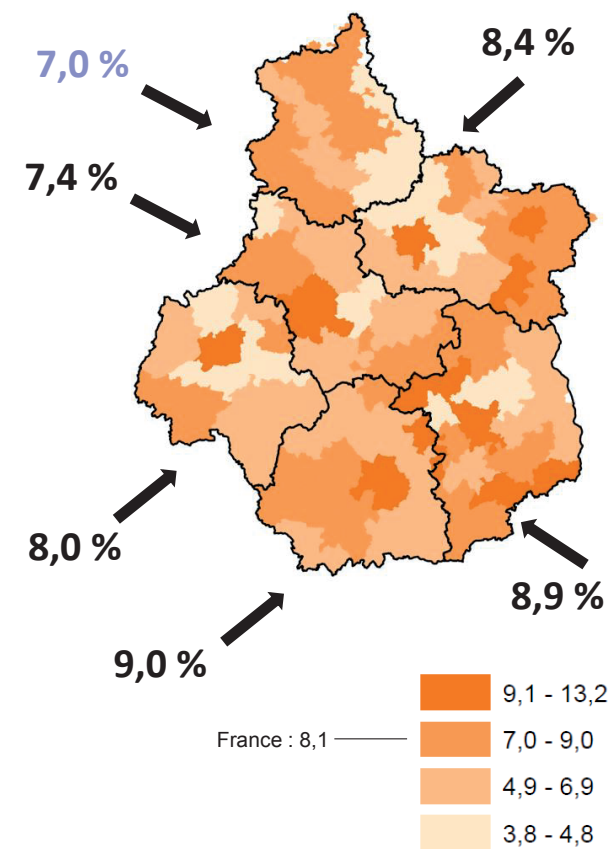
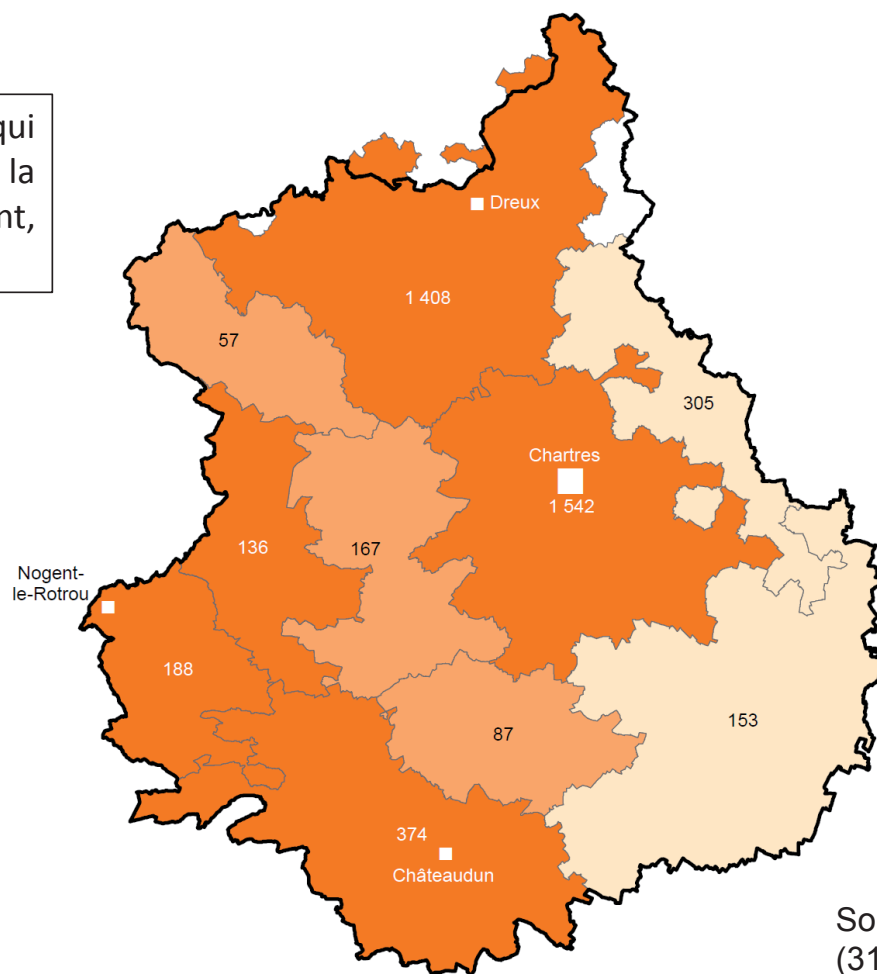
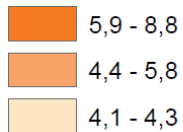
Sources : Pôle emploi (31/12/2020), Insee (2018)

Allocation de soutien familial (ASF)

ASF : aide versée au parent qui élève seul son enfant (ou à la personne qui a recueilli un enfant, qu'elle vive seul ou en couple).

Part de familles bénéficiaires de l'allocation de soutien familial (fin 2020) (en %)

Cvdl : 8,0



Sources : CAF, MSA (31/12/2020), Insee (2018)

Synthèse indicateur de pauvreté

- Le taux de pauvreté du département est inférieur au taux national et identique au niveau régional. Les taux sont plus élevés dans la CA « Pays de Dreux ». A contrario, ils sont plus faibles dans les CC « Portes Euréliennes d'Île-de-France » et « Pays du Houdanais ».
- Le département compte en proportion moins de ménages allocataires CAF et MSA qu'aux niveaux régional et national. La CA « Pays de Dreux » présente le taux le plus élevé, en revanche, les CC « Grand Châteaudun » et « Portes Euréliennes d'Île-de-France » comptent les taux les plus faibles. S'agissant de la population couverte par ces allocations, les taux sont plus élevés dans les pôles urbains.
- La part d'allocataires dépendant à 100 % des prestations CAF sur le département est inférieure aux moyennes nationale et régionale. Les taux sont plus élevés dans les communes des CC du « Bonnevalais » et du « Perche ».
- Le taux d'allocataires du RSA dans le département est comparable à la moyenne régionale et inférieur à celle du national. En proportion, les taux sont plus élevés sur les CC du « Pays de Dreux », du « Perche » et du « Grand Châteaudun ».
- Le taux de bénéficiaires de l'ASS dans le département est comparable aux moyennes nationale et régionale. Le nord ouest du département concentre les taux de bénéficiaires les plus élevés.
- Le taux de bénéficiaires de l'ASF dans le département est inférieur aux moyennes nationale et régionale. Les CC du « Pays de Dreux » et de « Chartres Métropole » concentrent les taux de bénéficiaires les plus élevés.



Indicateurs de logement

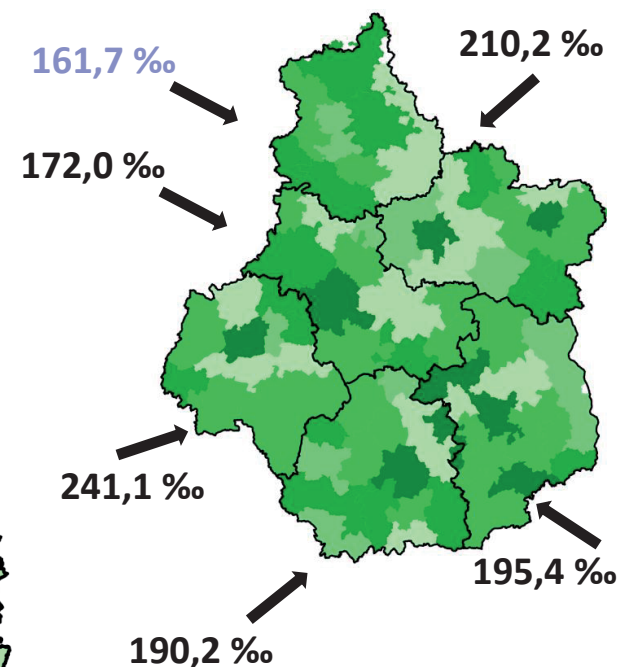
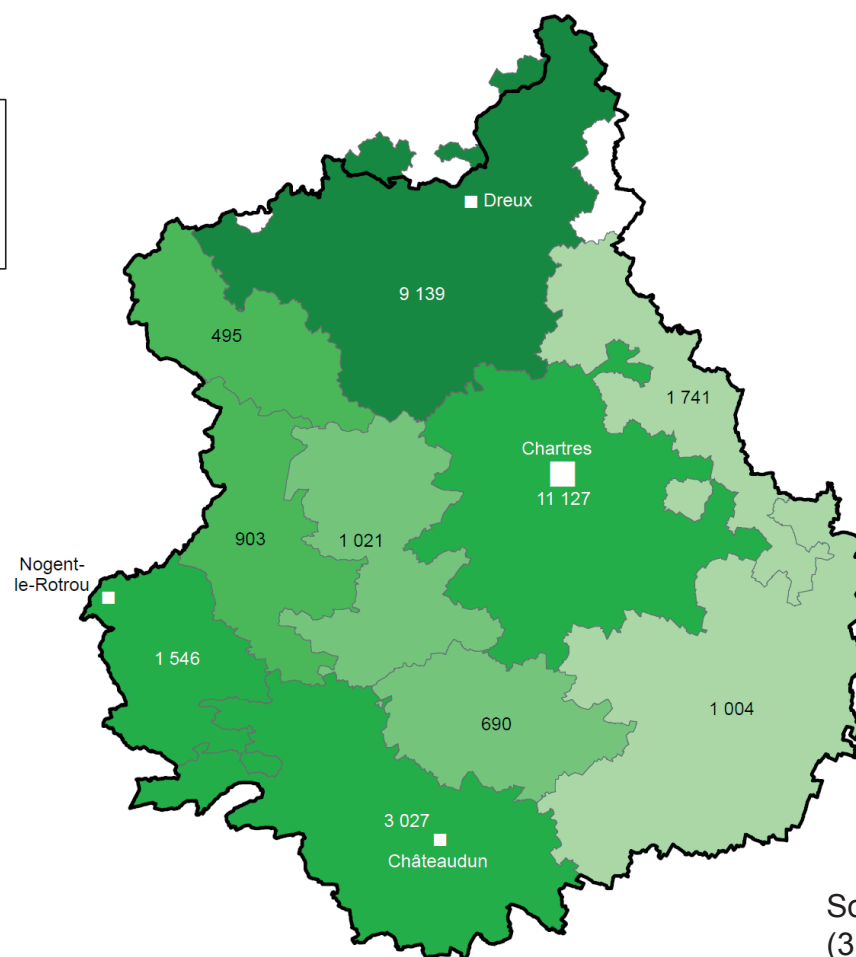
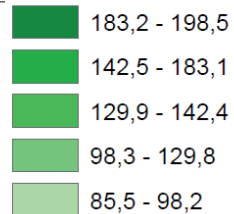
Bénéficiaires d'allocation logement

Allocations logement :

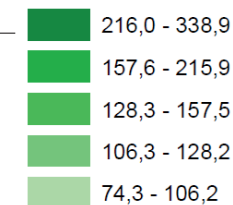
APL : aide personnalisée au logement
 ALS : allocation de logement social
 ALF : allocation de logement familial

Part de ménages bénéficiaires d'allocation logement (fin 2020) (en ‰)

Cvdl : 201,4

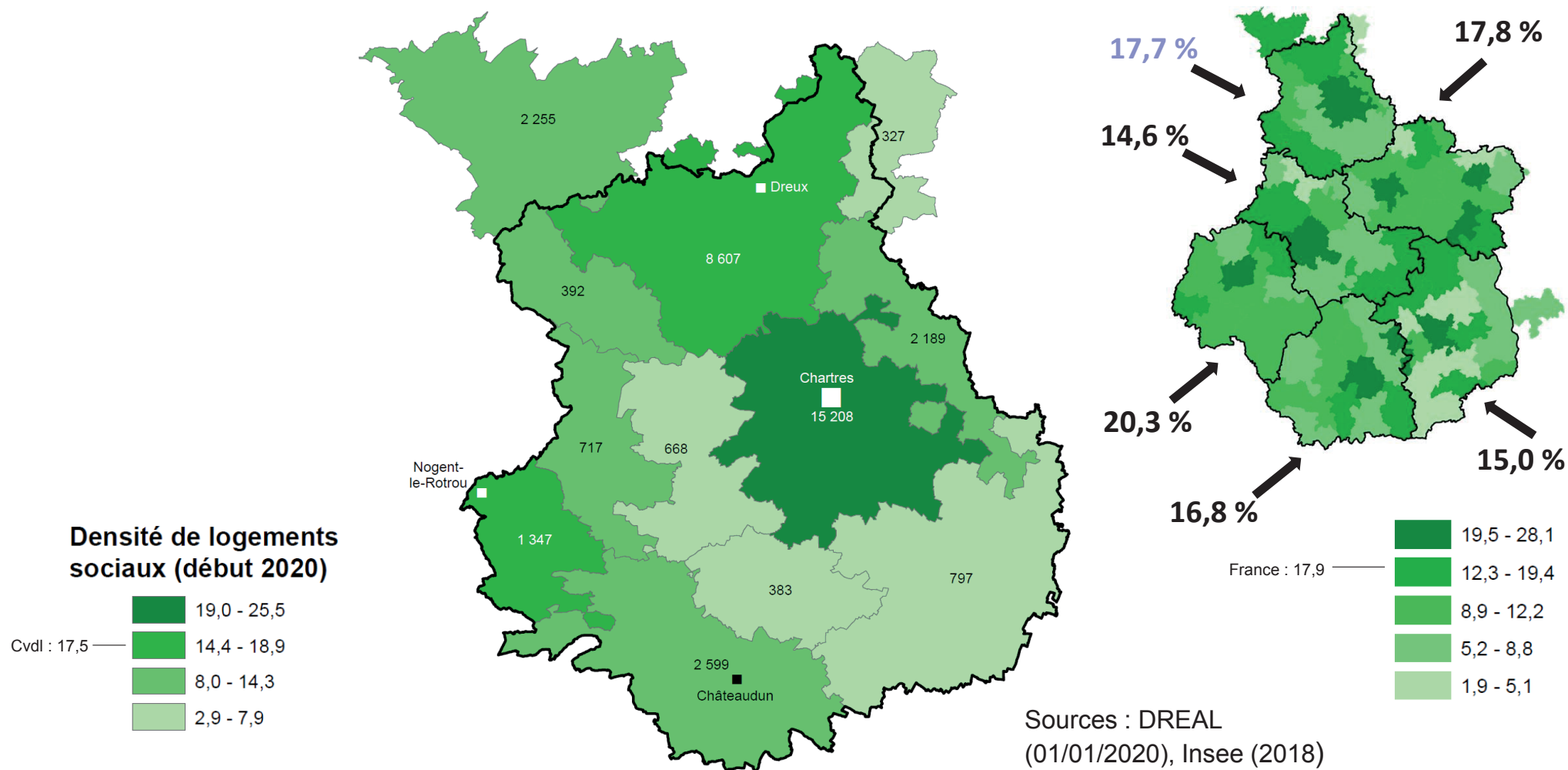


France : 222,3



Sources : CAF, MSA (31/12/2020), Insee (2018)

Densité de logements sociaux

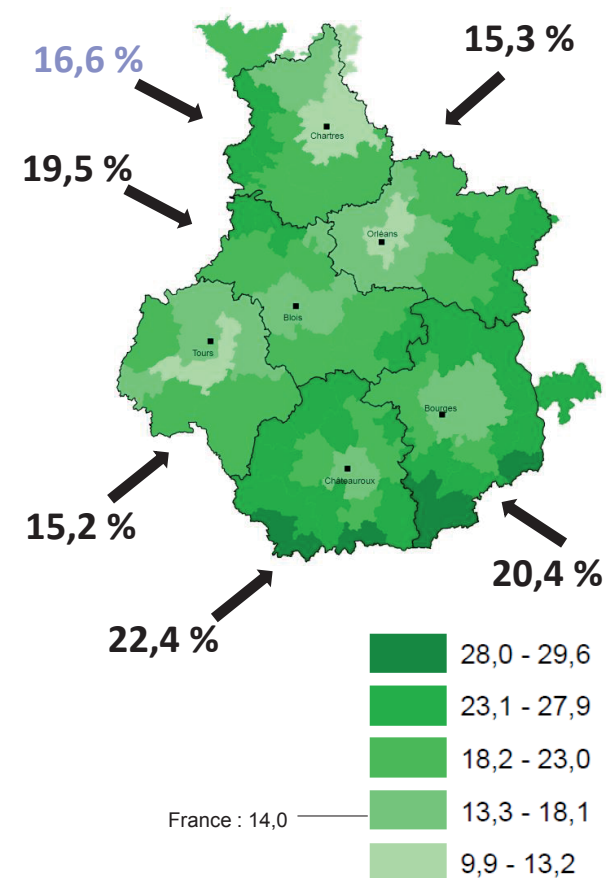
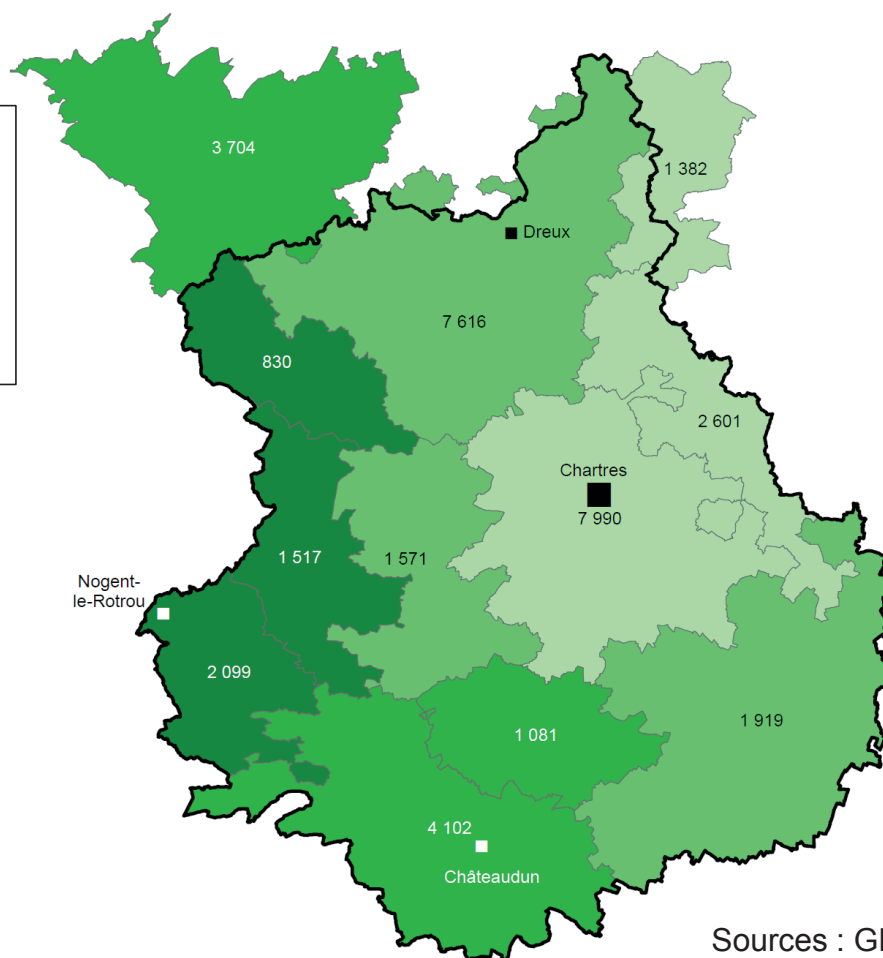
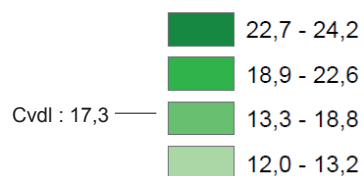


Précarité énergétique logement

Précarité énergétique logement :

Est en situation de **précarité énergétique** une personne qui éprouve dans son **logement** des difficultés particulières à disposer de la fourniture d'**énergie** nécessaire à la satisfaction de ses besoins élémentaires en raison de l'inadaptation de ses ressources ou de ses conditions d'habitat.

Taux de précarité énergétique liée au logement (2018) (en %)

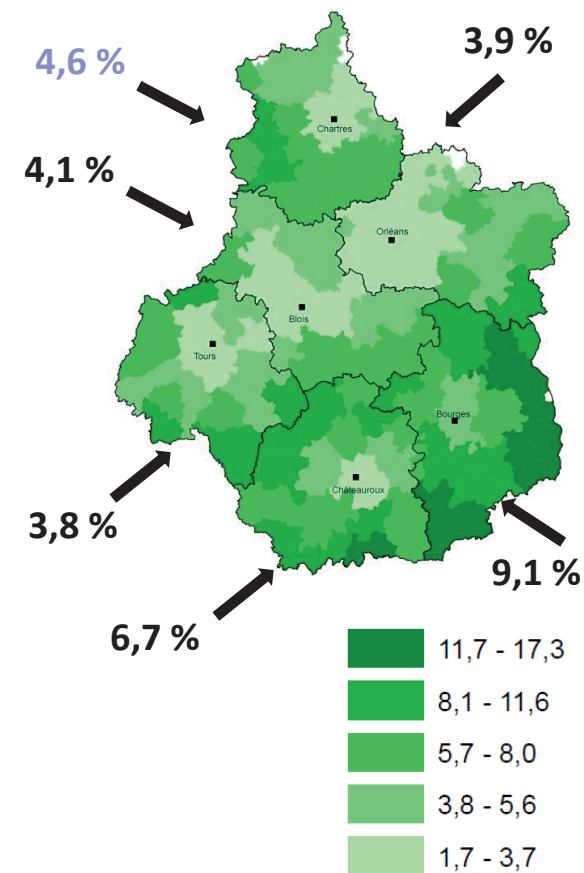
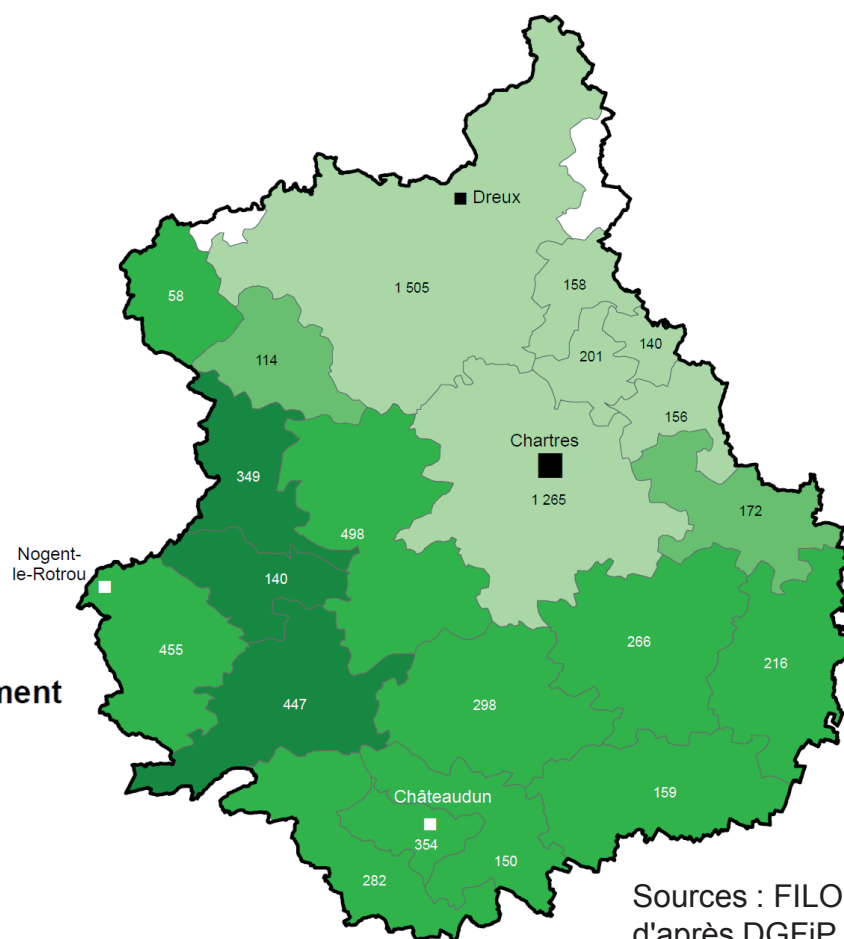
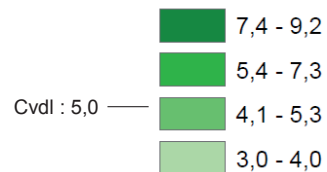


Sources : GEODIP - ONPE (2018)

Parc privé potentiellement indigne (PPPI)

Parc privé potentiellement indigne (PPPI) :
Le parc privé potentiellement indigne (PPPI) est un outil de pré-repérage des logements indignes qui permet à partir du foncier FILOCOM (Fichier des Logements par Commune) de hiérarchiser les territoires en fonction du nombre et de la densité du PPPI de chacun, et de caractériser les situations d'habitat indigne.

Proportion de parc privé potentiellement indigne en 2015 (PPPI) (en %)



Sources : FILOCOM 2015 - MTES
d'après DGFIP, traitement PPPI, Anah

Synthèse indicateurs de logement

- Le taux de bénéficiaires d'une allocation logement dans le département est inférieur aux taux national et régional. Les taux sont plus élevés dans les communes de la CA « Pays de Dreux », a contrario, plus faibles dans celles de l'ouest et du sud de l'Eure-et-Loir.
- Le département compte une densité de logements sociaux similaire aux moyennes régionale et nationale. Le taux est plus élevé sur la CC « Chartres Métropole ».
- Le département compte des proportions de ménages en précarité énergétique lié au logement plus élevées qu'en France, notamment sur les CC situées à l'ouest.
- Concernant le parc privé potentiellement indigne, la part de ces logements est similaire à celle de la région mais des zones de fragilité se situent sur les territoires ruraux (hors CA pays de Dreux, Chartres Métropole et Portes Euréliennes d'Île-de-France).

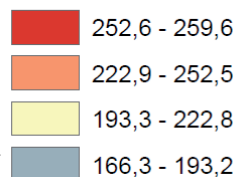


Indicateurs sanitaires

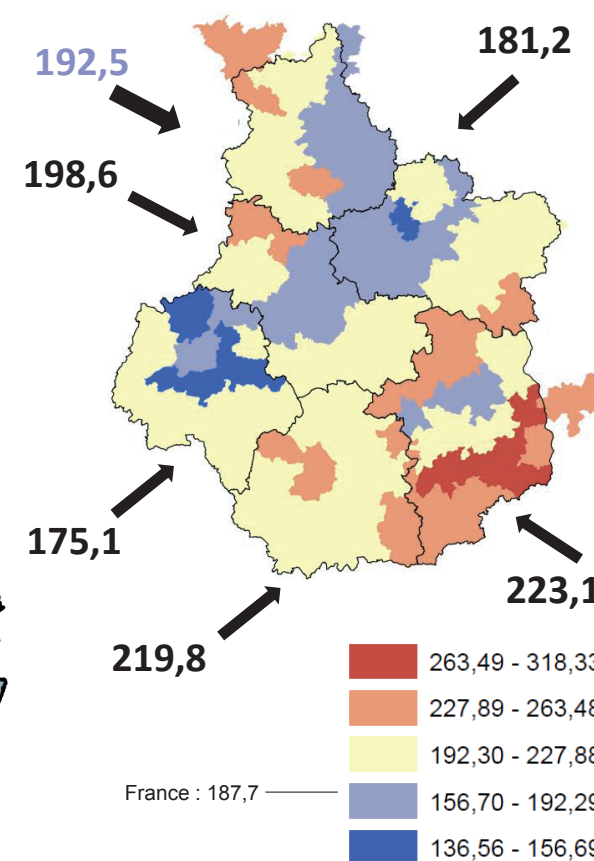
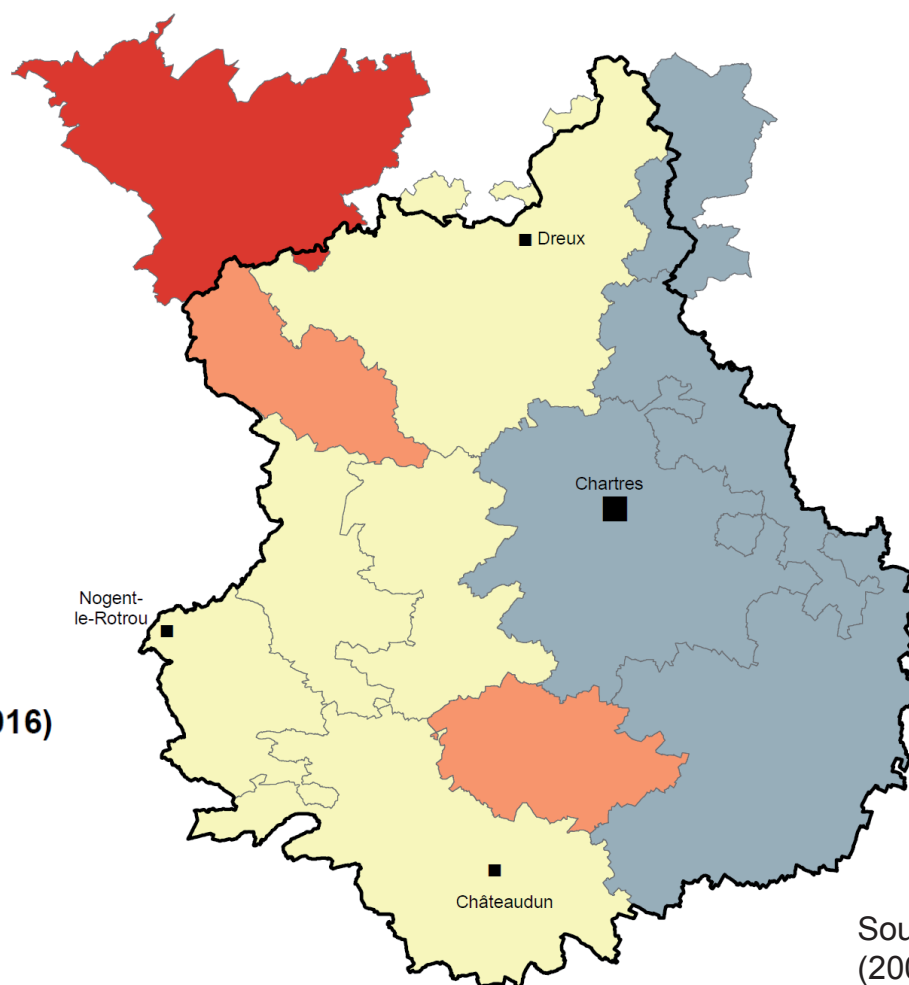
Mortalité prématurée (<65 ans)

Taux standardisé sur l'âge:
Population de référence (France
hexagonale RP 2006)
Taux pour 100 000 habitants

Taux standardisé de
mortalité prématurée (2008-2016)
(Taux pour 100 000 habitants)



Cvdl : 192,8

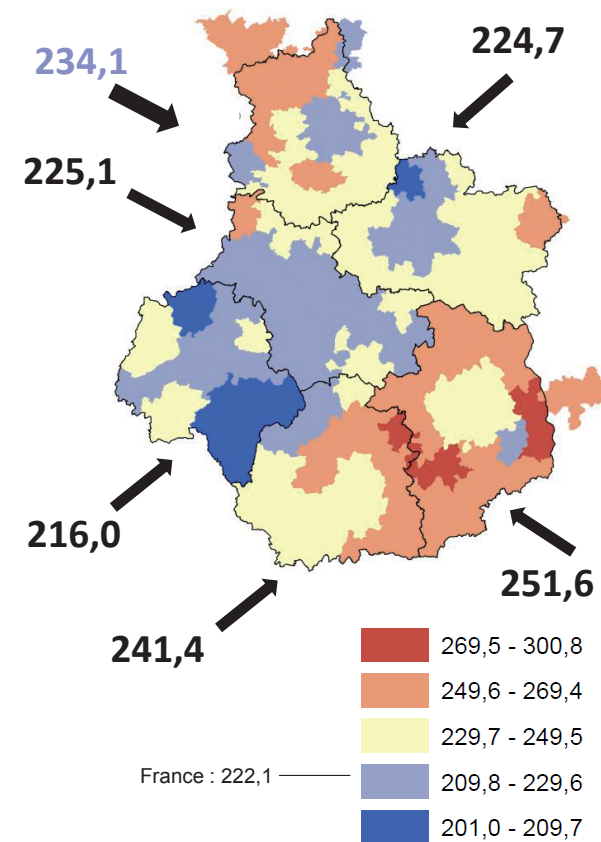
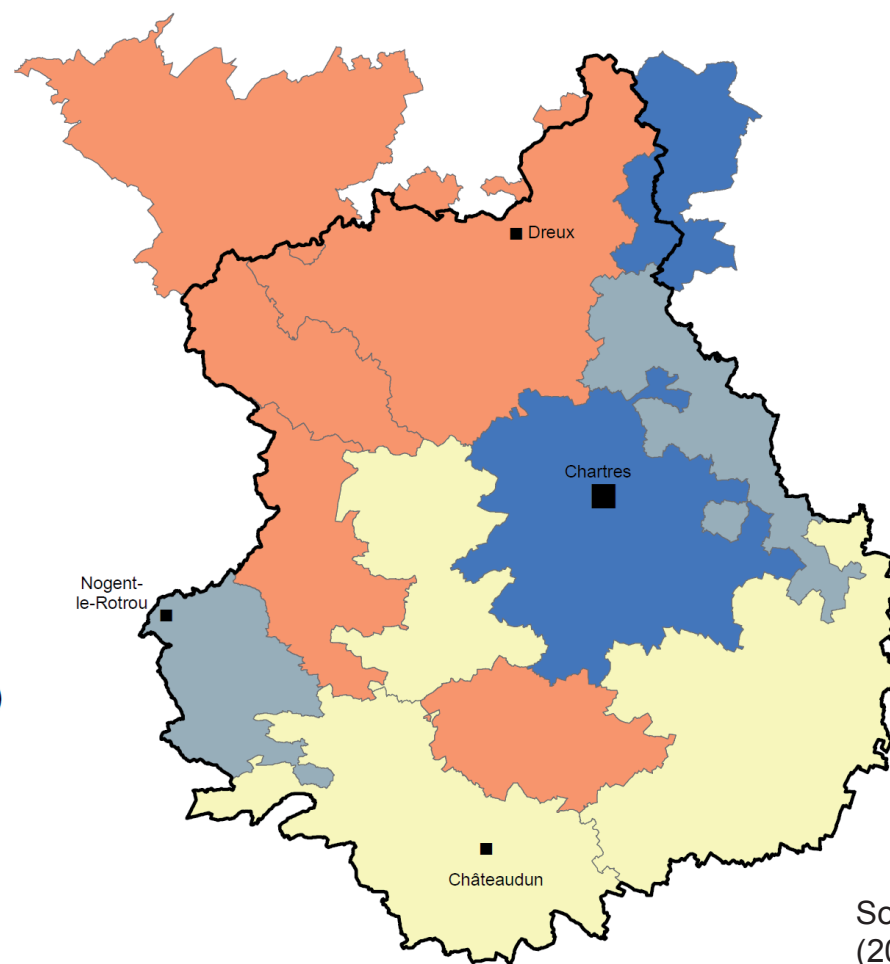
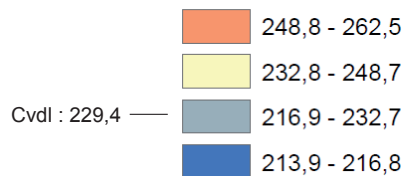


Sources : Inserm CépiDc
(2008-2016), Insee

Mortalité par cancer

Taux standardisé sur l'âge:
Population de référence (France hexagonale RP 2006)
Taux pour 100 000 habitants

Taux standardisé de mortalité par cancer (2008-2016)
(Taux pour 100 000 habitants)

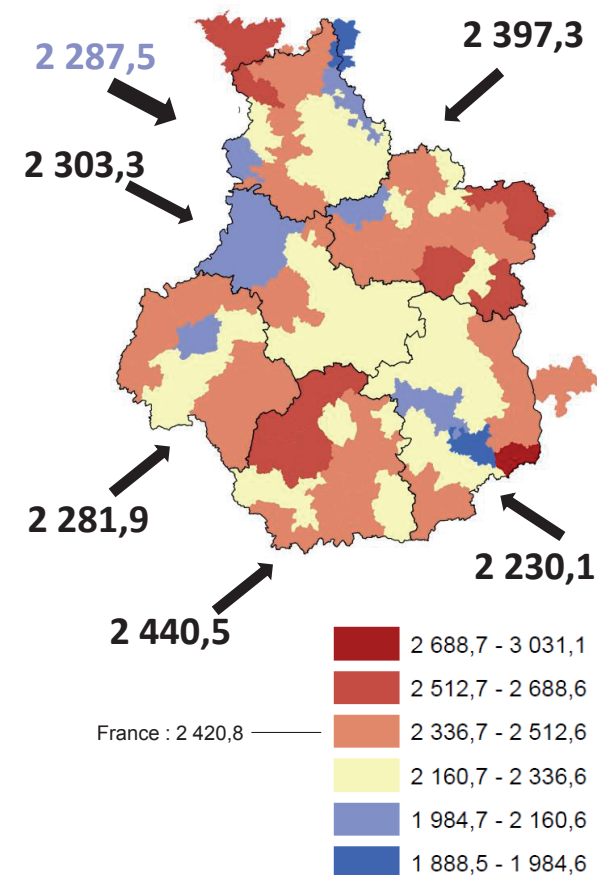
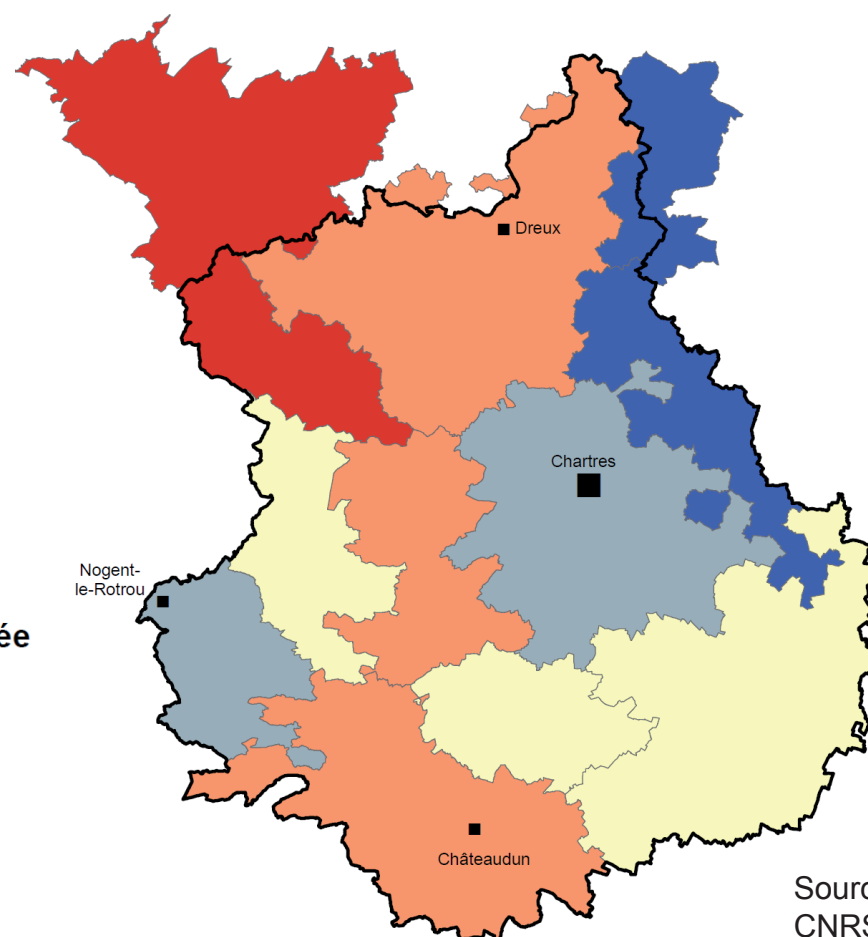
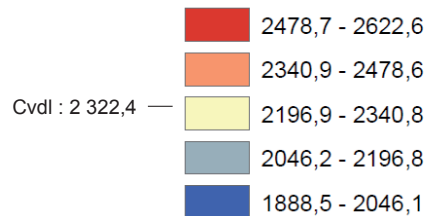


Sources : Inserm CépiDc (2008-2016), Insee

Nouvelles admissions en ALD

Taux standardisé sur l'âge:
Population de référence (France hexagonale RP 2006)
Taux pour 100 000 habitants

Taux standardisé de nouvelles admissions en affection longue durée (2017-2019)



Sources : Cnamts, CCMSA, CNRSI (2017-2019), Insee

Synthèse indicateurs sanitaires



- Le taux standardisé de mortalité prématurée dans le département est légèrement supérieur au taux national. Les taux sont plus faibles sur les communes à l'est du département, a contrario, moins favorables sur celles situées au nord-ouest.
- Concernant les cancers, le taux standardisé de mortalité du département est légèrement supérieur à la moyenne nationale. La CC de « Chartres Métropole » présente le taux le plus faible.
- Le taux de nouvelles admissions en ALD du département est inférieur à la moyenne nationale, ce qui peut signifier un accès moindre aux dépistages et à une prise en charge des pathologies. La CC des « Forêts du Perche » présente le taux le plus élevé.

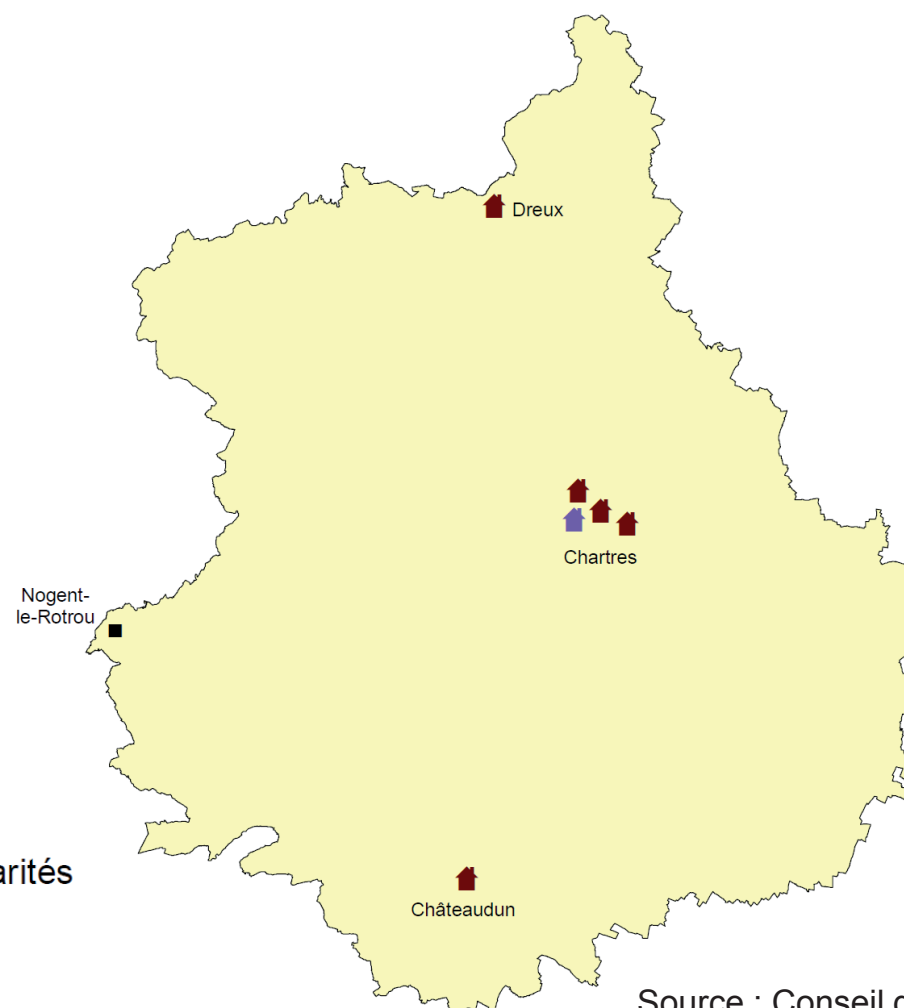


Les acteurs du social

Maisons du département

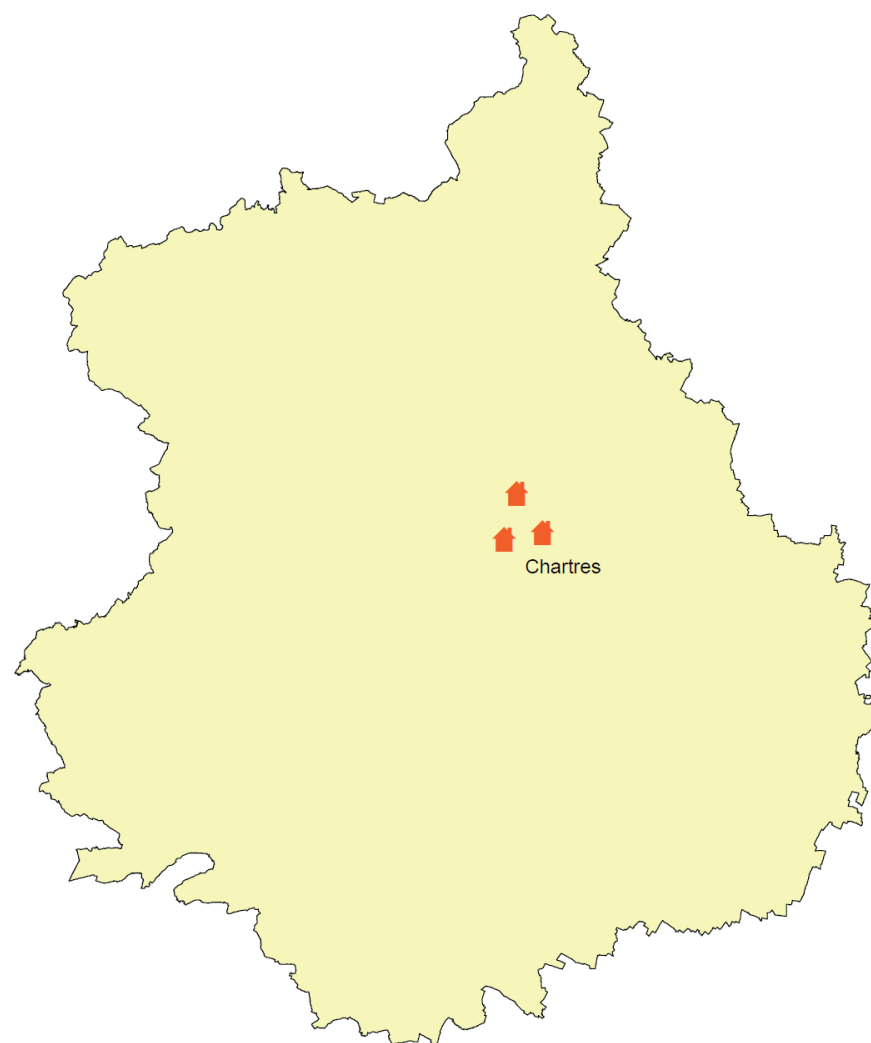
Les **Maisons du département et la maison de l'autonomie** apportent un soutien de proximité aux familles, aux enfants et aux jeunes. Elles accompagnent les personnes âgées en situation de dépendance et les personnes en situation de handicap pour les aider à retrouver ou développer leur autonomie de vie.

-  Circonscriptions d'action sociale et maisons des solidarités
-  Maison départementale des personnes handicapées



Source : Conseil départemental

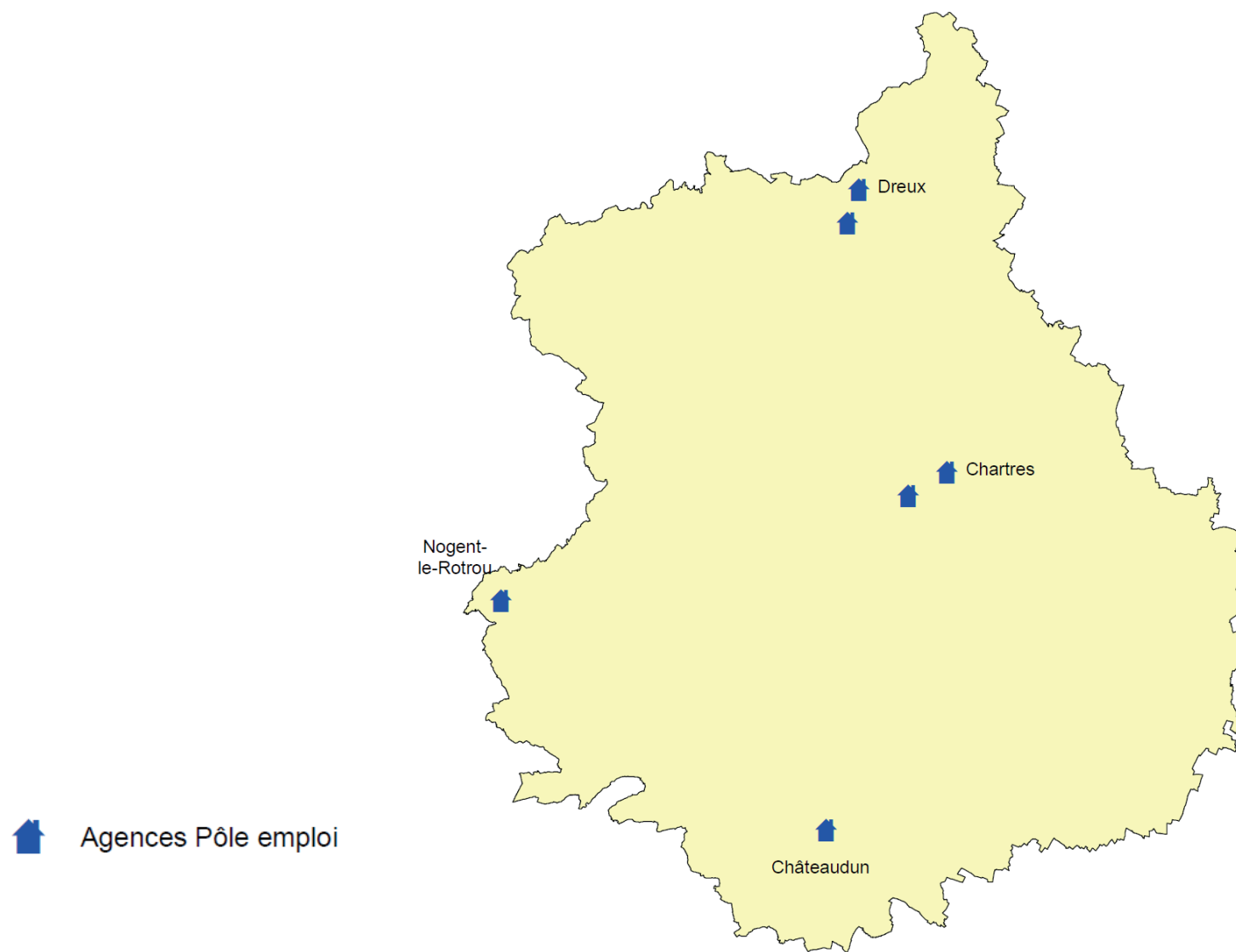
Points Conseil Budget



Les **Points conseil budget (PCB)** sont des structures d'accueil inconditionnel destinées à accompagner toute personne rencontrant des difficultés budgétaires et ayant besoin d'un accompagnement. Les objectifs des PCB sont de **prévenir le surendettement** et de favoriser l'**éducation budgétaire**.

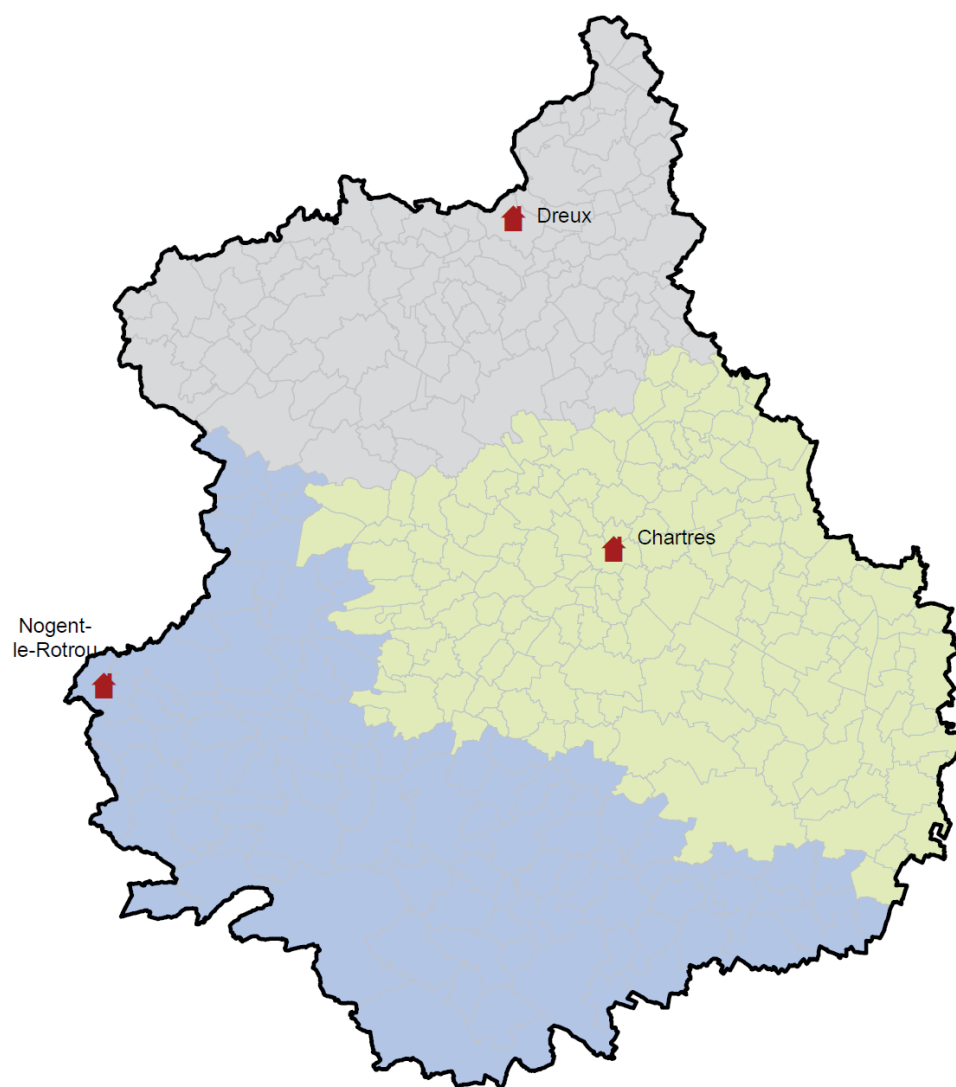
Source : DREETS CVdL

Agences Pôle emploi



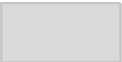



Source : Pôle emploi

Missions Locales

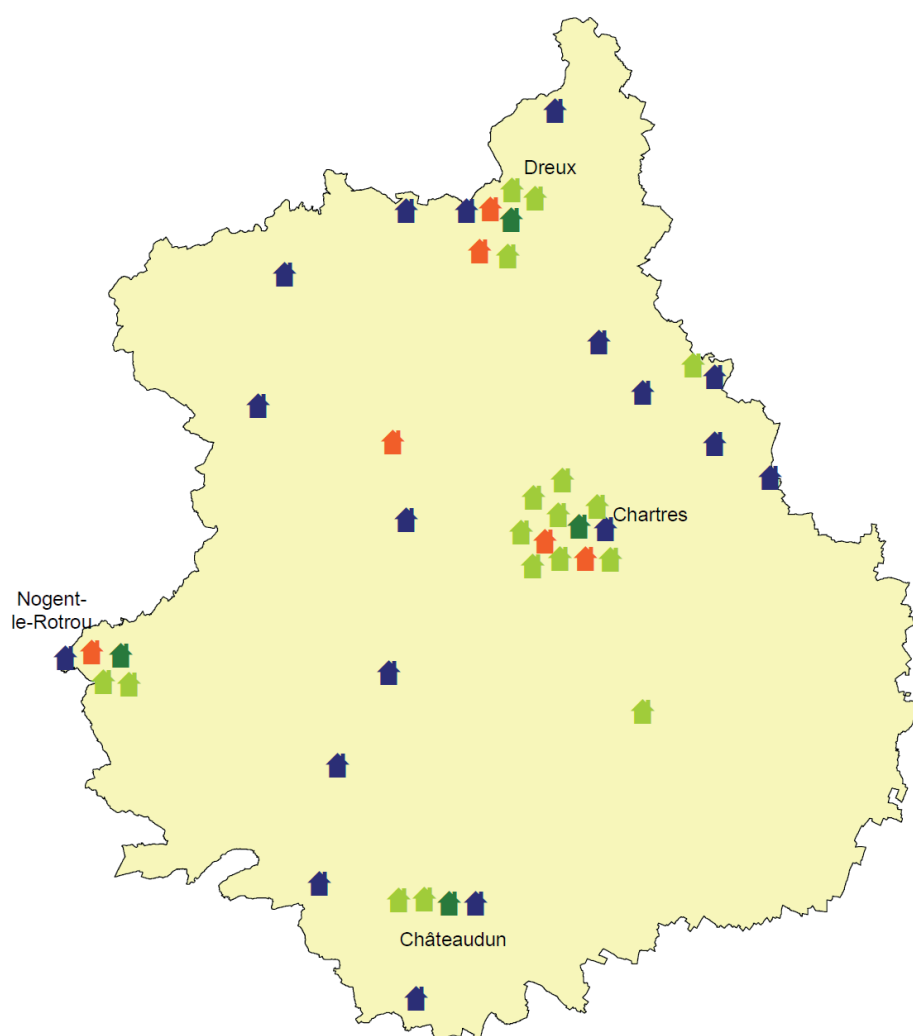


La **mission locale** est un espace d'intervention au service des jeunes de 16-25 ans. Chaque jeune accueilli bénéficie d'un suivi personnalisé. Elle a pour rôle de soutenir les jeunes dans leur recherche d'emploi ainsi que dans leurs démarches d'orientation professionnelle, d'accès à la formation, à la santé, au logement, aux droits, à la citoyenneté et à la mobilité.





-  Missions Locales
-  Mission Locale de Chartres
-  Mission Locale de Dreux
-  Mission Locale Ouest Sud Eure et Loir

Source : Missions Locales

Structures d'insertion par l'activité économique (SIAE)



Structures d'insertion par l'activité économique (siège, antennes, permanences) :

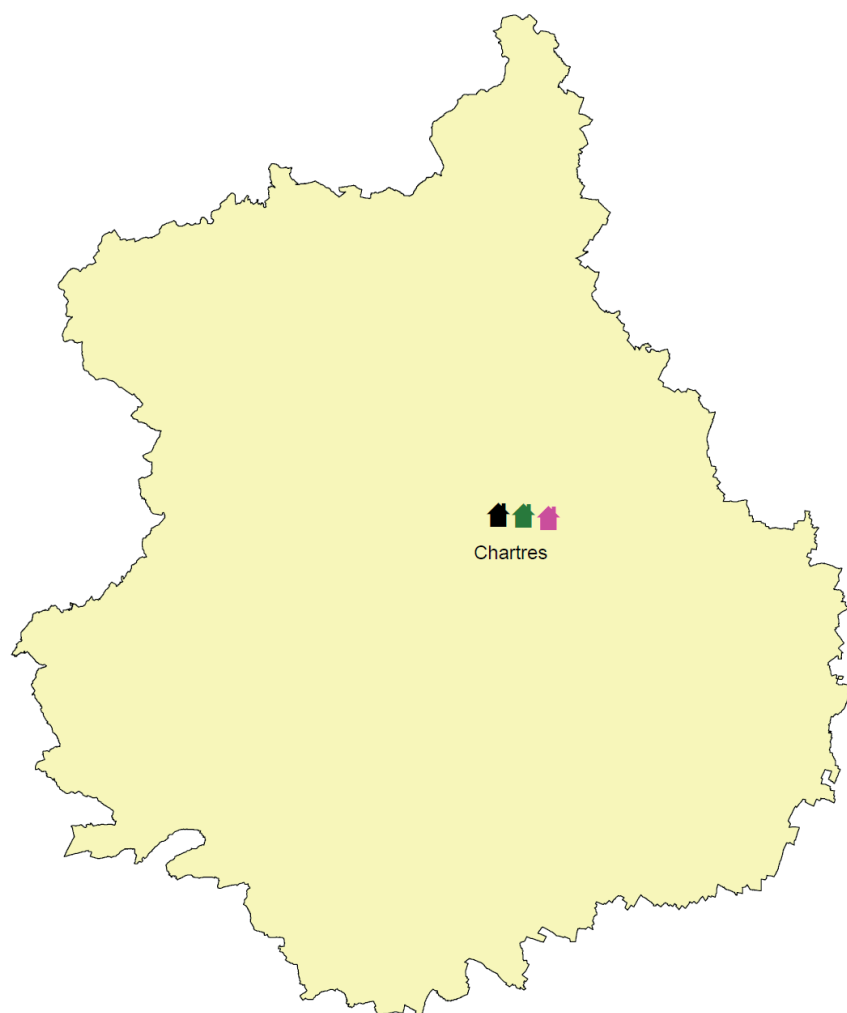
-  Entreprises d'insertion (EI)
-  Entreprises de travail temporaire d'insertion (ETTI)
-  Associations intermédiaires (AI)
-  Ateliers et chantiers d'insertion (ACI)

Les **structures de l'insertion par l'activité économique (SIAE)** sont des structures spécialisées, comme les **ateliers et chantiers d'insertion (ACI)**, les **associations intermédiaires (AI)**, les **entreprises d'insertion (EI)** ou les **entreprises de travail temporaire d'insertion (ETTI)**.

Elles ont pour objectif de permettre aux personnes les plus éloignées de l'emploi, en raison de difficultés sociales et professionnelles particulières (âge, état de santé, précarité) de bénéficier d'un accompagnement renforcé qui doit faciliter leur insertion professionnelle.

Source : DREETS CVdL (Mars 2022)

Groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ)



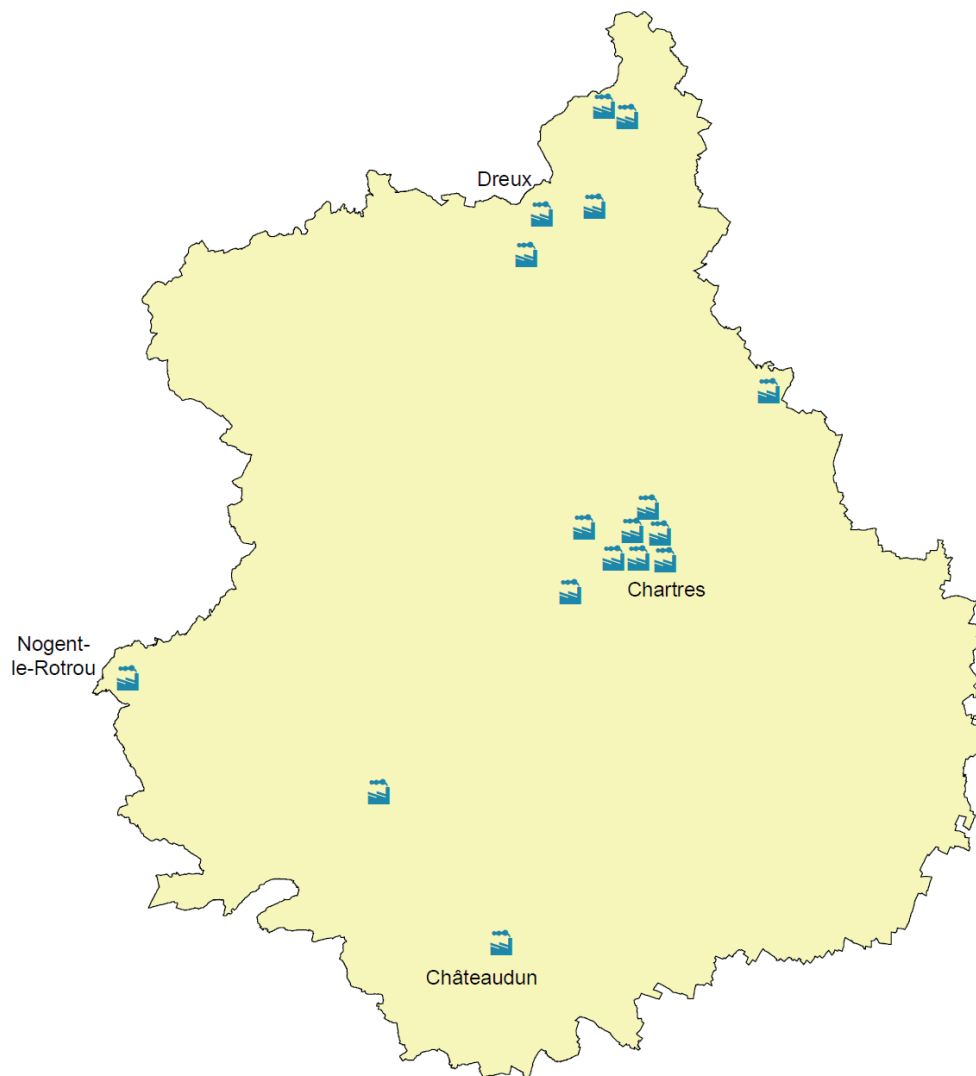
Un **Geiq** est un collectif d'entreprises, piloté par ses adhérents. Il regroupe des entreprises qui parient sur le potentiel de personnes en difficulté d'accès à l'emploi pour résoudre leurs problèmes structurels de recrutement, en organisant des parcours d'insertion et de qualification.

Groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ) :


-  GEIQ Avenir Handicap
-  GEIQ Industrie
-  GEIQ Propreté

Source : DREETS CVdL (Mars 2022)

Entreprise adaptée

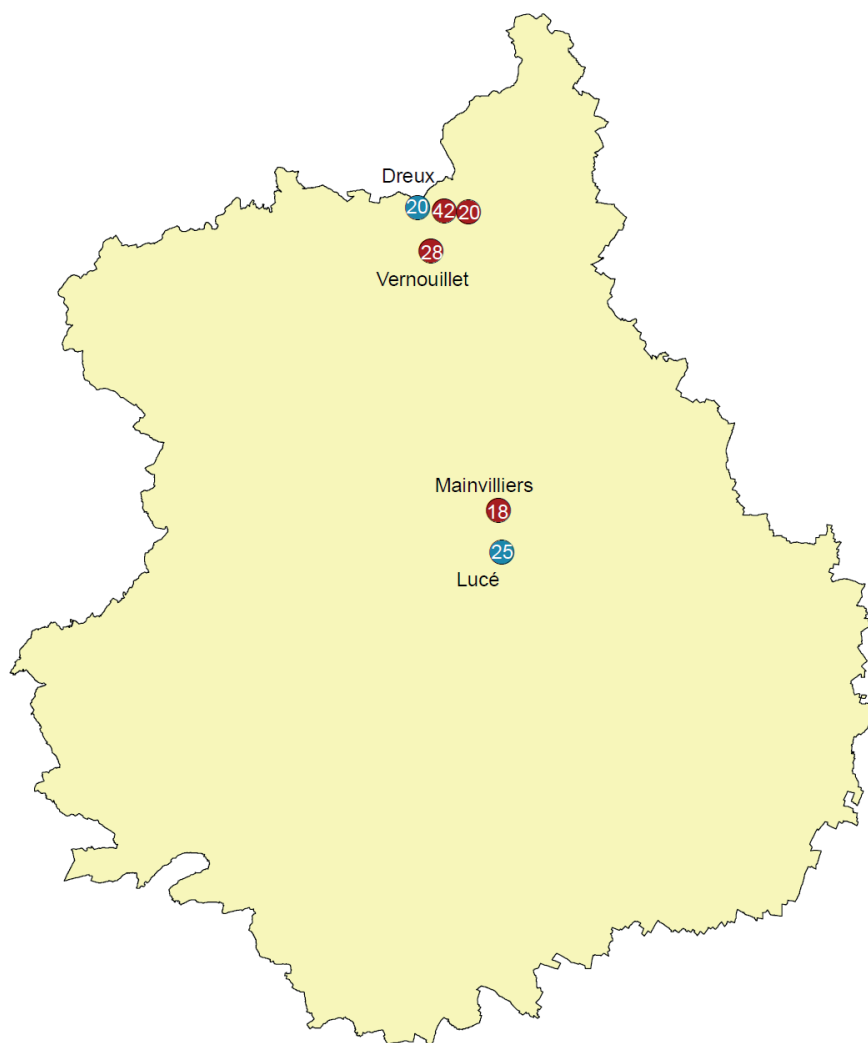


L'entreprise adaptée est une entreprise du milieu ordinaire de travail : Employeurs publics et privés du marché du travail classique avec la particularité d'employer un certain nombre de personnes en situation de handicap. Les conditions de travail sont adaptées aux capacités des personnes en fonction de leur handicap.

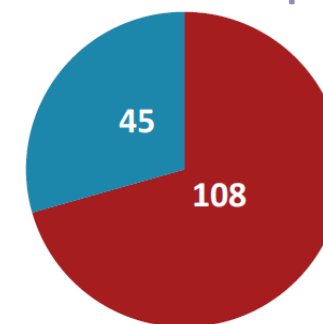
 Entreprise adaptée

Source : DREETS CVdL (Mars 2022)

Places en résidence accueil et pension de famille



Eure-et-Loir - 153 places



■ Pension de famille
■ Résidence accueil



Résidence accueil



Pension de famille/Résidence accueil

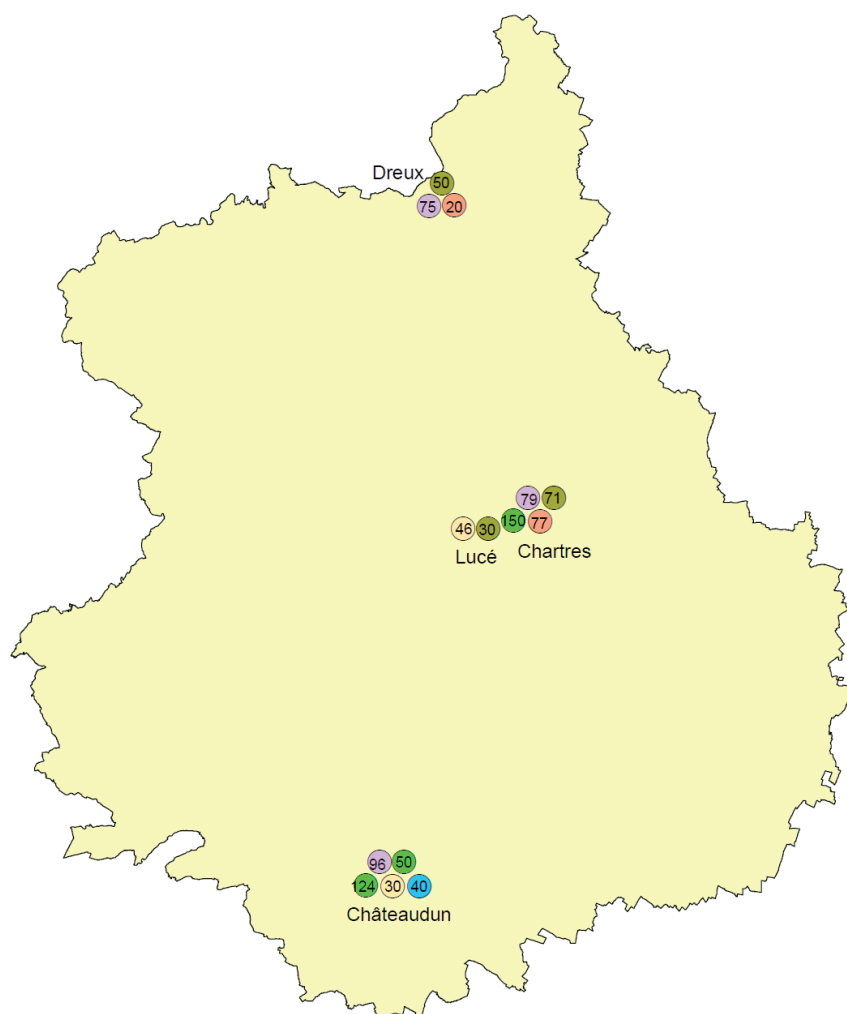


Pension de famille

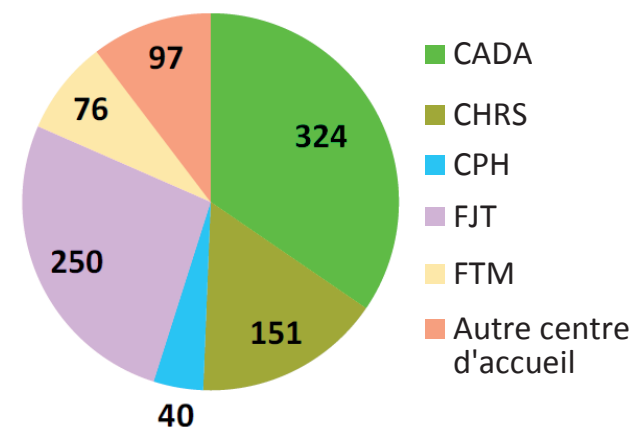
De 18 à 42 : nombre de places installées dans les structures

Source : DREETS CVdL (31/12/2021)

Autres établissements d'hébergement



Eure-et-Loir – 938 places installées

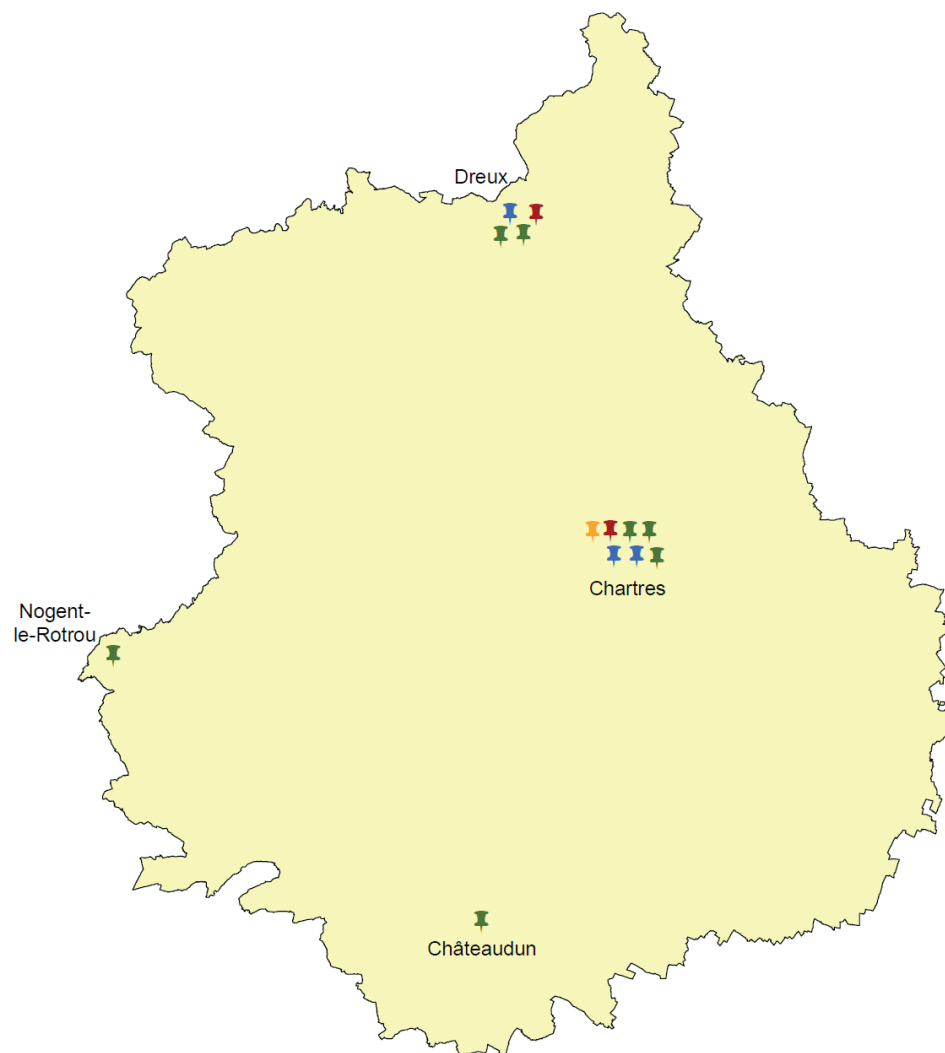







- Centre d'accueil des demandeurs d'asile (CADA)
- Autres centres d'accueil dont 48 places pour les femmes victimes de violences
- Centre d'hébergement et de réinsertion sociale (CHRS)
- Centre provisoire d'hébergement (CPH)
- Foyer jeunes travailleurs (FJT)
- Foyer de travailleurs migrants (FTM)

De 20 à 150 : nombre de places installées dans les structures

Source : DREETS CVdL (31/12/2021)

Dispositifs sanitaires



-  CEGIDD/Centre de vaccination
-  Centre de lutte antituberculeuse (CLAT)
-  Permanence d'accès aux soins de santé (PASS)
-  Lit halte soins santé (LHSS)
-  Centre d'examen de santé (CES)

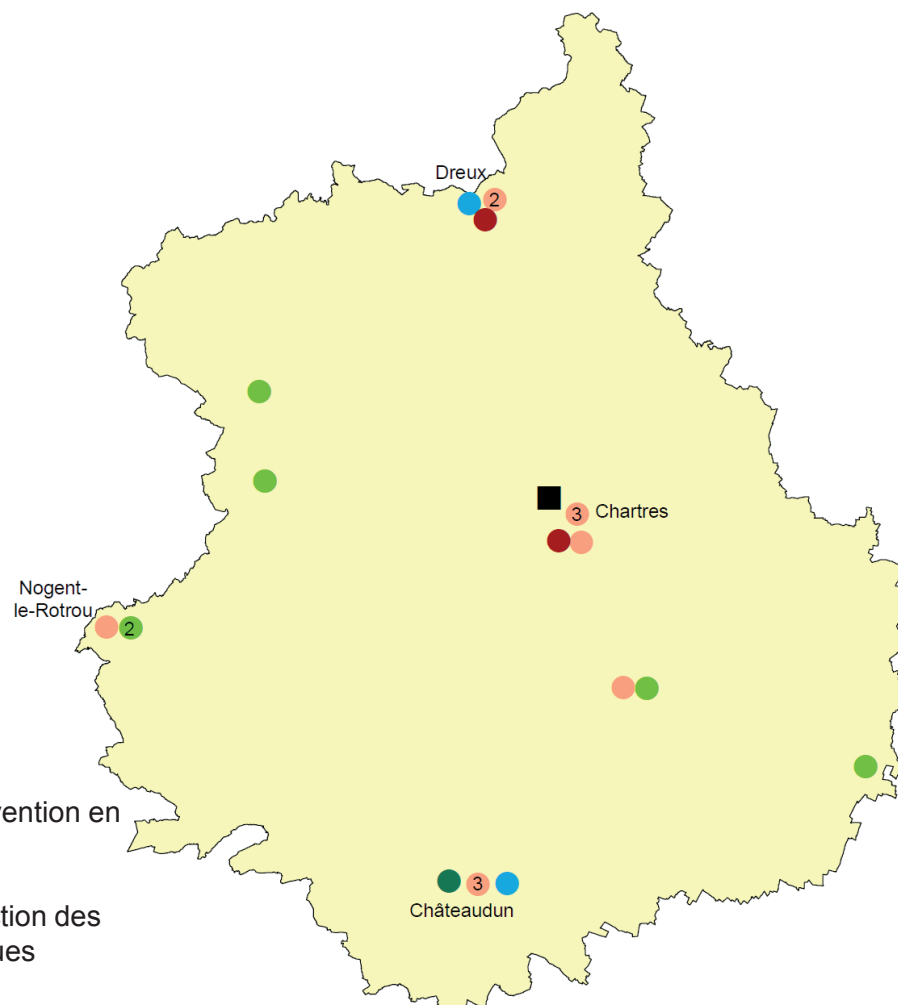
CEGIDD : Centre gratuit d'information, de dépistage et de diagnostic

Source : OSC

Dispositifs sanitaires : lutte contre les addictions

CSAPA : centre de soin, d'accompagnement et de prévention en addictologie

CAARUD : centre d'accueil et d'accompagnement à la réduction des risques pour usagers de drogues



Nombre de CSAPA

- Nombre de lieux principaux
- Nombre d'antennes
- Nombre de consultations avancées ou de proximité
- Nombre de lieux d'hébergement
- Nombre de lieux de consultation pour les jeunes (dont jeunes consommateurs)
- Nombre de CSAPA intervenant en prison

Nombre de CAARUD

- CAARUD pivot
- Antenne
- ▲ Unité mobile

Source : ORS



Faits marquants

- Une faible densité de population comparativement à la France et concentrée sur la bordure de la région Île-de-France. Une population dont le vieillissement est similaire au niveau national mais davantage marqué dans le sud-ouest du département.
- Une part d'inactifs identique à celle de la France, tout comme le taux d'actifs en emploi précaire. Pour autant, si comme pour le taux de foyers fiscaux imposés et le revenu médian, tous ces indicateurs traduisent une situation similaire à la situation nationale, le département présente de fortes inégalités avec un gradient allant de l'est vers l'ouest, passant d'une situation favorable à de plus en plus défavorable.
- Une part de jeunes sortis du système scolaire sans diplôme plus élevée qu'au niveau national. À l'inverse, le taux de Bac+2 est nettement plus faible qu'en France, notamment dès lors que les communes de résidence sont éloignées de l'Île-de-France.
- Les populations bénéficiaires de différentes allocations (prestations sociales et logement) sont en proportion moins nombreuses dans le département comparativement au niveau national. En revanche, le taux de ménages en précarité énergétique est plus élevé. Cette situation globalement analogue aux moyennes nationales masque en réalité de très fortes inégalités, entre l'est et l'ouest du département.

Définitions

Densité de population : Nombre d'habitants par km².

Enfant vivant dans une famille sans actif occupé: Aucun des parents n'est en emploi.

Taux standardisé sur l'âge et le sexe de personnes inactives : Taux de personnes inactives (ni en emploi, ni au chômage) de 25 à 54 ans.

Taux d'emploi précaire: Population active de 25-54 ans ayant un emploi autre qu'un CDI à temps plein.

Demandeurs d'emploi en fin de mois de longue durée: Demandeurs d'emploi en fin de mois de catégorie ABC > 1 an.

Demandeurs d'emploi en fin de mois jeunes : Demandeurs d'emploi en fin de mois de catégorie A jeunes (moins de 26 ans).

Demandeurs d'emploi en fin de mois femmes : Demandeurs d'emploi en fin de mois de catégorie A femmes.

Demandeurs d'emploi en fin de mois séniors : Demandeurs d'emploi en fin de mois de catégorie A séniors (55 ans et plus).

Jeunes sortis du système scolaire sans diplôme: Jeunes de 20-29 ans sortis du système scolaire sans au moins le CEP, BEPC, DNB, etc.

Jeunes non insérés (NEET) : Jeunes de 15-24 ni en emploi, ni scolarisés, ni en formation.

AAH : Part de la population de 20-64 ans bénéficiaire de l'allocation adulte handicapé.

AEEH : Part de jeunes de moins de 20 ans bénéficiaires de l'allocation adulte handicapé.

ASPA : Part des personnes âgées de 65 ans et plus bénéficiaires de l'allocation de solidarité spécifique aux personnes âgées.

Allocataires dépendant à 100 % des prestations CAF : Allocataires dont les ressources sont constituées entièrement de prestations CAF.

RSA : Part de la population de 15-64 ans allocataire du revenu de solidarité active.

ASS : Part de la population de 18-59 ans bénéficiaire de l'allocation de solidarité spécifique.

ASF : Part de familles avec enfant(s) de moins de 25 ans bénéficiaires de l'allocation de soutien familial.

Densités de logements sociaux : Nombre de logement sociaux pour 100 résidences principales.

Définitions

Taux standardisé de mortalité : Le taux standardisé de mortalité est le taux que l'on observerait dans le territoire étudié s'il avait la même structure par âge que la population de référence, population France hexagonale au recensement de population de 2006. Les décès sont classés en âge révolu.

Mortalité par cancer toutes localisations : code CIM 10 : C00-C97.

L'Affection Longue Durée (ALD) : concerne une maladie dont la gravité et/ou le caractère chronique nécessite un traitement prolongé et particulièrement coûteux. Il en existe plusieurs types, les ALD exonérantes et non exonérantes qui ne donnent pas les mêmes droits. Cela permet de définir le taux de remboursement par l'Assurance Maladie (ticket modérateur). La reconnaissance en affection de longue durée (ALD) de votre maladie permet un remboursement à 100 % (dans la limite du plafond de remboursement) de vos soins et traitements en lien avec la maladie. Certains frais restent néanmoins à la charge du patient. Les soins qui ne sont pas liés à l'ALD sont remboursés normalement.

Recensement de population : Le recensement de la population a pour objectifs le dénombrement des logements et de la population résidant en France et la connaissance de leurs principales caractéristiques : sexe, âge, activité, professions exercées, caractéristiques des ménages, taille et type de logement, modes de transport, déplacements quotidiens.

Institué en 1801, le recensement s'est déroulé tous les 5 ans jusqu'en 1936. De 1946 à 1999, les intervalles intercensitaires ont varié de 6 à 9 ans. Les informations recueillies intéressent les collectivités territoriales, les services de l'État mais aussi les entreprises, sociologues, urbanistes,...

Elles sont une aide pour définir :

- au niveau national les politiques sociales et les infrastructures à mettre en place ;
- au niveau local les politiques urbaines, de transport, de logement, d'équipements culturels et sportifs, les infrastructures scolaires et la mise en place de structures d'accueil pour les jeunes enfants et les personnes âgées.

Glossaire

AAH : Allocation adulte handicapé
AEEH : Allocation d'éducation de l'enfant handicapé
ALD : Affection de longue durée
ALF : Allocation de logement familial
ALS : Allocation de logement social
APL : Aide personnalisée au logement
ASF : Allocation de soutien familial
ASPA : Allocation de solidarité spécifique aux personnes âgées
ASS : Allocation de solidarité spécifique
BEPC : Brevet d'études du premier cycle
CADA : Centre d'accueil des demandeurs d'asile
CAF : Caisse d'allocations familiales
CARSAT : Caisse de retraite et santé au travail
CCMSA :... Caisse centrale de la mutualité sociale agricole
CEGIDD :.. Centre gratuit d'information, de dépistage et de diagnostic
CEP : Certificat d'études primaires
CES : Centre d'examen de santé
CHRS : Centre d'hébergement et de réinsertion sociale
CLAT : Centre de lutte anti tuberculose
CNAMTS : Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés
CNRSI : ... Caisse nationale du régime de solidarités des indépendants
CPH : Centre provisoire d'hébergement
CSAPA : .. Centre de soin, d'accompagnement, et de prévention en addictologie

CVDL : Centre-Val de Loire
DNB : Diplôme national du brevet
EPCI : Établissement public à coopération intercommunale
DREAL : .. Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement
DREETS :.. Direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités
FJT : Foyer jeunes travailleurs
FTM : Foyer travailleurs migrants
GEIQ : Groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification
INSEE : Institut national de la statistique et des études économiques
INSERM : .. Institut national de la santé et de la recherche médicale
LAM : Lit accueil médicalisé
LHSS : Lit halte soins santé
MSA : Mutualité sociale agricole
NEET : Not in Education, Employment or training
PASS : Permanence d'accès aux soins de santé
PPA : Prime pour l'activité
QPV : Quartier prioritaire de la politique de la ville
SIAE : Structures d'insertion par l'activité économique
ZRR : Zone de revitalisation rurale

Les photos sont issues de la banque gratuite d'images : <https://pixabay.com>

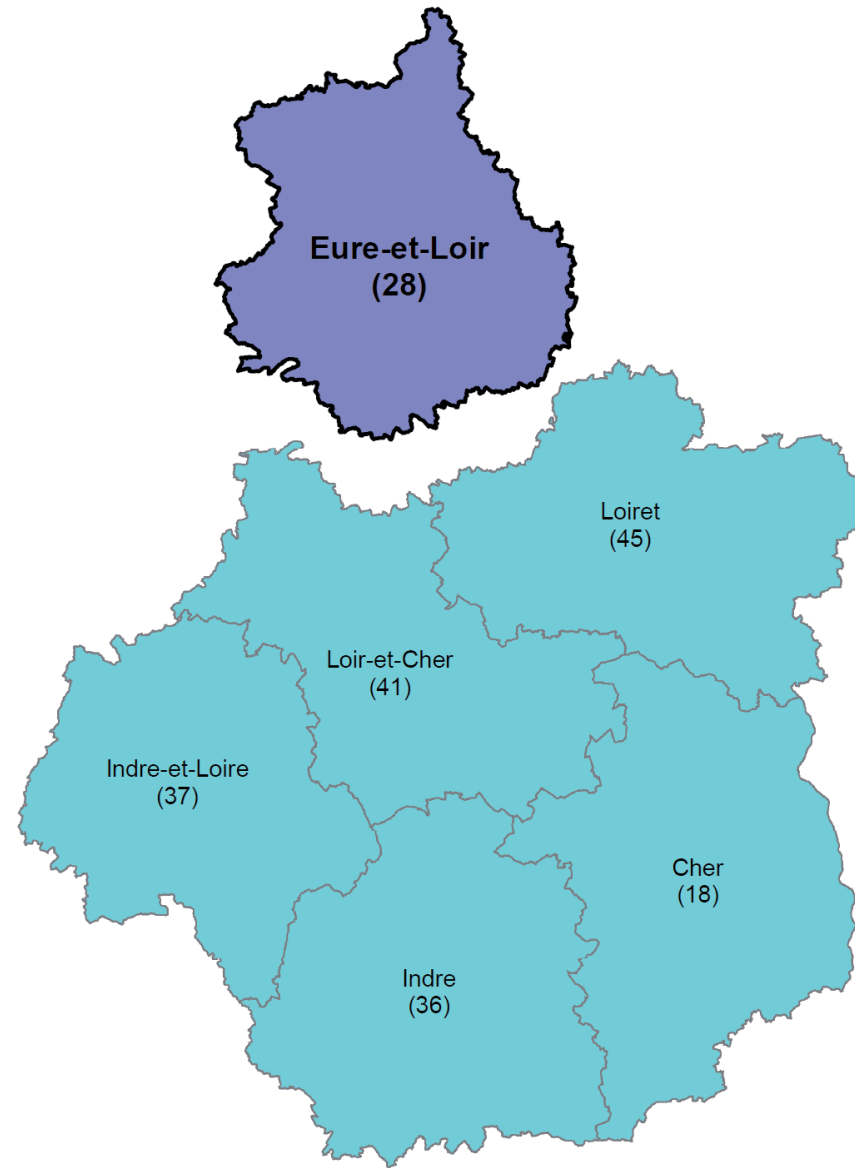




**PRÉFÈTE
DE LA RÉGION
CENTRE-VAL
DE LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction régionale
de l'économie, de l'emploi,
du travail et des solidarités



Août 2022